

**Saint-Charles-Borromée
de
municipalité de campagne
à
municipalité verte**



SOCIÉTÉ DE RECHERCHE HISTORIQUE ARCHIV-HISTO

Saint-Charles-Borromée
de
municipalité de campagne
à
municipalité verte



Recherche et rédaction
Louise Tissot

Collaboration à la rédaction
Hélène Lafortune

Nous tenons à remercier messieurs François Thériault, Michel Lemay et madame Gisèle Tétrault.

Ce livre est devenu une réalité grâce à l'appui des employés municipaux, des élus municipaux et des citoyens et citoyennes de la municipalité de Saint-Charles-Borromée.

Photographies des pages de garde : Plage Maria-Goretti, camp de jour en 2000. Vue aérienne du quartier résidentiel à proximité du CHRDL. (Collection de la municipalité)

Données de catalogage avant publication (Canada)

Tissot, Louise, 1952-

Saint-Charles Borromée : de municipalité campagne à municipalité verte

Comprend des réf. bibliogr. et un index.

ISBN 2-920480-77-4

1. Saint-Charles-Borromée (Joliette, Québec) - Histoire. 2. Saint-Charles-Borromée (Joliette, Québec) - Administration. 3. Services municipaux - Québec (Province) - Saint-Charles-Borromée (Joliette). I. Lafortune, Hélène, 1955- . II. Société de recherche historique Archiv-Histo. III. Titre.

FC2949.S235T57 2002
F1054.5.S235T57 2002

917.442

C2002-941937-9

Société de recherche historique
Archiv-Histo Inc.

535, rue Viger Est

Case postale 45501, succursale Sault-au-Récollet

Montréal (Québec) H2B 3C9

Téléphone : (514) 873-6347

Courriel : archiv.histo@gmail.com

Site : archiv-histo.com

© Tous droits réservés

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Dépôt légal - 1^{er} trimestre 2003

Introduction

Cet ouvrage propose de retracer l'histoire de la municipalité de Saint-Charles-Borromée des origines jusqu'à aujourd'hui. Avant tout, ce retour en arrière a pour but de faire découvrir au lecteur les circonstances dans lesquelles la municipalité de Saint-Charles-Borromée a vu le jour tout en mettant l'accent sur les facteurs à l'origine de son développement actuel.

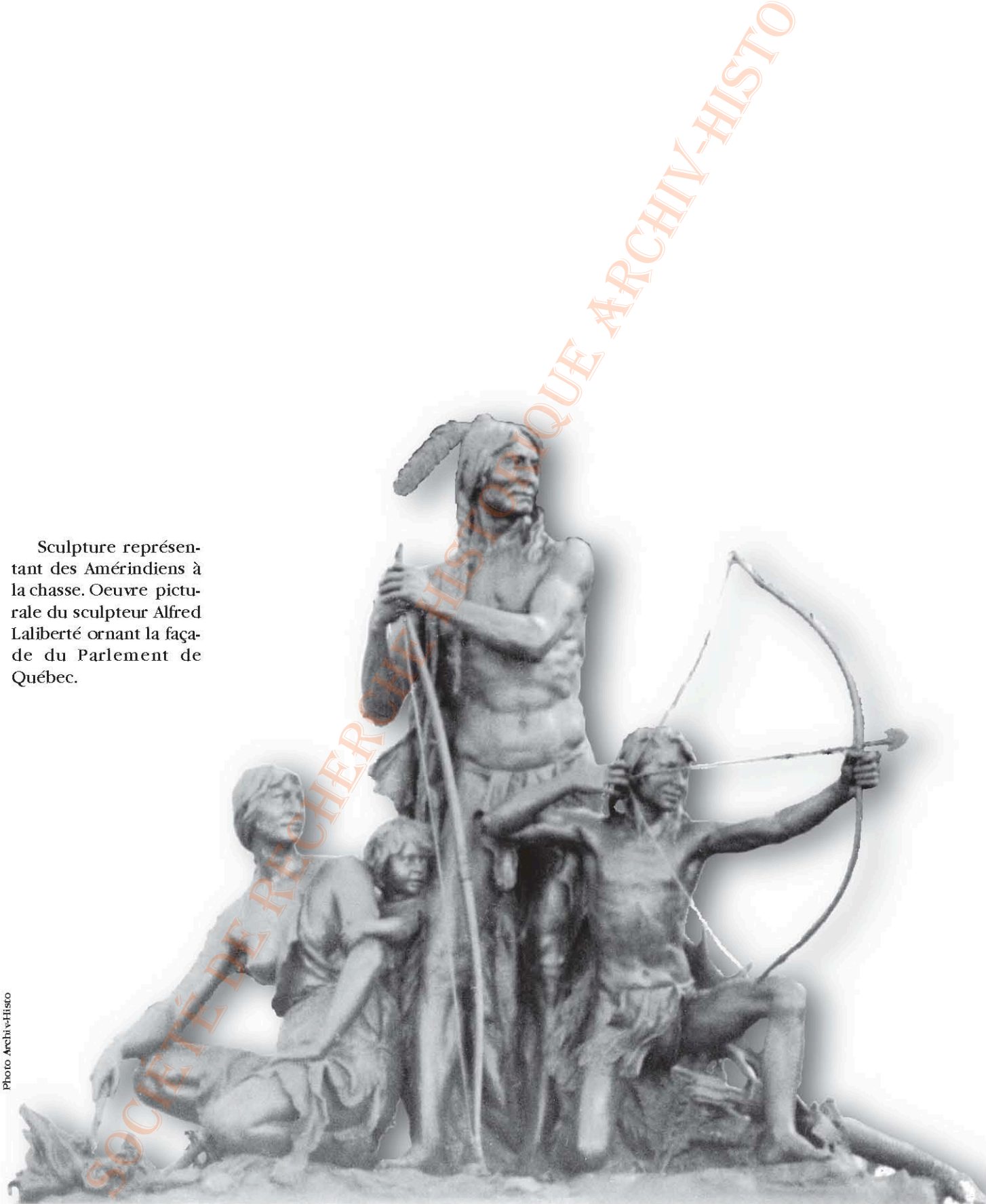
La démarche devait comprendre un survol historique du milieu de départ, soit celui des Amérindiens. À côté de cette première forme d'organisation sociale s'édifiera au XVIII^e siècle la société coloniale française. Sous le régime français, le territoire de la Nouvelle-France est découpé en seigneuries et organisé en paroisses. Le régime anglais municipalise par la suite les paroisses et abolit les seigneuries au milieu du XIX^e siècle.

À la même époque où s'effectue la municipalisation, un homme d'affaires, conscient du potentiel de la seigneurie dont il avait hérité en partie par son mariage avec Charlotte Tarrieu-Taillant de Lanaudière, jette les bases du Village d'Industrie qui allait porter son nom, aujourd'hui Joliette.

La création de la paroisse Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie en 1843 s'inscrit dans le grand mouvement de colonisation qui caractérise le Québec au milieu du XIX^e siècle. Son érection municipale, en 1855, signifiait l'élection d'un conseil autonome appelé désormais à prendre des décisions sur le plan local. Si elle avait à l'origine une vocation uniquement agricole, la municipalité de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie va s'urbaniser au siècle suivant et connaître à compter de 1970 une grande prospérité résidentielle. Les enjeux au sein du conseil municipal allaient sensiblement changer au fil des années, de façon à répondre aux besoins d'une municipalité transformée, devenue verte et résidentielle.

Sculpture représentant des Amérindiens à la chasse. Oeuvre picturale du sculpteur Alfred Laliberté ornant la façade du Parlement de Québec.

Photo Archiv-Histo



Les nations en présence

Les Amérindiens

En 1535, Jacques Cartier, navigateur et découvreur officiel du Canada au nom de la France, remarque des villages iroquoiens longeant la voie fluviale du Saint-Laurent. Du nombre, le village « Agochonda », vocable iroquoien signifiant « relais, endroit où l'on peut se reposer », se trouve situé, cent trente-sept ans plus tard, dans le territoire de la seigneurie de Lanoraie, voisine de celle de Lavaltrie.

En 1603, Samuel de Champlain, colonisateur français, ne retrouve plus ces villages identifiés par Cartier. Les Algonquins, tribus nomades, membres du groupe Atikamekw, occupent les lieux. Le territoire atikamekw s'étend aux environs de la future seigneurie de Lavaltrie, aux confins nord de laquelle sera située deux siècles et demi plus tard la paroisse de la municipalité de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie.

Entre 1630 et 1701, les Algonquins disparaissent de la région de Lanaudière. Variole, grippe et vérole, maladies européennes, les déciment et réduisent sensiblement leurs effectifs. Quant aux autres peuplades, les Iroquoiens les repoussent vers le Nord du Québec et les exterminent presque à la pointe des fusils obtenus des colons hollandais d'Albany, ville de l'État de New York, en échange de fourrures.

Suite au massacre de la plupart des habitants des environs de Montréal, dont ceux de Lavaltrie, un traité de paix durable est signé en 1691, mettant ainsi fin aux activités belliqueuses des redoutables Iroquoiens. Dès lors, une lente mais sûre conquête du sol est entreprise par les Européens.

Au XIX^e siècle, nulle trace du passage amérindien ne subsiste toutefois sur les berges d'une rivière appelée « Outaragawesipi », la « rivière tortueuse ». Mieux connue maintenant sous le nom de

« L'Assomption », cette magnifique rivière serpentant le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie allait être essentielle à la coupe du bois, commerce florissant alors en expansion.

La rivière L'Assomption

Affluent du fleuve Saint-Laurent, le cours de la rivière L'Assomption est empreint de méandres tout au long de la plaine basse-laurentienne. Sa source se situe dans les Laurentides, au lac L'Assomption, au nord du comté de Joliette, à la hauteur du grand lac Nominique, dans le comté Tellier.



Collection de la municipalité

Vue aérienne des méandres de la rivière l'Assomption à la hauteur du Club de Golf de Joliette.

Importante au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, elle est un moyen de transport vital pour l'exploitation forestière (flottage) et fournit la force motrice à de nombreuses usines en terre joliettaise.

Sujette aux embâcles tant du côté de Joliette que de Saint-Charles-Borromée (1885, 1925, 1981, 1993), elle fait toutefois la joie des jeunes de tout âge depuis l'ouverture de la patinoire en 1981 et des plages Saint-Jean-Bosco et Maria-Goretti en 1986.

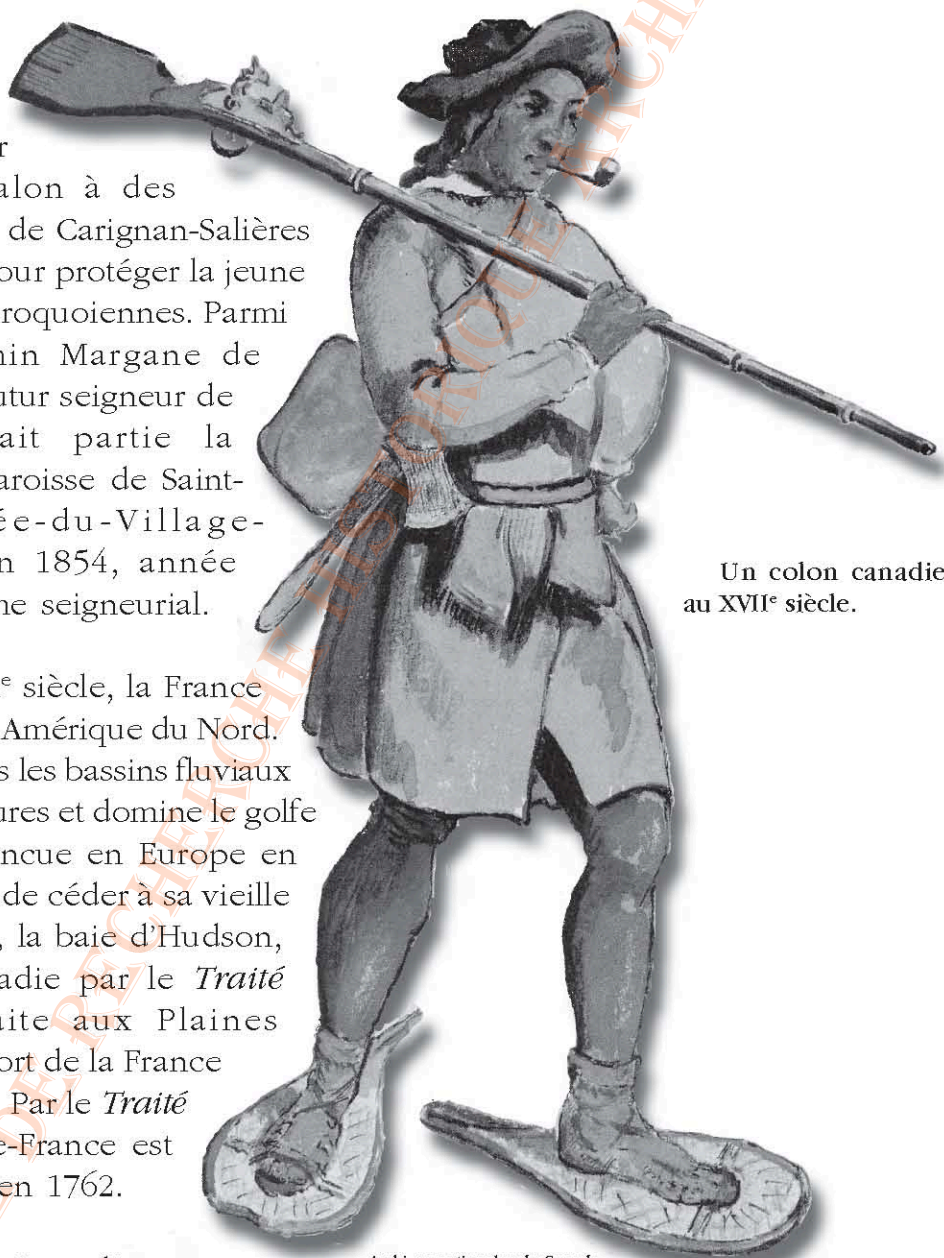
Les Français

En 1623 est implanté en Nouvelle-France le système seigneurial, institution qui allait présider à la distribution des terres pour des fins de colonisation. Le fleuve Saint-Laurent devait servir de base au découpage géographique des seigneuries.

La plupart des seigneuries sont concédées en 1672 par l'intendant Jean Talon à des officiers du régiment de Carignan-Salières débarqués en 1665 pour protéger la jeune colonie des attaques iroquoïennes. Parmi eux, figure Séraphin Margane de Lavaltrie, officier et futur seigneur de Lavaltrie, dont fait partie la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie jusqu'en 1854, année d'abolition du système seigneurial.

Au début du XVIII^e siècle, la France atteint son apogée en Amérique du Nord. Elle contrôle alors tous les bassins fluviaux qui mènent aux fourrures et domine le golfe du Saint-Laurent. Vaincue en Europe en 1713, elle sera forcée de céder à sa vieille ennemie l'Angleterre, la baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie par le *Traité d'Utrecht*. La défaite aux Plaines d'Abraham scelle le sort de la France en Amérique en 1760. Par le *Traité de Paris*, la Nouvelle-France est cédée à l'Angleterre en 1762.

Toutefois, les Canadiens français catholiques survivront et cohabiteront avec le conquérant anglais et protestant. L'*Acte de Québec* (1774) assure par ailleurs le droit de culte aux Canadiens français, la possession de leurs propriétés avec les coutumes et



Un colon canadien au XVII^e siècle.

Archives nationales du Canada

Trente ans après l'ouverture des cantons du nord de Lanaudière, la population qui y est établie est majoritairement canadienne-française et on ne retrouve plus qu'une très faible minorité irlandaise et écossaise dans la région.

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE HISTORIQUE ARCHIVES HISTO

Chapitre **1**

*La naissance de la municipalité :
un territoire à apprivoiser*

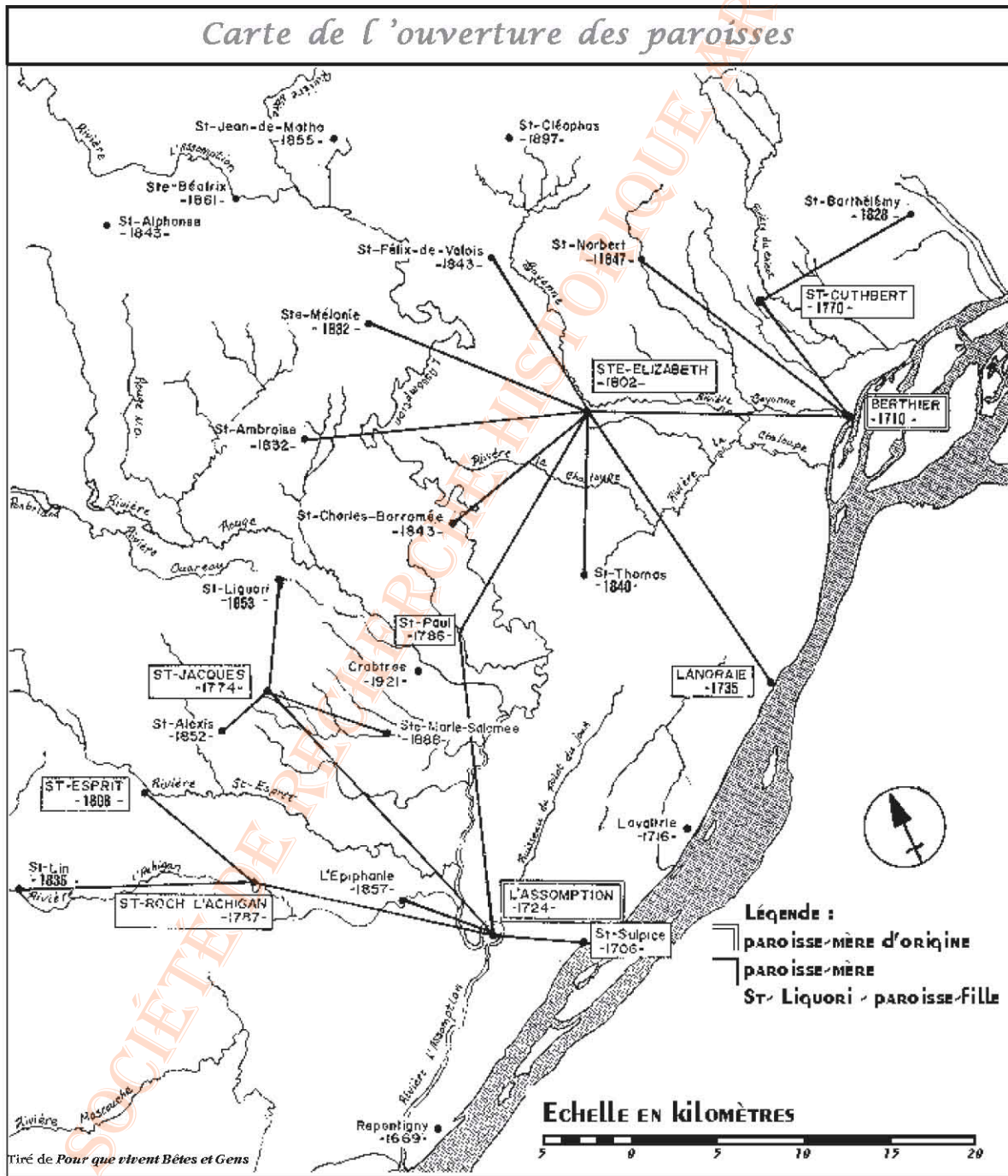


Musée du Québec

Le bûcheron - huile sur toile (1900) de Robert J. Wickenden (1861 - 1931).

Contexte international et national (1843-1900)

Le déclin du commerce des fourrures au Canada coïncide avec la montée du commerce du bois avec l'Angleterre, première puissance navale au monde, à la fin du XIX^e siècle. Coupée de ses fournisseurs traditionnels en bois en raison du blocus continental imposé par Napoléon Bonaparte, empereur des Français, l'Angleterre se tourne vers sa colonie canadienne.



Malheureusement, au Québec sévit une grave crise agricole amorcée en début de siècle dont le point culminant se situe dans les années 1835-1839. L'appauvrissement des terres, dû à leur surexploitation, à une ignorance des techniques agricoles et au manque d'outillage agricole, allié à une spéculation éhontée de nouvelles terres, déclenchent l'exode canadien-français vers les États-Unis. L'Église prend alors la direction du mouvement de colonisation, appuyée par l'État, pour relancer l'agriculture, défricher de nouvelles terres, ouvrir des chemins de colonisation et créer de nouvelles paroisses.

C'est ainsi que des fondateurs de Saint-Paul-de-Lavaltrie, fondé en 1786, naît Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie en 1843, par l'alliance de Barthélemy Joliette, administrateur de la seigneurie de Lavaltrie et fondateur du Village d'Industrie en 1823, et de Monseigneur Ignace Bourget, évêque du diocèse de Montréal.

Des seigneurs de Lavaltrie entrepreneurs

L'emplacement de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie n'était pas initialement intégré à la seigneurie de Lavaltrie. L'expansion du domaine seigneurial va s'étendre de 1672 à 1812.

En 1734, Pierre-Paul Margane de Lavaltrie obtient d'abord une extension de son territoire depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'actuelle rue Précieux-Sang à Joliette. Près de quatre-vingts ans plus tard, les rangs 1 et en partie 2 et 3 (rang Petite-Noraie et rang Double) s'ajoutent au domaine, après rectification d'une erreur d'arpentage en 1802 et dix ans de revendications légales de Charles-Gaspard de Lanaudière, seigneur de Lavaltrie.

À compter de 1822, la concession du rang 1 et de la moitié des rangs 2 et 3 à des jeunes hommes célibataires venus de la paroisse-mère, Saint-Paul-de-Lavaltrie, annonce une volonté de colonisation du côté nord du Village d'Industrie, soit la délimitation nord de la future paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie.

C'est aussi à cette époque que Barthélemy Joliette, marié à Charlotte Tariou-Taillant de Lanaudière, se voit confier l'administration de la seigneurie, fort du consentement de son beau-frère Pierre-Paul et de sa belle-sœur Marie-Antoinette. Cet ancien

Barthélemy Joliette

Fils d'Antoine Jolliet, notaire public, et de Catherine Faribault, Barthélemy Joliette naît le 9 septembre 1789 à Montmagny.

À la mort de son père survenue en 1793, la famille s'installe à L'Assomption, chez le frère de Catherine, Joseph-Édouard Faribault, notaire.

Admis au notariat en 1810, Barthélemy Joliette (ainsi écrit-il son nom de famille) pratique à L'Assomption puis à l'Industrie jusqu'en 1848.

Issu d'une illustre famille, son arrière-grand-oncle étant Louis Jolliet, découvreur du Mississippi, il épouse le 27 septembre 1813, à Lavaltrie, Charlotte Tarieu-Taillant de Lanaudière, fille du seigneur de Lavaltrie, Charles de Lanaudière.

Seigneur de Lavaltrie par alliance, monsieur Joliette gère la seigneurie en accord avec son beau-frère et sa belle-sœur et fonde le village d'Industrie qui devient, en 1864, la ville de Joliette, en sa mémoire.

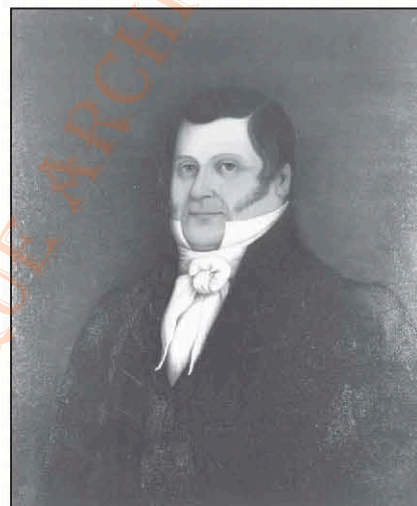
Monsieur Joliette décède le 21 juin 1850. Son corps repose sous le calvaire au cimetière de Joliette.

Charlotte Tarieu-Taillant de Lanaudière

Fille du seigneur de Lavaltrie, Charles-Gaspard Tarieu-Taillant de Lanaudière, et de Suzanne-Antoinette Margane de Lavaltrie, Charlotte de Lanaudière naît au manoir de Lavaltrie le 31 août 1795. Elle est l'arrière-petite-fille de Madeleine de Verchères, héroïne de l'histoire de la Nouvelle-France.

Elle épouse Barthélemy Joliette, notaire à l'Assomption, le 27 septembre 1813. Leur fils unique, Charles, décède à l'âge de cinq ans.

Elle décède en 1871, fort pauvre et respectée, les Joliettains ayant teint leurs sabots en noir en guise de deuil. Son corps repose sous le calvaire au cimetière de Joliette.



Musée d'Art de Joliette

Barthélemy Joliette (1838)
huile sur toile de Vital Desrochers.



Musée d'Art de Joliette

Charlotte Tarieu-Taillant de
Lanaudière (1838)
huile sur toile de Vital Desrochers.

major d'armée, notaire à L'Assomption et industriel en devenir, récupère tous les arrérages de paiements de rentes de ses censitaires, locataires du seigneur, et saisit au besoin plusieurs terres.

Au sud des rangs 1, 2 et 3, le notaire Joliette jette en 1823 les bases d'un ambitieux projet motivé par la coupe du bois : le « Village d'Industrie », nommé ainsi par cet homme d'action. Entre 1823 et 1843, un noyau d'agglomération se constitue autour du moulin à scie et à farine situé sur le site de l'actuel parc Renaud à Joliette. La construction bat son plein : plusieurs autres moulins et un pont seront construits près d'un manoir reconstruit deux fois (le premier avait été ravagé par le feu la nuit de Noël 1828). Autour du manoir et des moulins s'établissent bûcherons, meuniers et journaliers. La population du village et de la campagne environnante regroupe pas moins de 1 000 âmes en 1840. Un lieu de culte religieux s'impose alors, car se rendre à Saint-Paul pour les offices est épuisant l'hiver, le chemin étant impraticable et la distance trop grande. Monsieur Joliette entreprend des démarches en ce sens dès 1825 auprès de l'évêque de Québec.

De jeune paroisse de Saint-Charles-Borromée- du-Village-d'Industrie à jeune municipalité de paroisse de Saint-Charles-Borromée (1843-1864)

Monsieur Joliette essuie deux refus à sa requête pour établir une chapelle au Village d'Industrie. La première tentative, en 1825, se solde par un échec; Monseigneur Jean-Jacques Lartigue, vicaire général de Montréal, refuse la requête de monsieur Joliette qui, de l'avis de ce décideur religieux, n'aurait été animé que par des ambitions personnelles et pécuniaires. En 1838, c'est autour du seigneur de Berthier, James Cuthbert, de s'opposer au projet d'implantation d'une chapelle et à l'expansion du Village d'Industrie, dont il craint les répercussions sur son commerce avec Sainte-Élisabeth et Saint-Thomas-de-Jersey de la seigneurie de Lanoraie, adjacente à celle de Lavaltrie.

Il faudra attendre l'arrivée du successeur de Monseigneur Jean-Jacques Lartigue, Monseigneur Ignace Bourget, pour que Barthélemy Joliette puisse penser à réitérer sa demande en 1841. Fort de l'accroissement de la population du village, 531 âmes au village même et 293 dans un rayon d'un mille et demi, monsieur

Joliette promet d'ériger église, presbytère et collège à ses frais si l'évêque autorise l'aménagement d'une chapelle temporaire dans le grenier du moulin à avoine (site actuel du parc Renaud), près du manoir seigneurial (site actuel des Mélèzes). Cette demande reçoit l'aval de Monseigneur Ignace Bourget, qui assigne le curé de Saint-Paul-de-Lavaltrie, François-Magloire Turcotte, comme desservant du Village d'Industrie.

Fidèle à sa promesse, Barthélemy Joliette fait ériger une église sur le chemin de Kildare (actuelle rue Saint-Charles-Borromée). Une plaque devant l'évêché de Joliette nous la rappelle. Ce lieu sacré porte le nom de saint Charles Borromée, un archevêque de Milan ayant vécu au XVI^e siècle, et rappelle aussi le prénom de la seigneuresse (Charlotte).

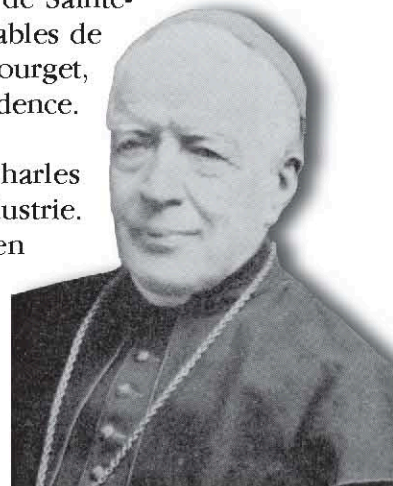
En 1843, l'érection canonique de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie est proclamée. Le décret religieux

Monseigneur Ignace Bourget

Successor de Monseigneur Jean-Jacques Lartigue en 1840, le deuxième évêque de Montréal est un ardent défenseur de l'orthodoxie religieuse. Il combat le libéralisme doctrinal venu de France et d'Angleterre. Entre 1840 et 1853, Ignace Bourget fait venir 18 communautés religieuses masculines et féminines au Bas-Canada. Oblats, Jésuites, Clercs de Saint-Viateur, religieuses du Sacré-Cœur, du Bon-Pasteur, de Sainte-Croix, sont autant de communautés françaises lui étant redevables de leur présence en terre canadienne. À l'instigation d'Ignace Bourget, madame Émilie Gamelin établit à Montréal les Sœurs de la Providence.

En 1842, Monseigneur Ignace Bourget bénit l'église Saint-Charles de la future paroisse Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie. Il prononce l'éloge funèbre sur la tombe du seigneur Joliette en 1850.

En 1862, le pape l'élève au rang de comte romain et en acceptant sa démission en 1876, lui confère le titre d'archevêque de Martianopolis. Miné par l'âge et les infirmités, Monseigneur Bourget se retire à Sault-au-Récollet. Né en 1799, il s'éteint en 1885. Il est inhumé dans la cathédrale de Montréal, cathédrale élevée selon ses désirs et les plans du Père J. Michaud, clerc de Saint-Viateur à Joliette.



Mgr Ignace Bourget,
deuxième évêque du diocèse
de Montréal.

présente la paroisse comme étant formée des seigneuries de Lavaltrie, Lanoraie, d'Ailleboust, et du canton de Kildare. La paroisse est issue des paroisses de Saint-Paul, Saint-Thomas, Sainte-Élisabeth, Sainte-Mélanie et Saint-Ambroise. D'une longueur de huit milles sur deux de largeur, sa population est de 1 300 âmes, dont 500 au village.

En 1845, l'Acte 8, *Victoria, chap. 40*, érige civilement la paroisse. Celle-ci fait partie du comté de Berthier numéro 2 en 1847 selon la *Loi 10 et 11, Victoria, chap. 7*. En 1854, elle relève plutôt du comté de Joliette, nom donné en hommage au défunt fondateur de L'Industrie, Barthélemy Joliette.

Suite à l'abolition du régime seigneurial en 1854, l'Acte des *Municipalités et des Chemins du Bas-Canada de 1855, loi 18, Victoria, chap. 100*, base actuelle de notre système municipal, fait de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie une municipalité de plein droit, disposant d'un conseil local. La

Saint Charles Borromée

Ce serviteur de l'Église, patron de la municipalité, naît au château fort Borromeo d'Arona, près du lac Majeur, le 2 octobre 1538. Il est le second fils du comte Gibert et de Marguerite de Medici, sœur du futur Pie IV.

Il revêt l'habit clérical à l'âge de 20 ans. Sérieux, studieux, plus solide que brillant et avide de lecture, il reçoit son titre de docteur en droit canon en 1559. Neveu du pape, il est nommé cardinal et administrateur du diocèse de Milan à 22 ans. Népotisme certes, il est toutefois un homme dévoué et actif au sommet de son administration.

Sacré évêque à 28 ans, il passe le reste de sa vie, soit quelque 18 ans, dans son vaste archidiocèse milanais. Les gouverneurs de Milan sont pleins de déférence envers cet homme jugé redoutable.

Plutôt ascète, il sait consolider religion et sens moral dans son diocèse. Passionné de réforme catholique, il institue l'ordre des Oblats de Saint-Ambroise (1578-1581).

Avec un grand dévouement, il visite son peuple et vend sa principauté napolitaine d'Oria pour soulager la misère publique lors de la terrible peste compliquée de famine en 1576. Parfait chrétien, il ne désespère pas d'une Église terriblement corrompue et sait la ramener dans le droit chemin.

Charles Borromée meurt à Milan en 1584. Après sa canonisation en 1611, sa congrégation prend le nom d'« Oblats de Saint-Ambroise-et-Charles ».

municipalité procède à la nomination de sept conseillers, dont un maire, et d'un secrétaire-trésorier pour rédiger les procès-verbaux des séances du conseil. Le maire en fonction, Edward Scallon, est un homme d'affaires et ancien associé de Barthélemy Joliette. Jusqu'en 1859, le Village d'Industrie fait partie de la corporation municipale de Saint-Charles-Borromée et n'a aucune existence juridique propre. Mais en cette même année, le conseil municipal adopte un règlement érigeant l'Industrie en village non incorporé en vertu de la *Section 11 de l'amendement de 1856*. On le dote de règlements et de limites territoriales, les mêmes que celles de la charte joliettaise de 1864 : sur un sens, la ville part de la rivière L'Assomption et s'étend au ruisseau Saint-Pierre, dans l'autre sens, elle va de la propriété Vessot jusqu'à la rue Hélène-Boulé. Ainsi, la ligne du Canadien National passe à l'intérieur des limites de Joliette.

Edward Scallon

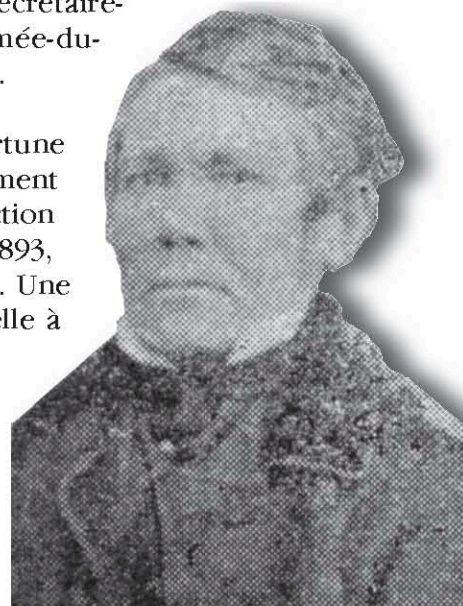
Fils d'un Irlandais, Mathew Scallon, émigré en 1810 au Canada, Edward Scallon naît en 1813 à Saint-David-d'Yamaska. Marié à Mathilde Ducondu, le 14 septembre 1841, le couple adopte une enfant prénommée Hermine.

Scallon achète de Barthélemy Joliette une distillerie construite en 1840, mais détruite par le feu en 1841. Associé pendant dix ans au sieur Joliette, il s'occupe principalement du commerce du bois et des vins. Secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie en 1845, il en devient maire en 1855.

Son commerce du bois lui permet d'amasser une fortune évaluée à près de 100 000 \$ qu'il lègue presque entièrement à la Ville de Joliette. Une partie de l'argent aide à l'érection de l'hôpital Scallon en 1867, renommé Saint-Eusèbe en 1893, en l'honneur d'Eusèbe Asselin, riche citoyen de Joliette. Une autre partie sert à la construction de l'École industrielle à Joliette en 1864.

Monsieur Scallon érige les « Moulins Scallon » en 1853 et les donne aux Sœurs de la Providence en 1858 pour les soutenir dans leurs œuvres caritatives.

Décédé en 1864, son corps repose au cimetière de Joliette.



Tiré du *Bulletin Perrotsfal*

Edouard Scallon,
maire de 1855 à 1861.

En 1861, le maire Scallon se désiste en faveur du neveu de Barthélemy Joliette, le seigneur Charles-Gaspard de Lanaudière. De 1862 à janvier 1864, celui-ci veille à la révision et à l'amendement des règlements du Village d'Industrie, et à l'exécution de son plan d'urbanisme. La population villageoise étant de 3 000 âmes sur une population totale de 4 000, l'accroissement du village justifie pleinement son détachement de la partie rurale en 1863 et son incorporation en ville de Joliette en vertu de la *Loi 27, Victoria, chap. 23*, en 1864. Monsieur Charles-Gaspard de Lanaudière, devient maire de Joliette en 1864. Narcisse Lévesque, cultivateur et conseiller à la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, est élu maire de la zone rurale.

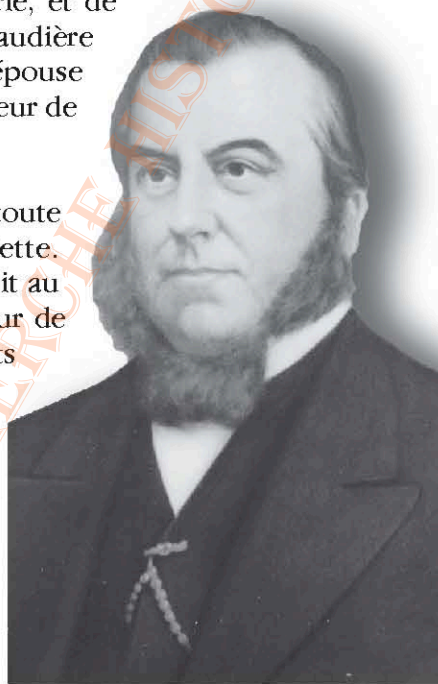
Gaspard de Lanaudière

Fils de Pierre-Paul Tarieu-Taillant de Lanaudière, seigneur de Lavaltrie, et de Véronique Gordon, Gaspard de Lanaudière naît au manoir familial en 1821. Il épouse Julie-Arthémise Taché, fille du seigneur de Kamouraska, en 1846.

Monsieur de Lanaudière seconde toute sa vie son oncle Barthélemy Joliette. Après des études en droit, il s'établit au Village d'Industrie. Seul continuateur de la lignée, il est père de huit enfants morts en bas âge et d'un survivant, Charles-Gaspard-Joseph, célibataire mort à 63 ans.

Maire de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie en 1862 et 1863, il assume la mairie de la ville de Joliette en 1864. Il en est le premier maire.

Il meurt en fonction en 1875. Son corps repose sous le calvaire au cimetière de Joliette.



Gaspard de Lanaudière,
maire de 1862 à 1864.

Collection de la municipalité

***Saint-Charles-Borromée, municipalité de
paroisse rurale agricole (1864-1957)***

À Saint-Charles-Borromée comme ailleurs dans la province, les fonctions de la corporation municipale se limiteront longtemps à l'ouverture et à l'entretien des chemins. Ces chemins de front seront reconnus chemins publics à compter de 1845 à la *Section 14, loi 8, Victoria, chap. 40*. Leur entretien incombe aux propriétaires, occupants ou possesseurs des terres joignant la rivière L'Assomption.

Gravure représentant
la Ville de Joliette vers
1881.

Lors d'une réunion du conseil municipal de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie en 1856, il est



Premier habitant de la municipalité de Saint-Charles-Borromée

En 1809, Louis Gauthier devient le premier habitant du lot numéro 1 du rang de la Petite-Noraie. En 1822, tous les lots de ce rang sont concédés sauf ceux appartenant au clergé protestant et à la Couronne. Les lots 1, 2 et 3 seront toutefois annexés en 1870 à Saint-Alphonse-de-Liguori par l'Acte 33, *Victoria, chap. 44*, deuxième démembrement de Saint-Charles-Borromée après celui qui avait donné naissance au Village d'Industrie. L'année d'ouverture du rang Double, autre principale artère de Saint-Charles-Borromée, nous est toutefois inconnue. Seule une ordonnance de prolongation dudit rang par le conseil municipal du comté de Berthier numéro deux est émise en 1849.

Marché public de
Joliette à la fin du XIX^e
siècle.



Tirc de *Pour que vivent Bêtes et Gens*

De 1864 à 1956, les activités municipales sont plutôt limitées. Les procès-verbaux sont courts, peu de règlements sont adoptés. Quatre fois l'an, le conseil municipal, formé de sept conseillers dont le maire, se réunit. Le territoire se divise alors en dix arrondissements : Vieux-Moulin, Base-de-Roc, des Prairies, Sainte-Julie, 1^{er} et 2^e rangs de la Chaloupe, Côte de la Visitation, rang Double, rang Petite-Noraie, rang du Bois-Brûlé. Ces arrondissements, désignés sous le vocable de concessions, sont surveillés par des inspecteurs agraires, de voirie, des gardiens d'enclos et des estimateurs, tous fonctionnaires subalternes de Saint-Charles-Borromée.

Les réunions du conseil municipal siégeront d'abord au marché French, rue Saint-Antoine à Joliette, de 1855 à 1857; elles se tiennent ensuite au marché Bonsecours, l'actuelle Esplanade, à compter de 1858; de 1862 à 1875, à l'ancien hôtel de ville de Joliette érigé en 1862; de 1875 à 1877, dans la salle publique du marché à foin derrière l'hôtel de ville de Joliette; de 1878 à 1886, à nouveau audit hôtel de ville; puis, au bureau d'enregistrement de Joliette construit en 1856; à l'école numéro 3 du rang de la Visitation jusqu'à ce qu'elle brûle; et une fois encore au bureau d'enregistrement, et ce jusqu'en 1963, et à partir de cette date à l'école de Christ-Roi.

Olivier Robillard

Fils d'Olivier Robillard et de Marguerite Pagé, le troisième maire de la municipalité naît à Saint-Joseph-de-Lanoraie le 22 décembre 1832. Son père décède un jour d'orage, foudroyé à l'âge de 35 ans. Sa mère se remarie à Maxime Coutu en 1841.

Olivier Robillard unit sa destinée à Philomène Christin dit Saint-Amour le 4 février 1856 à Saint-Paul. 15 enfants naissent de cette union, dont neuf meurent en bas-âge.

En 1862, le conseil municipal de Saint-Charles-Borromée l'assigne au poste d'inspecteur des clôtures et fossés pour toute la municipalité.

En 1864, on le retrouve petit juré devant la cour criminelle du district de Joliette.

Cultivateur et conseiller municipal élu en 1871, il assume la mairie de la municipalité de 1872 à 1875. Vont lui succéder par ordre les maires Charles Rivest (1875-1878) et Louis Bazinet (1878-1916).

Olivier Robillard décède le 29 juillet 1880, à 47 ans, peu après la naissance de son dernier enfant encore nourrisson (1 mois et 15 jours). Son corps repose au cimetière de Joliette.

Des dix-sept maires élus en cette municipalité de paroisse depuis 1855, année d'ouverture des procès-verbaux, onze sont cultivateurs. Leur règne s'étend donc de 1864 à 1968. Ces maires se succèdent, exception faite de la période 1951-1956 où Wilfrid Ranger, ex-fonctionnaire montréalais, agit à titre de maire. C'est dire près d'un siècle de maires agriculteurs.

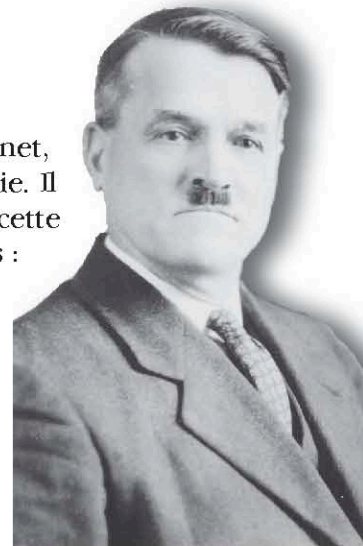
Ainsi, pendant longtemps, les préoccupations municipales refléteront la vocation essentiellement agricole de la municipalité. Toutefois, malgré la politique de colonisation adoptée par le gouvernement au milieu du XIX^e siècle, l'agriculture n'est guère florissante. Le gouvernement favorise les marchands de bois au détriment des colons. Trop souvent les colons sont dirigés vers des terres improductives. Le curé Antoine Manseau mentionne dans sa correspondance avec l'évêque de Montréal l'infertilité du sol et l'improbabilité d'un grand nombre de cultivateurs dans la municipalité de Saint-Charles-Borromée. La population rurale, qui s'élève à 1 202 âmes en 1871, chute à 810, en 1901. Joliette compte 3 047 âmes en 1871 et 4 000 en 1901. Beaucoup de colons quittent leurs terres et se retrouvent à Joliette, qui abrite, dès 1875, de nouvelles entreprises susceptibles de fournir de l'emploi telles que les tanneries, les fabriques de chaussures et de batteuses à grain, les carrières de pierres, les fours à chaux, les briqueteries, les scieries, les fonderies, les moulins à farine et

Gaspard-Osias Lapierre

Fils de Nazaire Marsan dit Lapierre et de Philomène Bazinet, Gaspard-Osias Lapierre naît le 18 février 1872 à Sainte-Mélanie. Il épouse Léa Nadeau le 16 avril 1901 à l'église Saint-Paul. De cette union naissent neuf filles et trois garçons. Deux filles vivent toujours : Fernande et Juliette.

Élu conseiller municipal en 1912, Monsieur Lapierre sort de charge en 1915. Il accède à la mairie en 1917 et assume son rôle jusqu'en 1927. Il cumule également la fonction d'agent des terres de la Couronne.

Osias Lapierre meurt le 29 octobre 1930 à Joliette. Son corps repose au cimetière du lieu. Une rue de la municipalité porte son nom depuis le 14 janvier 1998.



Collection de la municipalité

Gaspard-Osias Lapierre,
maire de 1917 à 1927.

divers autres commerces. Les cultivateurs s'assurent, quant à eux, quelques revenus additionnels grâce aux contrats d'entretien de certains chemins en hiver que leur concède la municipalité.

À l'époque des moulins

Entre 1853 et 1925, cinq moulins sont en activité dans la municipalité. L'homme d'affaires Edward Scallon avait érigé trois moulins (farine, lin et bois) aux abords de la rivière L'Assomption, derrière l'actuelle Résidence la Volière. Entre 1853 et 1901, 43 propriétaires s'y succèdent. Le moulin à scie connaît une grande activité, parfois jusqu'à 20 000 billots acheminés annuellement par flottage. À compter de 1914, les moulins changent de vocation et servent de distilleries clandestines qui fonctionnent à plein rendement. Un démantèlement s'ensuit. En 1936, les séminaristes de Joliette pique-niquent près de ces ruines : les imposants murs de vingt pieds de hauteur ou arcades semi-circulaires et fenêtres se désagrègent progressivement.

Dans les années 1870, les moulins à bois et à foin de messieurs Onézime et Eugène Bordeleau avaient également fonctionné à l'extrémité du rang Double dans l'arrondissement 10, celui du Bois-Brûlé. En 1885, les glaces emportent toutefois moulins, dépendances et animaux de ferme. Les pertes sont évaluées à près de 9 000 \$. Seul le vocable « rapides à Bordeleau » évoque leur souvenir.

L'industrialisation qui s'annonce à la fin du XIX^e siècle aura ainsi de fortes répercussions sur les campagnes. Entre 1871 et 1931, la population de la municipalité décline malgré la création du ministère de l'Agriculture en 1852 et l'abolition du système seigneurial en 1854. En 1847, Barthélemy Joliette, bien qu'industriel convaincu, s'était allié aux évêques du Québec pour mettre sur pied la Société d'agriculture du Bas-Canada. Leur but était de stimuler l'agriculture en diffusant un savoir agricole aux cultivateurs. Cette société donnera naissance à des sociétés d'agriculture de comté, dont celle de Joliette en 1852. De la société d'agriculture de Joliette vont naître les cercles agricoles en 1862, désignés « petites sociétés de paroisses ». Entre 1894 et 1921, un de ces cercles fonctionne dans la municipalité. Ces cercles paroissiaux servent de tribunaux parallèles où les cultivateurs règlent leurs disputes ou différends

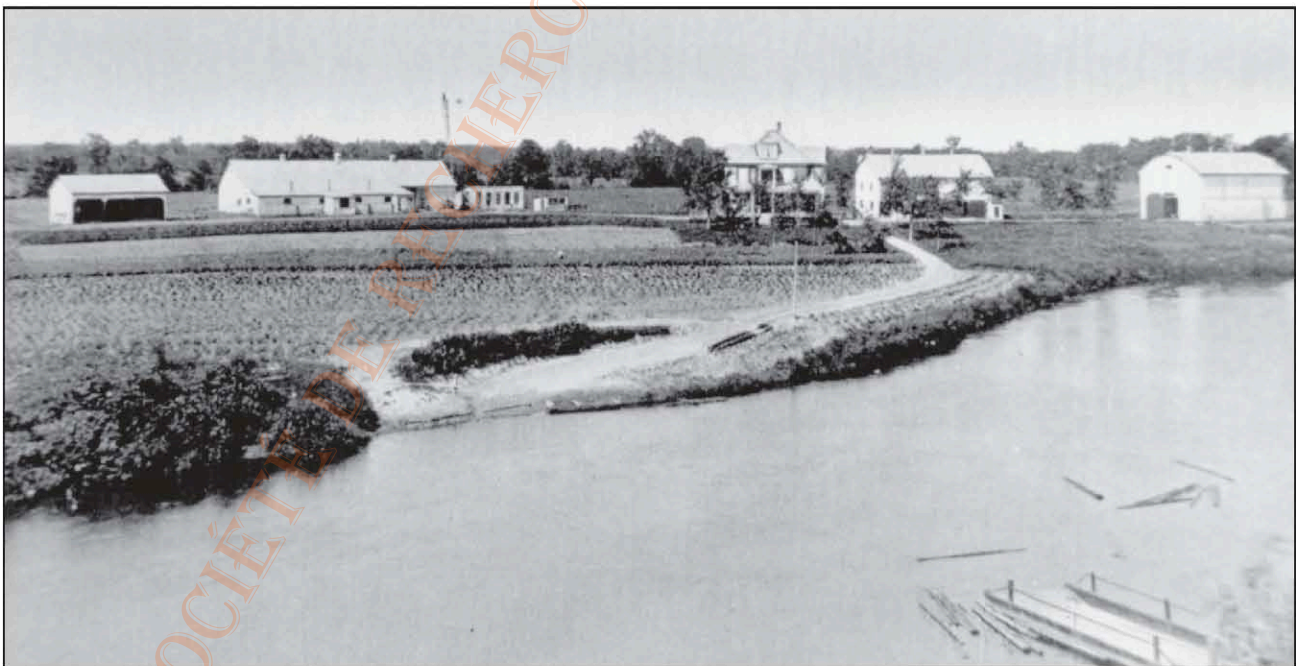
Les recensements canadiens font souvent état d'un affaiblissement démographique dans la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée. De 1911 à 1921, la population passe de 1 943 habitants à 883. L'annexion en 1915 de certaines rues à Joliette et l'urbanisation sont des facteurs déterminants. La décennie 1921-1931 est marquée de stagnation, le nombre d'habitants passant de 883 habitants à 878. La ville de Joliette attire par sa prospérité et le dynamisme de son secteur manufacturier. Sa croissance démographique sera continue de sa fondation jusqu'en 1971. Celle de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée connaîtra à son tour une réelle expansion à compter de 1961.

ou encore, de lieux de savoir où le curé peut procéder à la lecture de traités agricoles, car l'analphabétisme sévit. On y discute aussi de l'achat de semences, d'instruments aratoires et d'animaux de race.

Un journal joliettain, *L'Industrie*, mentionne dès 1873 la tenue d'un concours de labour organisé par la société d'agriculture du comté, sur un terrain appartenant au maire Gaspard de Lanaudière ; Joseph Deblois, cultivateur de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, y remporte le troisième des six prix et la somme de six dollars. Autre fait mémorable dans les annales de la municipalité, monsieur Charles Rivest, cultivateur et maire de Saint-Charles-Borromée de 1875 à 1878, remporte la médaille d'argent au concours du Mérite agricole en 1893, concours institué par le gouvernement du Québec en 1890.

Troisième démembrement de la municipalité

En 1915, la ville de Joliette annexe les rues Hélène-Boulé, Laurier, Garneau, Lévis, Précieux-Sang, Papineau et Bordeleau. Ce nouveau démembrement prive Saint-Charles-Borromée de plusieurs rues situées au nord de la voie ferrée du Canadien National et ce en vertu de la *Loi 5, Georges V, chap. 94*. La population de la municipalité n'atteint toujours pas 900 habitants alors que la ville de Joliette en compte près de 10 000.



Collection Jean Chevette, photographe

La pointe à Majeau vers 1930.

La municipalité de Saint-Charles-Borromée, à l'instar de toutes les autres corporations municipales fondées à cette époque, compte également veiller à ses intérêts en se joignant à l'Union catholique des cultivateurs, l'U.C.C., mise sur pied à Québec avec l'accord de l'Église. L'idée première d'une coopérative agricole dans Lanaudière avait germé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée dès 1914. Parmi les délégués du comté de Joliette figure Henri Majeau, cultivateur émérite de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, récipiendaire de la médaille d'argent du Mérite agricole en 1923. En 1928, monsieur Majeau gagne la médaille d'or, ordre du très grand Mérite exceptionnel, au même concours. De 1939 à 1947, la mairie de la municipalité lui incombe.

Quatrième et cinquième démembrements de la municipalité

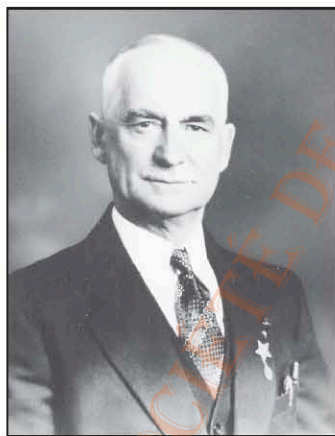
À la fin des années 1950, deux municipalités se forment à même le territoire de Saint-Charles-Borromée: Notre-Dame-des-Prairies et Joliette-Sud, ancienne Base-de-Roc. Joliette-Sud fusionnera avec Joliette en 1965.

Henri Majeau



Tiré de *Pour que vivent Bêtes et Gens*

La médaille d'or du mérite d'agricole.



Collection de la municipalité

Henri Majeau,
maire de 1939 à 1947.

Fils de Pierre Majeau et d'Évelina Christin dit Saint-Amour, Henri Majeau naît le 30 décembre 1877 à Saint-Charles-Borromée.

Il épouse Caroline Desmarais le 30 juillet 1901 à la cathédrale de Joliette. De cette union naissent quatorze enfants, dont Charles-Auguste, maire de la municipalité de 1957 à 1968.

Henri Majeau exploite une terre sur une presqu'île où loge le Théâtre des Prairies dans les années 1960.

Considéré à juste titre comme un pionnier de la municipalité, il décède le 5 avril 1953. Son corps repose au cimetière de Joliette.

Dans les années 1940, l'U.C.C. publie une brochure illustrée relatant les hauts faits de la vie du patron mondial des laboureurs, saint Isidore, fêté le 15 mai, et dégageant les leçons à tirer. Une image grand format du saint est aussi disponible. On recommande de l'encadrer et de la placer dans les cuisines de campagne. Chose sûrement faite dans la municipalité puisqu'un sanctuaire en l'honneur du Saint est érigé rue de la Visitation, près de l'orphelinat Saint-Georges. L'U.C.C. véhicule les valeurs agraires, qui perdurent encore dans les années 1950.

Saint Isidore

Saint-Isidore-le-Laboureur naît à Madrid, Espagne, au X^e siècle. Très pauvre, il laboure les terres d'un riche habitant de Madrid, Jean de Vergas. Ayant vent des accusations de négligence portées contre Isidore, monsieur de Vergas se rend sur les lieux et constate la présence de deux personnages qui l'aident à conduire sa charrue. Mis au fait de leur état divin, son maître le considère dès lors extraordinaire et lui concède une partie de son domaine près de l'ermitage de Sainte-Marie-Madeleine.

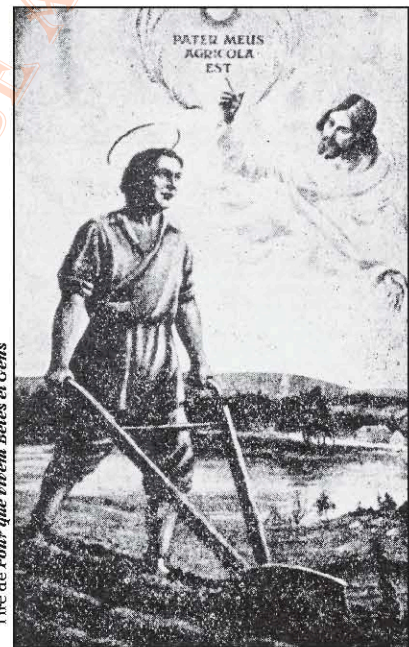
Très libéral envers les pauvres, Isidore partage leur repas. Sa bonté de cœur s'étend aux animaux. Il nourrit de son grain les oiseaux et ses récoltes s'en trouvent doublées.

Mort le 15 mai 1130, on lui attribue de nombreux miracles, dont la guérison de Philippe III, roi d'Espagne, qui obtient de Grégoire XV sa canonisation en 1622. Pie XII le nomme officiellement patron des cultivateurs du Québec en 1943.

Un oratoire semi-public, à l'usage des cultivateurs du diocèse joliettain, est érigé, en 1949, sous le vocable Saint-Isidore-le-Laboureur, sur le terrain de l'orphelinat Saint-Georges. Les chroniques du temps font état d'une dizaine de pèlerinages annuels, groupant des milliers de personnes. Avec la révolution tranquille des années 1960, les pèlerinages prennent fin graduellement et cessent à la fermeture de l'orphelinat Saint-Georges en 1965.

La statue à l'effigie du saint laboureur, érigée au lieu même du Sanctuaire Saint-Isidore, surplombe actuellement les jardins communautaires de Saint-Charles-Borromée, à la Maison Antoine-Lacombe et ce, depuis sa réinstallation le 22 septembre 1996.

Le nom de Saint-Isidore comme appellation de nom de rue, est une suggestion de monsieur Ozias Madon, cultivateur et cédant de ladite rue en question. La rue saint-Isidore se trouve située presque en face du sanctuaire du même nom. On fête saint Isidore le 15 mai.



Titre de *Pour que vivent Bêtes et Gens*

Brochure publiée par l'U.C.C. sur la vie de saint Isidore, patron des cultivateurs de la province de Québec.

Éducation et religion dans la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1843-1900)

La loi de l'Instruction publique, adoptée en 1841, marque le début du système des écoles primaires actuelles. On retrouve toutefois en 1826 une école mixte tenue par une dame Dulong, près du moulin. En 1841, une école de garçons est située à l'angle des rues Saint-Charles et Tisdell (ancienne rue de l'Étang) et une école de filles, près de l'actuel monument du Père Cyrille Beaudry.

En 1846, monsieur Joliette érige à ses frais un collège qui allait porter son nom. Le « Collège Joliette » est originellement à vocation industrielle, référence au nom du village. Son orientation classique ne date que de 1873. Le curé Antoine Manseau en est le premier directeur. En 1847, Monseigneur Ignace Bourget ramène de France quelques clercs de Saint-Viateur, communauté de « petits Jésuites » fondée quinze ans plus tôt par l'abbé Louis Querbes, dont la rue Querbes, le parc Louis-Querbes et la rue Saint-Louis à Joliette honorent la mémoire. La Maison Champagneur de Joliette tire son nom du Père Étienne Champagneur, clerc de Saint-Viateur et directeur du collège en 1851 et 1852. À l'ouverture du collège, 44 élèves, dont le tiers seulement vient du Village d'Industrie, le fréquentent. À la suite de multiples transformations, le collège Joliette devient « Séminaire de Joliette » en 1904, et « Cégep Joliette-De Lanaudière » en 1968.

L'instruction des filles de la municipalité préoccupe également le curé Antoine Manseau, qui sollicite l'aide de Monseigneur Ignace Bourget afin d'assurer le maintien d'une école à leur intention. À l'instigation de

Curé Antoine Manseau

Né à Baie-du-Febvre, comté d'Yamaska, le 12 juillet 1787, le curé Manseau est le fils d'Antoine Manseau, cultivateur, et de Marie Côté.

Après des études à Nicolet et à Québec, il est ordonné prêtre en 1814. En 1823, l'Église lui confie la visite de toutes les missions du Haut-Canada à titre de grand vicaire.



Tiré de Regarés sur l'église cathédrale...

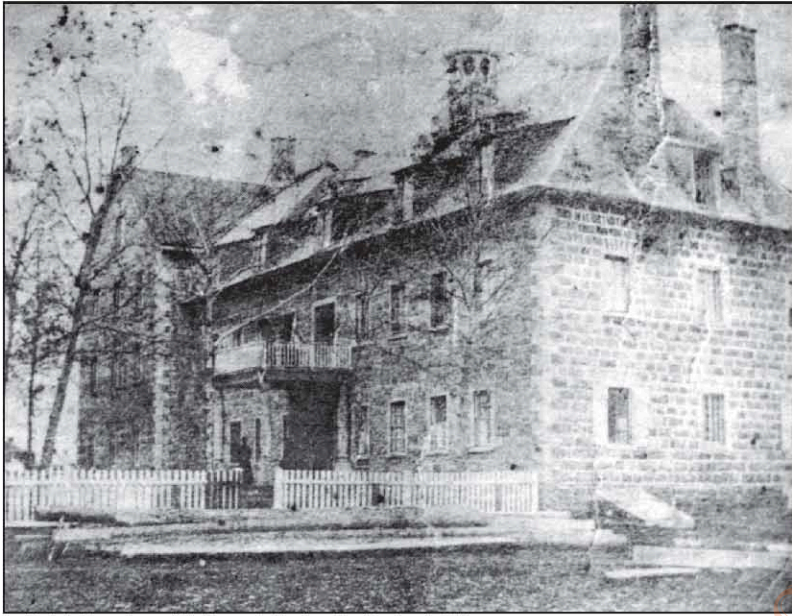
En 1841, il est chanoine du premier chapitre, établi dans le nouveau diocèse de Montréal. Des attaques de paralysie l'obligent à se retirer. Rétabli, Antoine Manseau obtient la seule cure disponible à ce moment, soit Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie, en octobre 1843. Il a 56 ans.

Curé Antoine Manseau (1787-1866).

Premier directeur du collège Joliette, il y introduit la musique, le chant et la belle liturgie.

Le boulevard qui porte son nom dans la ville de Joliette date de 1852.

Le curé Antoine Manseau résigne sa cure en 1864, maladie oblige. Décédé le 7 avril 1866, ses restes sont ramenés de Montréal à Joliette et reposent, depuis l'érection de la seconde église Saint-Charles, dans la crypte.



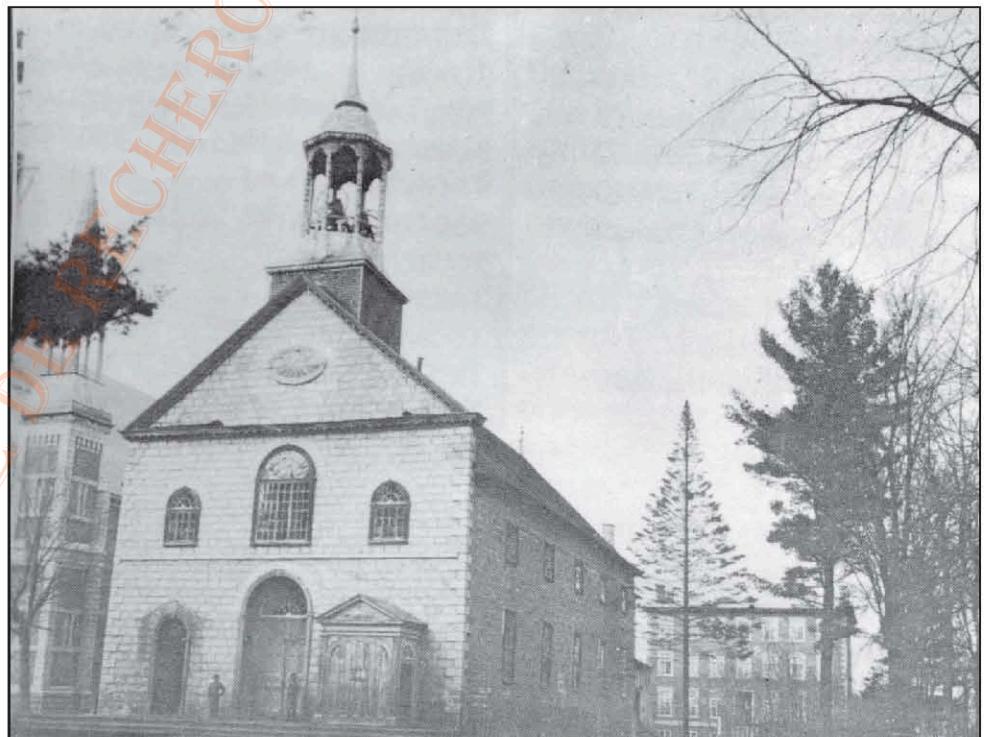
Tiré de *Regards sur l'église cathédrale et Le diocèse de Joliette*

Photographie du Collège Joliette prise vers 1860. Les deux premiers étages sont ceux du premier collège de 1845, auquel on a ajouté l'aile Langlais et un troisième étage.

l'évêque de Montréal, madame veuve Émilie Gamelin, fondatrice des Sœurs de la Providence, s'établit à Saint-Charles-Borromée en 1855. Quatre sœurs prennent la direction de la Providence Saint-Charles, première école de jeunes filles au village, située rue Notre-Dame, dirigée par une communauté religieuse. Aidées des Dames de la Charité, organisation philanthropique paroissiale que préside madame Joliette, elles visitent, soignent, nourrissent, vêtent et éduquent les nécessiteux. En 1858, le maire Edward Scallon leur fait don de ses moulins situés aux

abords de la rivière L'Assomption, en activité depuis 1853. Les « moulins Scallon » deviennent « moulins des Sœurs » et ce, pendant trente ans. Malgré le fait que les sœurs s'en départissent en 1889, le nom passe à la postérité bien qu'une vague de propriétaires ait déferlé sur les moulins, d'où les différentes appellations : « moulins

Première église en 1842, démolie en 1892-1893. À l'arrière, le presbytère de 1880 devenu évêché en 1904. À droite, la cathédrale qui ouvrira bientôt ses portes.



Tiré de *Regards sur l'église cathédrale et Le diocèse de Joliette*

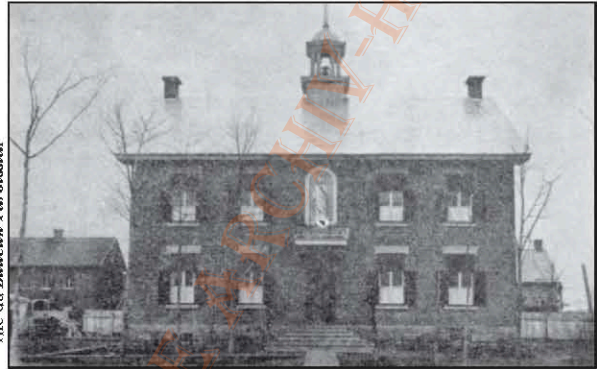
Berthiaume », « moulins de l'Entreprise ». Seule l'appellation « moulin des Sœurs » persistera dans la mémoire collective et témoigne de l'importance de l'engagement de cette communauté religieuse auprès de la population.

Éducation et religion étant cimentées, un lieu de culte s'impose. L'église Saint-Charles est construite en 1842. Un clocher de fer-blanc coiffe le lieu sacré et abrite trois cloches en provenance de Londres, don de la famille de Lanaudière. Une copie de l'œuvre picturale de l'artiste français Pierre Mignard, peinte par Antoine Plamondon, de Neuville, représentant saint Charles Borromée, orne également l'intérieur du lieu. Cette peinture surmonte maintenant le maître-autel de la cathédrale. Le seigneur Joliette assume les coûts de l'édifice ainsi que les frais de subsistance du curé Antoine Manseau. Les dîmes et les revenus de la terre donnée par monsieur Joliette sont toutefois nettement insuffisants pour subvenir aux besoins de cette première église, qui dessert 824 âmes : 531 au village et 293 à la campagne.

Une deuxième église Saint-Charles, en terre juridiquement joliettaine cette fois-ci, est construite en 1887, près de la première, jugée exiguë et démolie en 1892. La deuxième église Saint-Charles, promue cathédrale en 1904, Joliette devenant évêché la même année, ouvre ses portes en 1893. Elle subit plusieurs réparations majeures entre 1890 et 1901 : enfoncement du portail en 1890, reconstruction des trois tours et du clocher en 1894, restauration du clocher après sa chute en 1901.

Quelques écoles

Tire du Bulletin Paroissial



L'école Saint-Charles reçoit les enfants de la paroisse entre 1877 et 1897; après cette date, elle cesse ses activités au profit de l'Académie Saint-Viateur.

Tire du Bulletin Paroissial



L'académie Saint-Viateur en 1897. Cette bâtisse est incendiée en 1918.

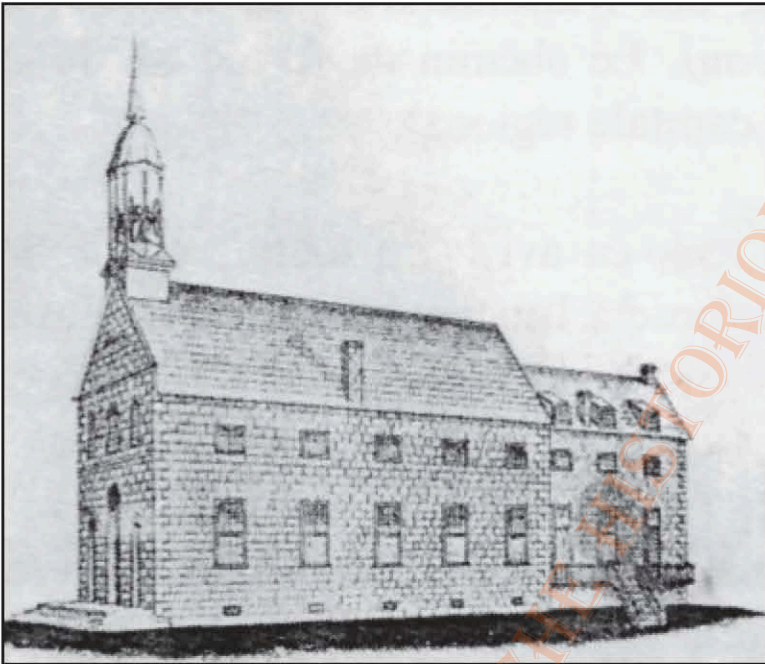
Tire du Bulletin Paroissial



L'école Saint-Viateur en 1867. En 1895, cette bâtisse de bois de deux étages est condamnée par le surintendant de l'Instruction publique, « comme étant trop petite et insalubre ».

Quant aux presbytères, le premier est attenant à l'arrière de l'église. Le second, construit en 1847, est démoli en 1880. Le troisième, érigé au lieu même du second, prend le nom d'évêché en 1904.

Les presbytères



Tiré de *Regards sur l'Église cathédrale et Le diocèse de Joliette*

Le premier presbytère situé en arrière de la première église.



Tiré de *Regards sur l'Église cathédrale...*

Le deuxième presbytère.



Tiré du *Bulletin Parotssial*

Le troisième presbytère.

Le premier desservant, qui demeure neuf mois en fonction, soit de janvier à octobre 1843, se nomme Raphaël Neyron. La rue du Curé-M. (sic)-Neyron dans Saint-Charles-Borromée honore sa mémoire. Lui succède le curé Antoine Manseau, nom du boulevard Manseau et de l'Académie Antoine-Manseau à Joliette. Le troisième, le Père Pascal Lajoie, clerc de Saint-Viateur, sera l'initiateur du projet d'érection de la seconde église. Lorsque L'Industrie se détache de la municipalité, le Père Lajoie est toujours curé de la paroisse, le village et la municipalité de Saint-Charles-Borromée étant reliés canoniquement. Une rue, une école et un parc à Joliette évoquent son souvenir.

Enfin, deux cimetières servent successivement de dernier lieu de repos. Le premier, situé près de la première église Saint-Charles,

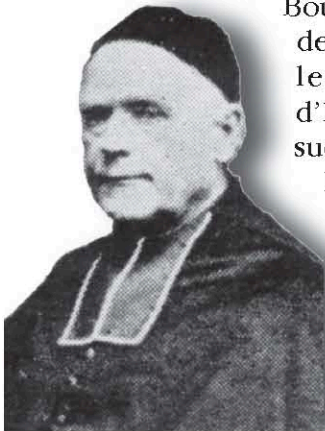
s'étend sous le stationnement actuel du cimetière des clercs de Saint-Viateur. Béni en 1842, le curé Antoine Manseau y fait ériger un chemin de croix en 1854.

Suite à l'ouverture de la deuxième église en 1893, les 5 146 restes mortels de l'ancien cimetière sont inhumés au nouveau cimetière de la rue Saint-Pierre Sud à Joliette, que bénit le Père Cyrille Beaudry, la même année. Les dépouilles de la famille seigneuriale reposent sous le calvaire (1912) au nouveau cimetière, alors que celle du curé Antoine Manseau se trouve dans la crypte de la nouvelle église.

Curé Raphaël Neyron

Fils de Benoît Neyron et de Marguerite Villerme, Jean-Claude-Raphaël Neyron naît le 9 juillet 1803 à Saint-Polycarpe, Lyon, France.

Ordonné prêtre le 29 juin 1827 et vicaire jusqu'en 1833, il arrive au Canada avec six jésuites le 31 mai 1842. Monseigneur Ignace Bourget, évêque du diocèse de Montréal, le nomme curé de Saint-Thomas (il est le quatrième) et desservant (il est le second) de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie. Il officie de janvier à octobre 1843. Lui succède le premier curé du Village d'Industrie, Monsieur le grand vicaire du diocèse, Antoine Manseau.



Tiré de *Joliette* : 1864-1964

Curé Raphaël Neyron.

Raphaël Neyron officie au premier baptême de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie le 9 janvier 1843, celui de Léon, fils de Joseph Laurance et d'Ursule Richard; à la première sépulture, le 7 février 1843, celle d'Elmire, fille d'Édouard Ricard et d'Angèle Lahaise; et au premier mariage, le 15 février 1843, celui de Prosper Raymond et de Marie Montour.

Successivement, Monseigneur Ignace Bourget lui assigne les cures de Saint-Benoît-des-Deux-Montagnes (1843-1847), Mascouche (1847-1851), Sainte-Anne-de-Bellevue (1851-1852) et Saint-Urbain de Châteauguay (1852-1853). On le retrouve enfin à Keesville, ville de l'État de New York, États-Unis (1853-1856). Le curé Neyron revient à Lyon le 4 avril 1856, mais signale sa disponibilité à retourner au Canada si le haut clergé lui assigne une mission. On ne le sollicite plus et il décède le 17 juillet 1874 à l'Hospice des prêtres, à Vermaison, Lyon.



Collection famille Sansregret

Le quotidien à la ferme Sansregret.

Chapitre **2**

À l'heure de l'identité rurale



Collection famille Sanregret

Famille et travaux à la ferme.

Contexte international et national (1900-1960)

À u début du XX^e siècle, l'Angleterre cède la place à l'expansion économique américaine. Les États-Unis sont alors en pleine explosion démographique et industrielle. Entre 1900 et 1927, le Canada assure 65 % des exportations mondiales des pâtes et papiers, dirigées presque entièrement vers les États-Unis et dont le Québec est le principal producteur.

De 1920 à 1960, l'agriculture décline au Québec : elle chute de 37 % à 5,7 % alors que le secteur manufacturier prend une réelle expansion : de 38 % en 1920, il grimpe à 64 % en 1941. L'industrialisation achève le règne agricole; les campagnes se dépeuplent à un rythme effarant, et ce jusqu'en 1930. En 1901, les ruraux qui formaient 60 % de la population n'en constituent plus que 36,6 % en 1941. Une forte proportion d'agriculteurs quittent leurs terres pour se fixer dans la région métropolitaine de Montréal.

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, le catholicisme au Québec est toujours aussi omniprésent. La population en 1941 est à 86 % catholique. L'Église a toujours la mainmise des pouvoirs en matière d'éducation, de santé et sécurité sociale. Elle collabore à la formation des premiers syndicats essentiellement catholiques dans le premier quart du XX^e siècle. Elle soutient également l'œuvre d'Alphonse Desjardins, dont le mouvement corporatif vise à protéger les Canadiens français contre les usuriers et les sociétés de crédit naissantes.

L'alliance Église-État entamée au XIX^e siècle se poursuit donc, et ce pleinement, jusqu'en 1960, année où s'amorce la Révolution tranquille, dont l'objectif est de moderniser la société québécoise en donnant une prédominance à l'État dans tous les secteurs.





Collection famille Sanregret

Groupe JAC du Christ-Roi en 1949.

*Religion et éducation dans la municipalité de la
paroisse de Saint-Charles-Borromée (1900-1960)*



Tiré de *Joliette ; 1864-1964*

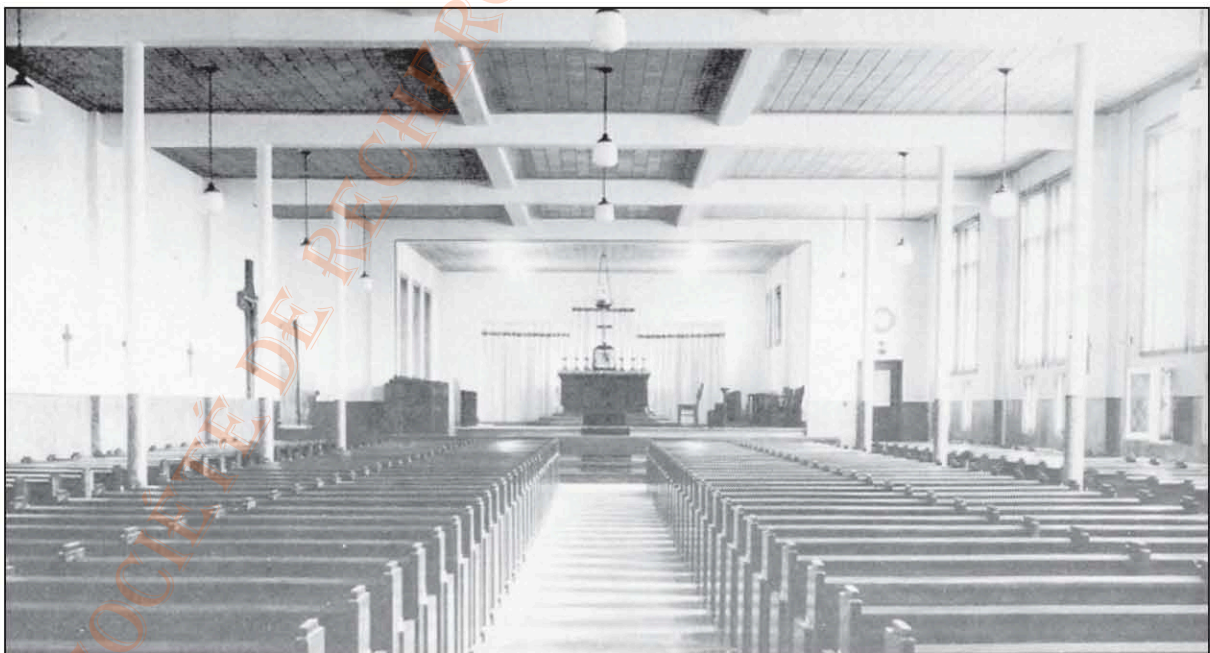
Mgr J.-A. Papineau.

Ouverture d'une nouvelle paroisse charloise

La deuxième église Saint-Charles, érigée en 1893 et promue cathédrale en 1904, dessert plus aisément la ville de Joliette que la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée. L'accroissement de la population oblige donc la création d'une nouvelle paroisse, fondée en 1935 sous le vocable de « Christ-Roi » par Monseigneur Papineau, évêque de Joliette.

La nouvelle paroisse de Christ-Roi regroupe la partie de Joliette, située depuis le Canadien National, appelée communément « Village Saint-Charles », bornée au nord par le rang de la Visitation, à l'est par la rivière L'Assomption, au sud par la voie ferrée du Canadien National et à l'ouest par la paroisse Saint-Pierre; quant à la partie rurale, elle comprend le rang de la Visitation, le rang Bois-Brûlé, la Pointe-à-Neuf-Pas, le rang Petite-Noraie, les rangs 1^{re} et 2^e Chaloupe et le rang des Prairies côté nord jusqu'à la voie du CN exclusivement.

Cette nouvelle paroisse réunit 300 familles, soit 1 585 personnes, résidants des deux municipalités contiguës, Joliette et Saint-Charles-Borromée.



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

L'intérieur de la première église de la paroisse du Christ-Roi en 1935 (vue de l'arrière).

Une maison de retraites fermées, construite en 1935 en partie sur un terrain acquis du Séminaire de Joliette, en partie sur un terrain concédé par les religieuses du Précieux-Sang, désignée « Maison Querbes », et dirigée par les clercs de Saint-Viateur, sert d'église temporaire pour les paroissiens jusqu'en 1953, année d'ouverture de la nouvelle église de Christ-Roi.



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

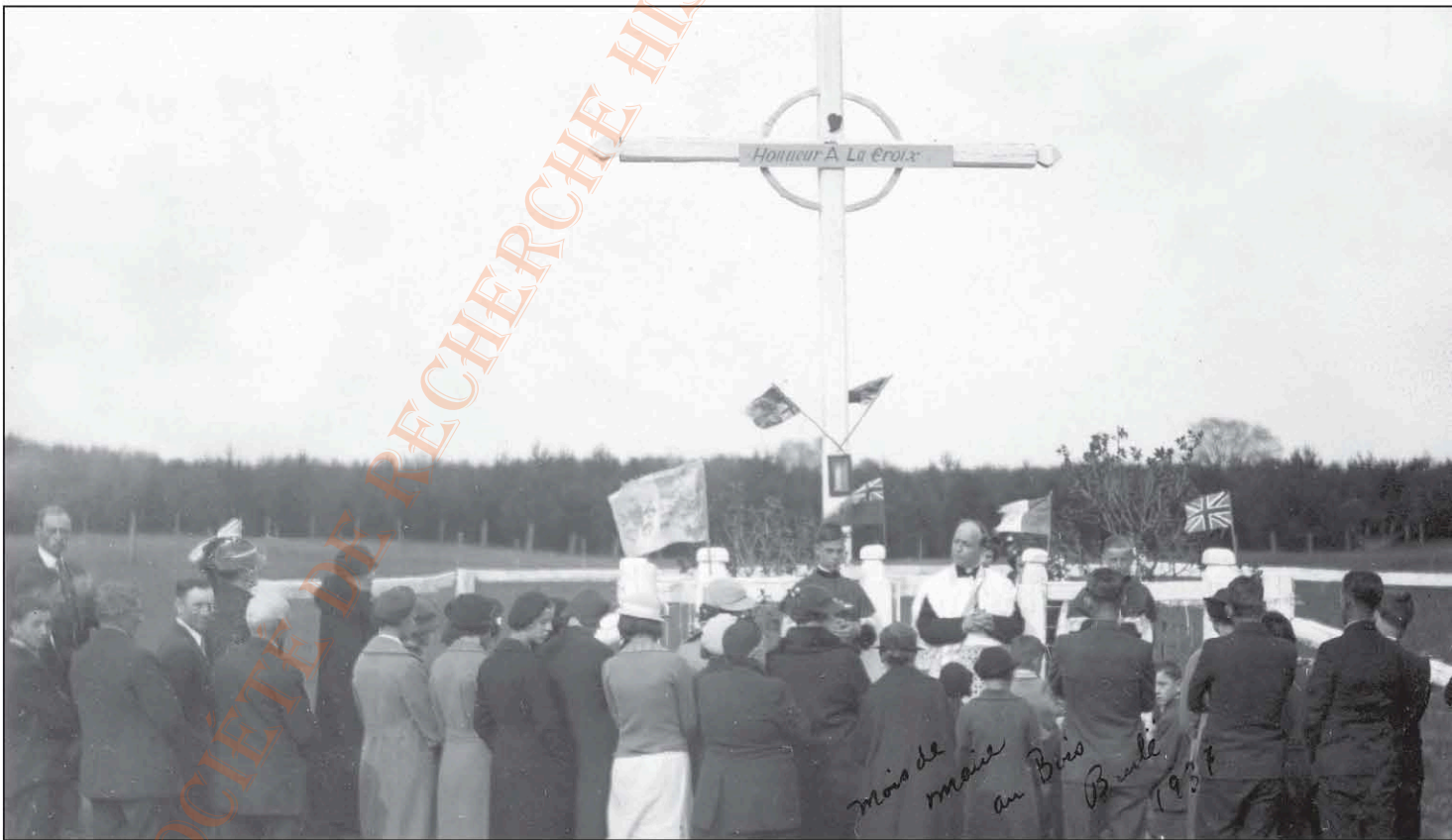
L'extérieur de la Maison Querbes en 1935.

L'église de Christ-Roi, érigée en 1953, doit la majeure partie de son terrain situé en bordure de la rue Bordeleau à une cession de son propriétaire, monsieur Azellus Bordeleau, frère des deux propriétaires des « Moulins Bordeleau », à des conditions des plus avantageuses. Plusieurs organismes religieux, sportifs et socio-culturels, de même que la fabrique de la jeune paroisse, bénéficient de la générosité de cet humble philanthrope, bienfaiteur préférant l'anonymat. Les résidents de Christ-Roi jouissent du parc Émile-Prévost, situé en territoire joliettain et aménagé sur un terrain donné par monsieur Bordeleau. Le nom de la rue Marie-Anne, près de ce parc, rappelle l'épouse du bienfaiteur.

Le curé fondateur, le Père Lorenzo Gauthier, invite ses ouailles de la partie rurale à ériger des « croix de chemin », lieux de

rencontre pour réciter le chapelet en commun et une prière du soir. Une rue et une école honorent sa mémoire dans Saint-Charles-Borromée. Les retraites fermées vont également atteindre leur apogée entre 1955 et 1960. Membres de l'U.C.C., syndicats catholiques, marchands et professionnels se rendent nombreux à la Maison Querbes, qui recevra 116 000 retraitants entre les années 1935 et 1970.

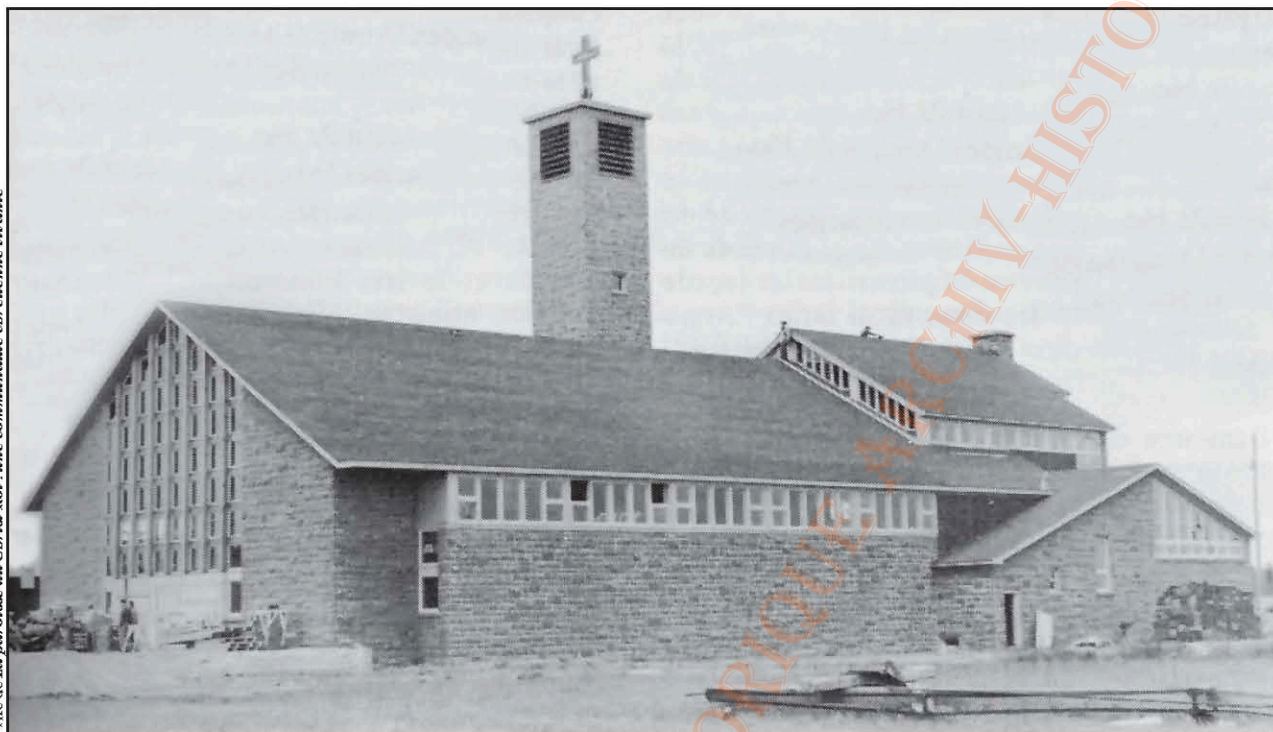
Mises à part la messe dominicale et les retraites fermées, les pèlerinages seront populaires et fort nombreux jusque dans les années soixante. Les cultivateurs des rangs Petite-Noraie et Bois-Brûlé en font un à saint Joseph en 1937. En 1949, un sanctuaire est érigé sur un territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, à proximité de l'orphelinat Saint-Georges. Cet oratoire semi-public est un lieu de pèlerinage à l'usage des cultivateurs du diocèse. Une statue de saint Isidore, laboureur, patron mondial des agriculteurs, y trône. Les chroniques du temps font état d'une dizaine de pèlerinages annuels groupant quelques milliers de fidèles.



Collection, Jean Chevette, photographe

Le mois de Marie au rang du Bois-Brûlé en 1937.

Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*



La nouvelle église du Christ-Roi.

Curé Lorenzo Gauthier

Fils de Michel Gauthier et de Clara Mallette, Lorenzo Gauthier naît le 12 juillet 1882 à Rigaud.

Il entreprend des études classiques au Collège Bourget de Rigaud. Élève brillant, il laisse entrevoir des qualités d'orateur, d'écrivain et d'organisateur. Ordonné prêtre le 7 mars 1920, il occupe le poste de préfet de discipline dans une institution de 400 élèves.

En 1925, il enseigne la rhétorique. En 1928, on le nomme vicaire à la paroisse Saint-Viateur d'Outremont. En 1934, il œuvre à la Maison Querbes de Joliette en qualité de prédicateur de retraites fermées.

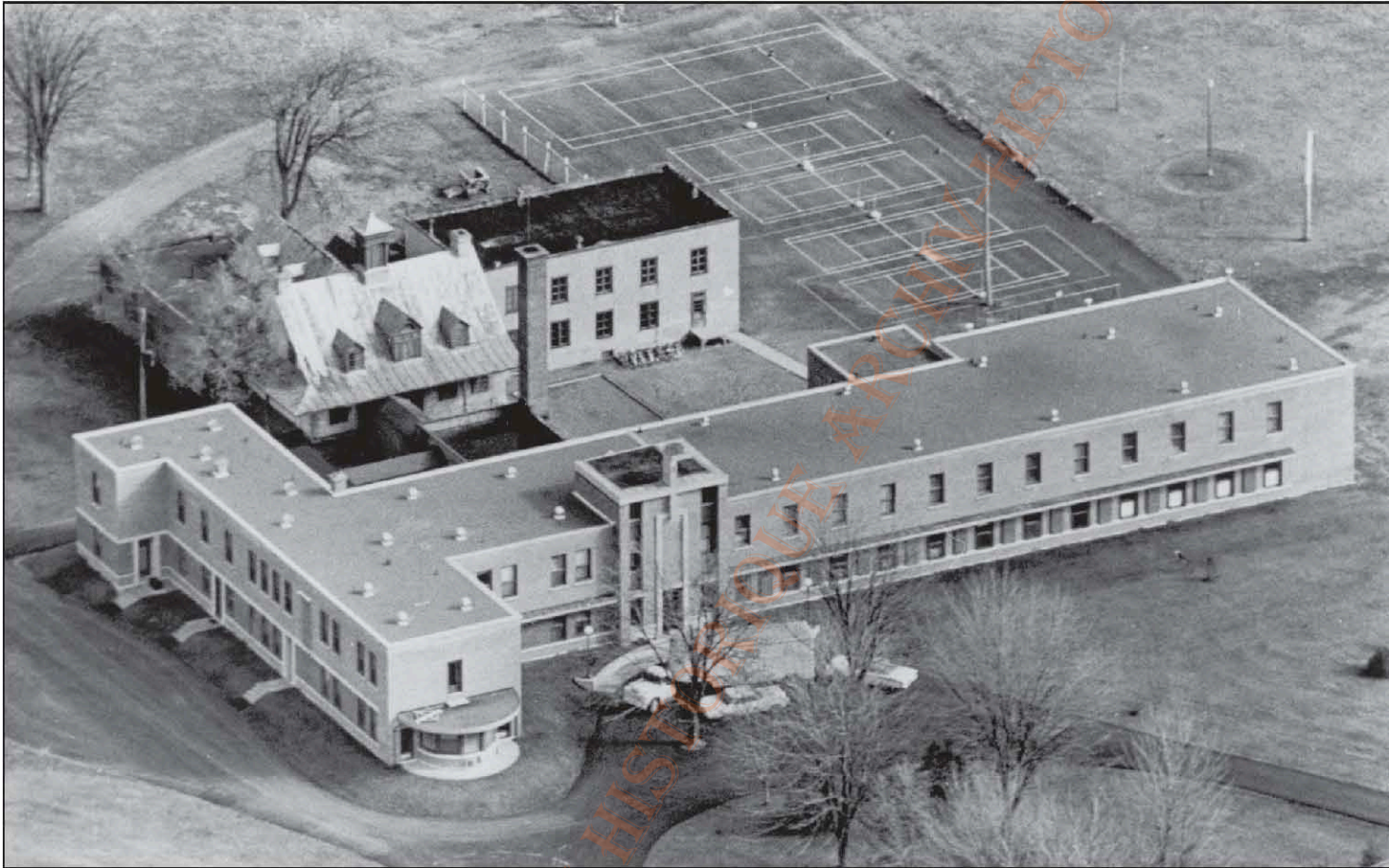
Son dynamisme communautaire se manifeste dès la fondation de la paroisse de Christ-Roi en 1935. Lorenzo Gauthier dote sa paroisse de confréries et d'associations paroissiales, favorisant un développement religieux, social et économique. En voici quelques-unes : Scouts, JOC, JAC, Enfants de Marie, Ligue du Sacré-Cœur, Saint-Vincent-de-Paul, Dames de Sainte-Anne. Il lance l'idée d'une caisse populaire, dont il préside le conseil d'administration le 22 janvier 1937. Il donne de multiples conférences, tient une chronique régulière au journal local *L'Action populaire* et continue de prêcher aux retraites fermées.

Son départ est l'occasion d'une grande fête d'adieu : ses fidèles l'estiment beaucoup. Le Père Gauthier décède le 1^{er} mai 1956 à Montréal. Son corps repose au cimetière de Rigaud.



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi...*

Lorenzo Gauthier, c.s.v.



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

Orphelinat Saint-Georges vers 1964.

Fondation de la première Caisse populaire

La première caisse populaire de la paroisse de Christ-Roi est fondée en 1937. Son instigateur et premier président est le curé Lorenzo Gauthier, cleric de Saint-Viateur. L'abbé Donat Hénault, propagandiste des caisses dans le diocèse de Joliette, donne des causeries sur la raison d'être et le bon fonctionnement des caisses. Le premier local de la caisse, au presbytère de la Maison Querbes, mesure dix pieds sur dix pieds et son premier vice-président est le docteur Rosaire Masse, père de Marcel Masse, ministre des Communications dans le gouvernement conservateur en 1989.

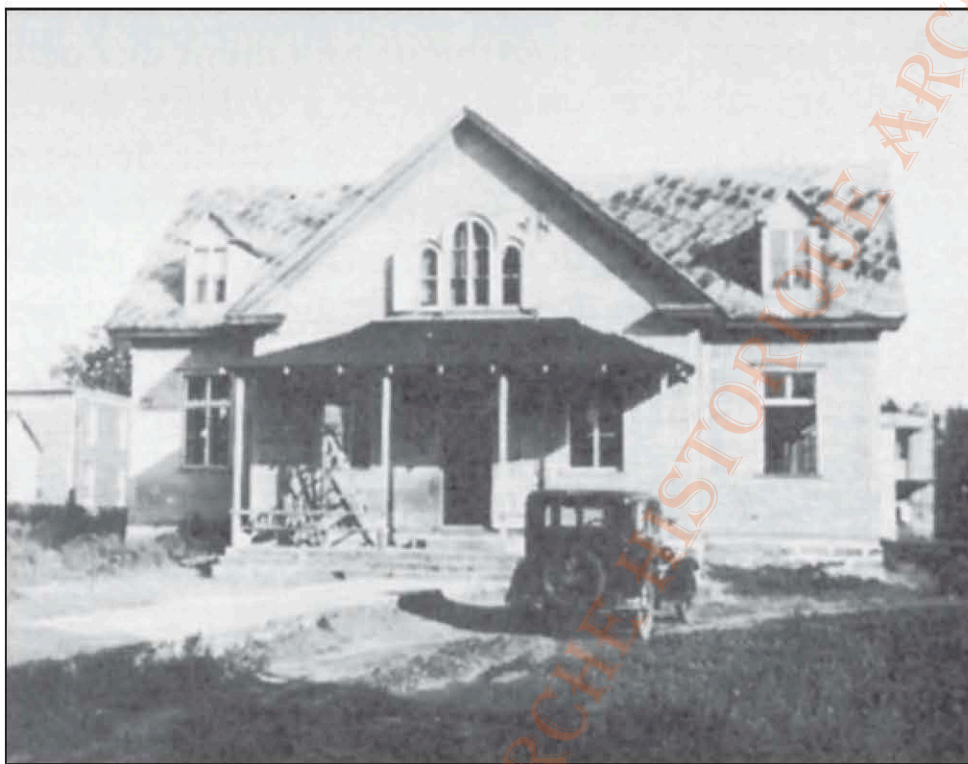


Tiré de *La paroisse du Christ-Roi...*

Docteur Rosaire Masse.

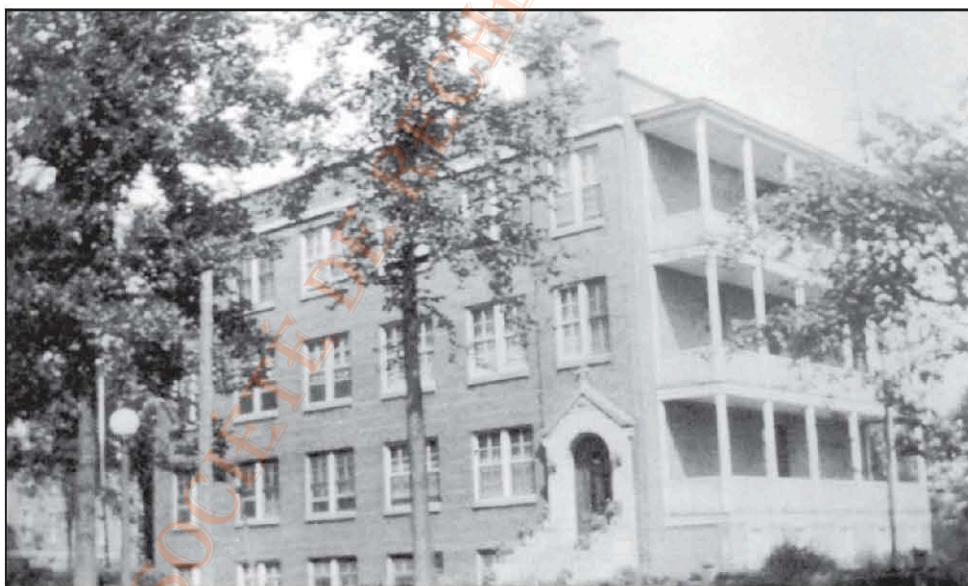
Établissement d'un réseau d'écoles publiques

À u moment de sa fondation, la paroisse de Christ-Roi compte huit écoles. Deux d'entre elles sont situées en zone urbaine : l'Institut Amélie-Fristel et l'école Saint-Charles ; et six autres, en zone rurale : rangs de la Visitation, Petite-Noraie, Bois-Brûlé, Sainte-Julie, 1^{re} Chaloupe et 2^e Chaloupe.



La première école Saint-Charles, située sur la rue Précieux-Sang, en 1915.

Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*



Le premier Institut Amélie-Fristel, construit en 1924.

Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

Les Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie enseignent aux deux écoles urbaines : l'école Saint-Charles, construite en 1915, et l'Institut Amélie-Fristel, construit en 1924. L'école Saint-Charles fermera ses portes en 1949, année d'ouverture de l'école Christ-Roi, dirigée par les Clercs de Saint-Viateur jusqu'en 1970. L'Institut Amélie-Fristel sera quant à lui agrandi en 1950 pour y donner un cours d'études de douzième année; les Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie en assumeront la direction jusqu'en 1969.



Tirés de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

École Notre-Dame-Des-Prairies.

Entre 1940 et 1947, trois écoles de rang sont construites pour remplacer les anciennes, peu spacieuses : une première, dans le rang des Prairies, sur un vaste terrain, l'actuel boulevard Antonio-Barrette dans Notre-Dame-des-Prairies, face à la route reliant Joliette à Saint-Félix-de-Valois; une seconde, en 1941, dans le rang de la 1^{re} Chaloupe; et une troisième, en 1944, dans le rang Visitation, arrondissement numéro 3, bénite en présence du maire Majeau.



Tirés de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

L'ancien et le nouvel orphelinat Saint-Georges.

À l'époque des écoles de rang

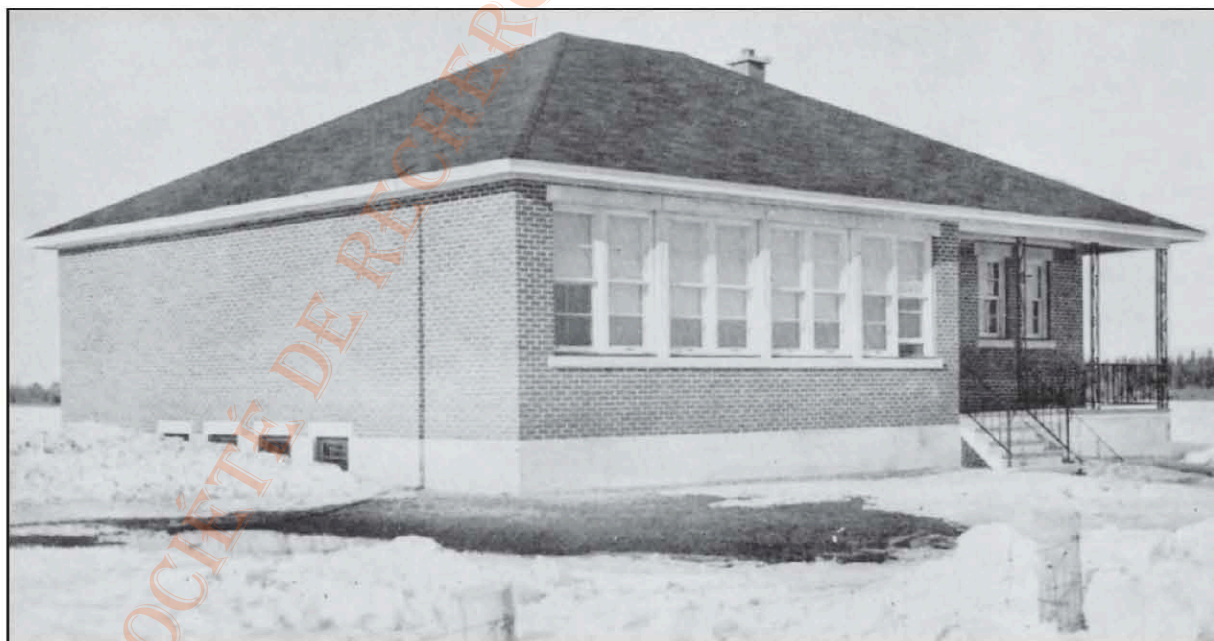
L'école de rang demeure pendant des décennies le principal foyer d'instruction pour la majorité des habitants de la municipalité. Les institutrices d'autrefois n'ont pas la tâche facile. Elles doivent mener de front l'enseignement à plusieurs élèves de niveaux différents. Le cours d'étude n'excède alors pas la sixième année. Le salaire des enseignantes varie de 100\$ à 200\$ annuellement; le bois de chauffage de l'école est à leur charge. Que dire enfin du confort des écoles de rangs, des plus rudimentaires, tout comme le mobilier scolaire : pupitres jumelés, tribune et chaise d'institutrice, carte géographique, un ou deux tableaux noirs et un gros poêle de fonte à l'arrière ou au centre de la pièce, lieu de réunion du groupe lors des grands froids hivernaux ? Quant à l'entretien des écoles, il laisse aussi à désirer. L'eau courante n'existe pas. Aller puiser de l'eau et utiliser les toilettes à l'extérieur est obligatoire. Les « grands » aident leur maîtresse au pelletage de la neige. On enseigne dans ces écoles la lecture, l'écriture, le catéchisme, les mathématiques, l'histoire, la géographie, le chant, etc. En fin d'année scolaire, la visite officielle du curé et des commissaires est fort attendue tout comme la remise de prix pour les meilleures notes.



École du rang de la Petite Noraie.



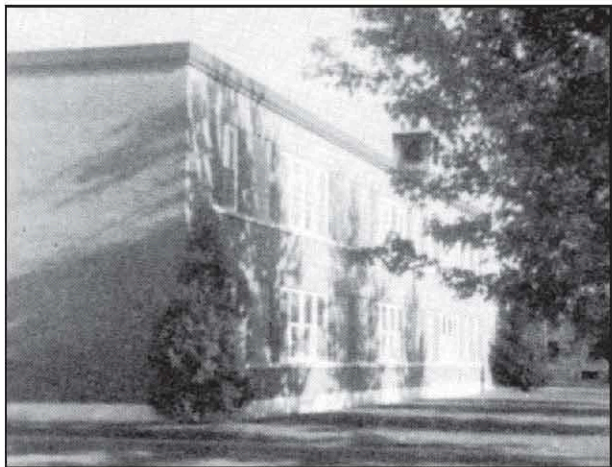
École de la rue Visitation.



École du rang Sainte-Julie, Saint-Charles-Borromée.

À ces lieux d'éducation publique s'ajoute l'orphelinat Saint-Georges, nom donné en hommage à Georges Chevalier, bienfaiteur du lieu et ancien maire joliettain (1928-1931).

En 1933, le Séminaire de Joliette achète du cultivateur Henri Majeau une ferme de 130 arpents dans le rang de la Visitation, jadis propriété de François-Magloire Turcotte, desservant au Village d'Industrie avant l'érection de la paroisse de Saint-Charles-



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

École Sainte-Marie.

Borromée. Deux ans plus tard, les Clercs de Saint-Viateur prennent la ferme en charge et la convertissent en orphelinat de garçons. Trente-deux élèves y résident en 1938. L'exiguïté du lieu nécessite sa fermeture en 1946. En 1948, un nouvel édifice ouvre ses portes grâce à un octroi de 195 000 \$ du gouvernement provincial de l'Union nationale. En trente ans, l'orphelinat héberge 1 035 garçons, connaît dix directeurs, tous clercs de Saint-Viateur, et 127 professeurs, également clercs de Saint-Viateur.

En 1956, l'école Sainte-Marie (filles), voisine de Christ-Roi (garçons), ouvre ses portes au village et sera dirigée par les Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie jusqu'en 1969.



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi : une communauté chrétienne vivante*

École du Christ-Roi.

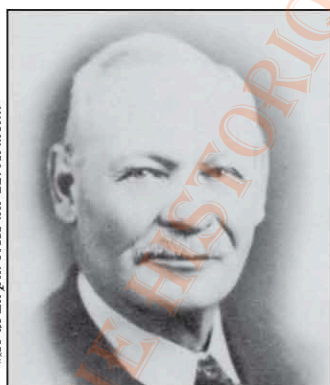
Premières rues de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1949-1960)

La municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée trace ses premières rues dans les années 1940. Les rues Boucher, Gouin et Longpré font partie de la nouvelle paroisse de Christ-Roi. Le « Village Boucher », dont l'existence est signalée dans les procès-verbaux de 1943 et 1945, compte alors dix-sept maisons sur deux des rues précitées. La rue de l'Entente apparaît dans les procès-verbaux en 1949, et rappelle l'alliance familiale entre Isaïe Boucher, son épouse Marie Gouin et leur gendre, Léopold Longpré. Elle coupe à angle droit les rues Boucher et Gouin, et prend en 1960 le nom de Juge Guibault (ancien maire de Joliette de 1910 à 1921).



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi...*

Marie Gouin, épouse d'Isaïe Boucher.



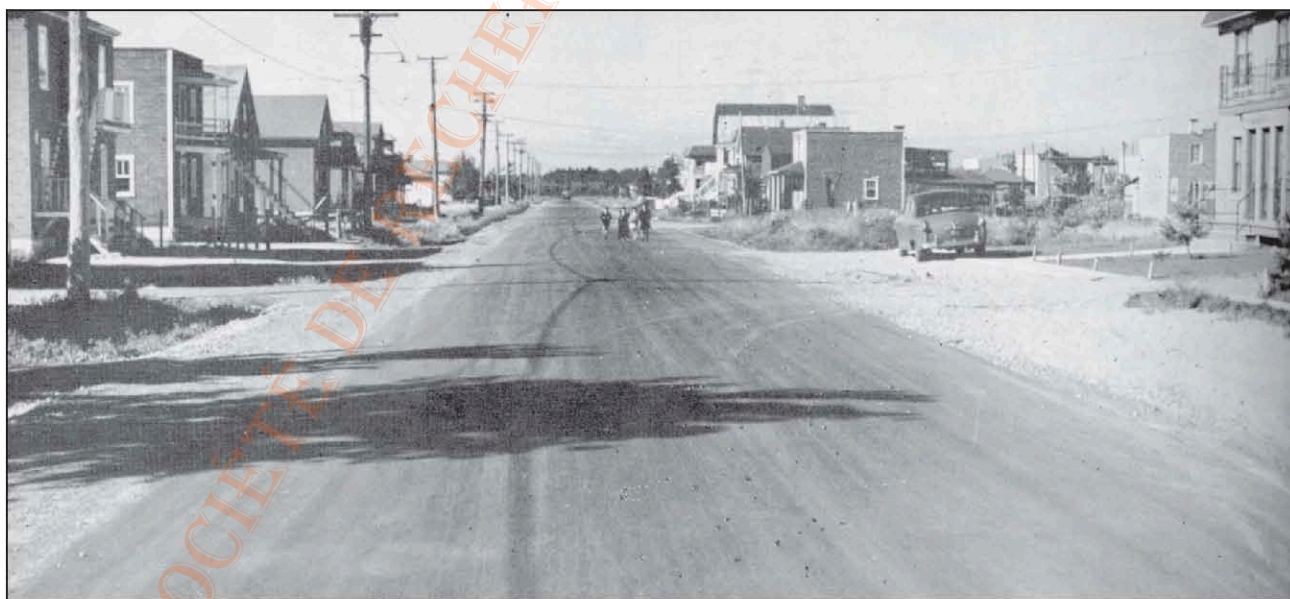
Tiré de *La paroisse du Christ-Roi...*

Isaïe Boucher.



Tiré de *La paroisse du Christ-Roi...*

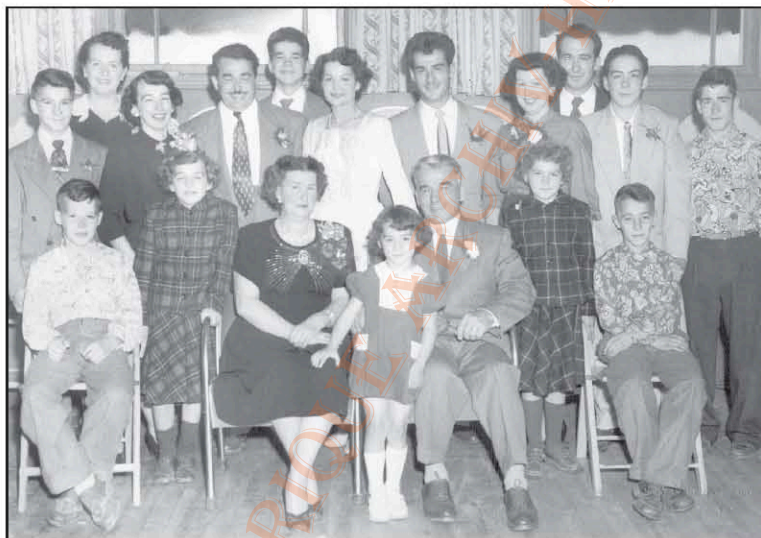
Léopold Longpré.



Rue Boucher, paroisse Saint-Charles-Borromée, entre 1946 et 1956.

La plage Roméo vers 1950

Inspecteur de voirie, arbitre pour les moutons et estimateur des bâtiments, monsieur Roméo Lacombe possède vers 1950 la plage Roméo, un restaurant et une salle de danse près de la rivière l'Assomption. Il y présente des spectacles de cirque. Voulant faire profiter la communauté de la présence d'espaces verts, monsieur Lacombe fait donation à la municipalité d'un terrain pour l'établissement du parc d'Ailleboust. Il cède un autre terrain, cette fois en vue de l'érection d'une église qui ne sera toutefois jamais construite et où se trouve aujourd'hui l'école Lorenzo-Gauthier.



Collection famille Lacombe

Famille Roméo Lacombe et Adèle Ouimet et leurs seize enfants vers 1950.



Collection famille Lacombe

L'entrée de la plage Roméo et la maison des Lacombe du rang de la Visitation en 1947. (Aujourd'hui Fleuriste J.-B. Roy).

Le boulevard Sainte-Anne, prolongé à partir des limites de Joliette jusqu'aux lots P-222, P-223 et P-224, future rue Bernard dans Saint-Charles-Borromée, est également municipalisé en 1949.

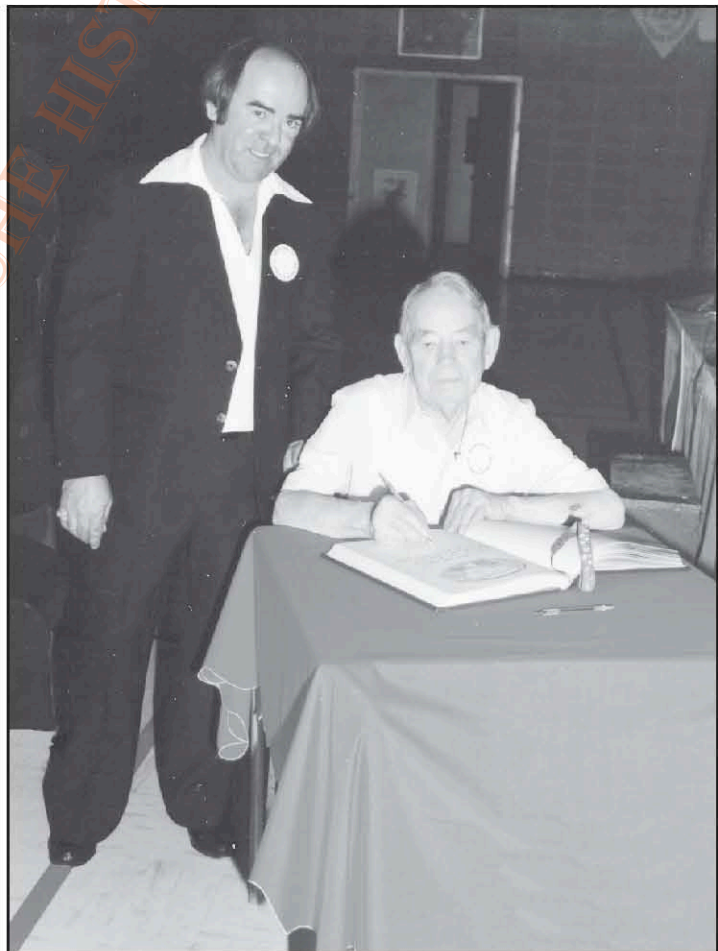
Peu après, la rue Bousquet prend forme en 1951. L'homme dont elle tire son nom aménage lui-même la rue et contribue, comme monsieur Boucher, à l'expansion domiciliaire. Monsieur Bousquet permet le prolongement du boulevard Sainte-Anne jusqu'à l'hôpital Saint-Charles. La rue Bousquet est finalement municipalisée en 1956. La même année, les trois frères Bernard cèdent à leur tour la rue Bernard, relevant de l'administration municipale à compter de 1959.

Du côté rural, les rues Collin, Vincent et Saint-Isidore, sont municipalisées à l'aube des années 1960. Précédemment, monsieur Roméo Lacombe avait cédé gratuitement à la corporation municipale des lots pour un terrain de jeux et le tracé des rues Lacombe (10 novembre 1958) et Sainte-Adèle (14 février 1966). Cette dernière rappelle la mémoire de Adèle Ouimet (1901-1969), qu'il avait épousée à Saint-François-de-Sales et lui avait donné 18 enfants.

En 1980, monsieur Joseph Bousquet était le plus âgé citoyen de Saint-Charles-Borromée. En compagnie de monsieur le maire Robert Boucher, il avait déjà à l'époque 90 ans. Il est décédé le 13 juin 1987, à l'âge de 97 ½ ans.

Le sixième démembrement

La partie arrière des lots donnant front sur Sainte-Anne, de la rue Boucher à Bernard, est annexée à Joliette en 1962, jusqu'à la rue Sainte-Angélique. C'est le sixième démembrement de la municipalité.



Collection Henriette Bousquet

Le chemin du Golf, désigné ainsi en 1951, lors de l'ouverture d'un terrain de golf privé dans la municipalité, est en fait le prolongement du chemin Jean-Bosco qui date de 1939. Le chemin du Golf est municipalisé en 1961.

Le chalet du
Club de golf Joliette.



Vue aérienne du terrain
du Club de golf Joliette.

Collection de la municipalité



Collection de la municipalité

Chapitre **3**

De la ruralité à l'urbanisation



Montage photographique : Rang du vieux moulin, entre 1936 et 1956 et les Résidences pour personnes retraitées Bordeleau, rue Wilfrid-Ranger, mars 2002.

Contexte international et national (1960-1998)

Àu terme des années 1960 et 1970, les sociétés occidentales vivent à l'heure du réformisme social et politique, de l'interventionnisme de l'État, de la prospérité économique et de l'arrivée des baby boomers.

La remise en question de ces orientations, dans les années 1980, a également une dimension internationale, avec la montée du conservatisme et le vent de privatisation qui souffle sur plusieurs pays, notamment en Angleterre avec la conservatrice dame de fer, Margaret Thatcher, et aux États-Unis sous la gouverne du républicain Ronald Reagan.

Au Québec, la Révolution tranquille (1960-1966) allait marquer un tournant dans son histoire. Débute alors une période de réformes politiques, institutionnelles et sociales entreprises par le gouvernement libéral de Jean Lesage. L'heure est à la décléricalisation, déconfessionnalisation et bureaucratisation.

Jean Lesage avec la clef du Royaume. Photographie prise le soir de l'élection générale de juin 1962.



Ronds : René Lesage.

Au cours de cette période, les syndicats catholiques se laïcisent sous l'appellation de Confédération des syndicats nationaux, la C.S.N. Le nouveau code du travail de 1964 garantit entre autres le droit de grève au secteur public. L'Union des cultivateurs

catholiques s'appelle désormais l'Union des producteurs agricoles, l'U.P.A., à compter de 1972, et représente l'ensemble des cultivateurs québécois.

En matière d'éducation, les écoles conservent toutefois leur caractère confessionnel bien que le personnel enseignant se laïcise. Le terme « pastorale » est plus en usage que le terme « religion » et l'option « morale » est offerte dans les écoles, désormais mixtes dans les années 1970.

La croissance des années 1960 et 1970 se caractérise tout particulièrement par une nouvelle vague d'investissements dans la construction résidentielle et par la forte poussée des investissements publics. L'État alloue de fortes sommes à la construction d'édifices scolaires et hospitaliers et à la modernisation des infrastructures routières, soit la réfection de routes existantes et la création d'un réseau d'autoroutes.

L'industrie de la construction constitue dès lors le baromètre habituel de la santé économique au Québec. L'importance grandissante du secteur tertiaire n'a jamais cessé d'être l'élément clé du développement économique de l'après-guerre. La plupart des nouveaux emplois sont créés dans le secteur de la vente et des services. Au sein du tertiaire, les services socio-culturels tels que l'éducation, la santé et les services sociaux, prennent la part du lion. Les activités de divertissement et de loisir sont des effectifs modestes mais en croissance. Les services d'hébergement et de la restauration occupent une place significative : les chaînes québécoises « Rôtisserie St-Hubert » et « Auberge des Gouverneurs » se démarquent. Enfin, l'accès plus facile à la propriété et les besoins des nouveaux ménages entraînent une expansion considérable de la construction résidentielle et de l'espace urbanisé. Les coûts des matériaux sont encore relativement bas et le financement hypothécaire peu coûteux.

Dans tout le Québec, les mises en chantier atteignent entre 1970 et 1975 un niveau élevé alors que les prix des maisons restent encore abordables. Vers la fin de la décennie, l'escalade des coûts de construction et des taux d'intérêt provoque toutefois un ralentissement très net de la construction résidentielle. Mais le territoire urbanisé continue malgré tout à s'étendre grâce à la demande de logements liée à la formation de jeunes ménages.

C'est au moment où l'exode rural s'achève que les autorités politiques s'intéressent aux inégalités régionales du développement économique. Elles tentent alors de les corriger par concertation et incitation à la fusion de municipalités et par la constitution de municipalités régionales de comté, les MRC, à la fin des années 1970. Peu après, les années 1975 à 1979 constituent une période de fusions de villes de banlieue, permettant la constitution de municipalités de taille respectable. L'exemple le plus connu est celui de Laval, résultat de la fusion des 14 municipalités de l'île Jésus.

Au-delà de ces regroupements, c'est toute la structure municipale qui est remise en question au cours de ces années. Le morcellement des administrations et la multiplication des centres de décision créent des problèmes de coordination auxquels devra s'attaquer le gouvernement québécois. Le défi consiste à instaurer des structures de coordination respectant l'autonomie des municipalités, tout en mettant en commun certains services tels la police, la cour municipale, le service d'incendie. Dans les années 1976-1980, le gouvernement adopte également un programme d'assainissement des eaux prévoyant des investissements publics et privés échelonnés sur dix ans.

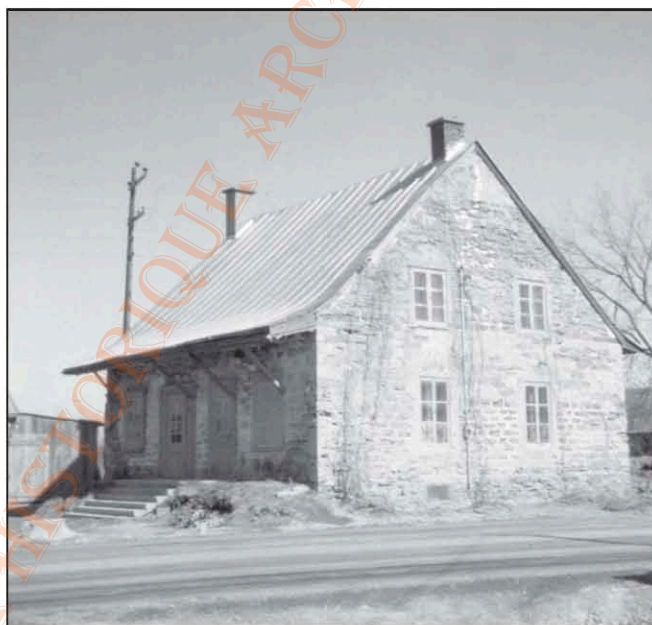
Au niveau social, les décennies 1970 et 1980 se caractérisent par deux phénomènes nouveaux : la dénatalité et la montée du « troisième âge ». Plus que jamais, les personnes âgées s'organisent ; les clubs de l'âge d'or se forment et leurs membres n'hésitent pas à s'engager dans différents organismes sociaux et culturels.

Au sens large, la Révolution tranquille aura été le point de départ et un moment d'accélération dans une évolution à long terme marquée par des périodes de transformations rapides auxquelles succèdent des phases de ralentissement, d'ajustement ou de recul. Les remises en question des années 1980 en témoignent : fin de l'État-providence, de la société d'opulence, caractérisée par des révisions budgétaires gouvernementales se transformant en coupures; désir de privatisation, restructuration du travail (travail à temps partiel, réorientation de carrières). Ces remises en question se poursuivent également dans les années 1990 avec la nouvelle économie, axée sur la mondialisation, qui subordonne les économies nationales à une réalité internationale grâce aux nouvelles technologies de communication.

La municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1960-1968)

Des faits marquants précèdent le changement de vocation agricole à urbaine de la municipalité, caractérisé par un développement domiciliaire amorcé dans les années 1960 et continué dans les années 1990.

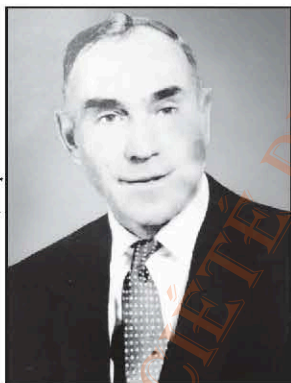
Suite au détachement en 1957 de Notre-Dame-des-Prairies et de Base-de-Roc, le territoire de Saint-Charles-Borromée est réduit à 6 301 acres, soit à plus de sa moitié. Quant à sa population, elle n'est plus que de l'ordre de 1 800 habitants et comprend 350 familles, dont 36 sont considérées familles de cultivateurs. La majorité de sa population active exerce un emploi à Joliette. Le nombre de journaliers qui n'ont pas de métiers définis atteint la centaine. Quelque trente rentiers y vivent et vingt marchands, commerçants et restaurateurs ont pignon sur rue. La municipalité est donc désormais délimitée vers l'est et le nord-est par la rivière L'Assomption, vers l'ouest par la



Collection, Jean Chevrette, photographe

Maison Desrochers.

Paul-Émile Robillard



Collection de la municipalité

Paul-Émile Robillard,
maire de 1956-1957.

Fils d'Olivier Robillard et d'Azéline Saint-Aubin, Paul-Émile Robillard naît le 17 juin 1905 à Saint-Félix-de-Valois. Il épouse Juliette Lavallée à l'église de Saint-Norbert. De cette union naissent deux enfants : Jeannine et Ange-Émile.

Maire de Saint-Charles-Borromée en 1956, il cède la place à Charles-Auguste Majeau en 1957, car il réside en la nouvelle municipalité, Notre-Dame-des-Prairies, fondée en cette même année. Il assume d'ailleurs la mairie de cette municipalité en 1957.

Monsieur Robillard décède le 1^{er} avril 1998, à l'âge respectable de 92 ans. Son corps repose au cimetière de Joliette.

municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare et au sud par la ville de Joliette et le village Saint-Pierre.

Ces nouveaux démembrements impliquent un remaniement municipal. Le maire de la municipalité, Paul-Émile Robillard, résidant dans la nouvelle municipalité de Notre-Dame-des-Prairies, cède la place à Charles-Auguste Majeau, fils d'Henri, ancien maire de la municipalité. Fait exceptionnel, le lieutenant-gouverneur du Québec l'assigne à sa nouvelle fonction dans un arrêté en conseil en janvier 1957.

En 1958, la construction de l'hôpital psychiatrique Saint-Charles, au bout du boulevard Sainte-Anne, va susciter un développement résidentiel d'envergure. Construit au coût de 15 000 000 \$ grâce à une subvention provinciale obtenue par le député joliettain Antonio Barette, sa capacité d'accueil est de 1 300 patients. Cette institution amène un grand nombre de spécialistes de la santé qui deviennent résidents de la municipalité. Entre 1960 et 1968, dix-huit rues sont municipalisées. Le caractère rural de la municipalité s'estompe pour ne pas dire disparaît.

Charles-Auguste Majeau



Charles-Auguste Majeau,
maire de 1957-1968.

Fils d'Henri Majeau et de Caroline Desmarais, Charles-Auguste Majeau naît le 28 août 1904. Il épouse en 1936 Blandine Normand, fille d'Arthur Normand, employé municipal. Il exploite une terre couvrant en largeur la presque totalité de l'actuel Saint-Charles-Borromée, soit de la rue Visitation jusqu'à la voie de contournement.

Son engagement social n'est pas des moindres : marguillier durant la construction de l'église Christ-Roi, préfet de comté et président de la commission scolaire pendant plusieurs années.

Élu maire en 1957, il est réputé comme étant un homme public remarquable à cause de son sens de l'humour et sa jovialité proverbiale.

De son union avec Blandine Normand naissent 3 enfants : Carmelle, Normand et Bernard.

Charles-Auguste Majeau décède à Saint-Charles-Borromée, le 9 février 1974. Son corps repose au cimetière de Joliette.

Saint-Charles-Borromée

De la ruralité à l'urbanisation

À droite - Construction de l'hôpital Saint-Charles vers 1957. Ci-dessous - Bénédiction de l'hôpital Saint-Charles le 23 octobre 1959 en présence de Mgr J.-A. Papineau, Paul Sauvé, premier ministre, Antonio Barette et Camille Roussin, maire.



Collection Jean Chevette, fonds Louis Grypnich



Collection Jean Chevette, photographe

Construction de l'hôpital Saint-Charles vers 1960.

Au cours des mêmes années, la Société de Coopérative agricole de Granby entreprend la construction d'une usine laitière au coût de 500 000 \$ dans le rang de la Visitation, sur la route 42. Saint-Charles-Borromée est le site idéal, non en raison de son agriculture, mais de sa situation géographique. Elle se trouve, en effet, à proximité de plusieurs municipalités axées sur une industrie laitière florissante. Du lait en poudre et du fromage en grains ou en meule y sont fabriqués.

La présence de l'hôpital psychiatrique et de l'usine laitière allaient générer des taxes substantielles et favorables à l'épanouissement de la municipalité entre 1960 et 1968. L'hôpital allait favoriser non seulement l'emploi mais susciter l'implantation de nombreux services du secteur tertiaire dans Saint-Charles-Borromée, municipalité de paroisse désormais en voie d'urbanisation rapide.

La municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1968-1983)

À Robert Boucher, maire en poste à compter de juin 1968, reviendra le mandat d'exécuter le plan d'urbanisation proposé dès 1958 par son prédécesseur, Charles-Auguste Majeau. La construction de l'hôpital psychiatrique Saint-Charles aura été l'élément déclencheur de cette modernisation. Cinquante-trois rues seront municipalisées entre 1968 et 1983. Mais l'ère de changement qui s'annonce nécessite de nouveaux bâtiments municipaux à la mesure du développement de la municipalité.

De nouveaux bâtiments municipaux



Collection de la municipalité

L'Hôtel de Ville et la caserne des pompiers.

De 1964 à 1969, les bureaux administratifs de la municipalité sont situés au sous-sol de la résidence du secrétaire-trésorier, Louis Grypinich. Malgré un modeste salaire, le secrétaire-trésorier fournit un local aménagé, chauffé, éclairé et entretenu à ses frais de même

que son propre équipement de bureau. La construction de la caserne d'incendie en 1969, site actuel de l'hôtel de ville de Saint-Charles-Borromée, angle de la Visitation et Daniel-Johnson, au coût de 60 000 \$, permet d'aménager un bureau pour le maire et le secrétaire-trésorier, un comptoir pour la perception de taxes, une voûte pour le rangement des dossiers, de la papeterie et des registres municipaux dorénavant disponibles. Le projet a pu être réalisé grâce à un octroi de 36 000 \$ provenant du ministère des Affaires municipales.



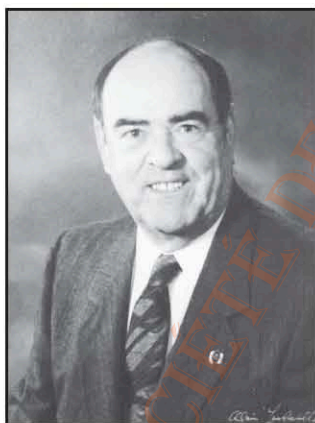
Collection Jean Chevette, photographe

Garage municipal à l'hiver 2002.

Quelque trois ans plus tard, le conseil municipal vote l'addition de bureaux, dont un destiné aux Services techniques, incluant une section urbanisme. Entre 1975 et 1980, le développement démographique spectaculaire de la municipalité nécessite la création de nouveaux postes. En 1976, des bureaux supplémentaires sont donc construits dans l'espace vacant à l'arrière de l'hôtel de ville, constituant ainsi une surface de travail additionnelle et de réunion.

Attendant à la caserne, un garage est érigé en 1970 au coût de 15 000 \$. Le garage municipal abritant le Service des travaux publics est construit la même année au 570, rue de la Visitation.

Robert Boucher



Robert Boucher,
maire de 1968-1983.

Fils d'Alphonse Boucher et de Béatrice Frappier, Robert Boucher naît à Joliette en 1933. De son union à Monique Perreault naissent deux enfants : Jean-Pierre et François.

Après un cours en art dentaire à l'Université de Montréal, Robert Boucher ouvre son bureau à Joliette.

Maire de Saint-Charles-Borromée de 1968 à 1983 et premier préfet de la nouvelle M.R.C. de Joliette en 1982, monsieur Boucher s'est dévoué à la cause municipale et sa contribution à l'urbanisation de la municipalité est digne de mention. Résidant de Saint-Charles-Borromée, il jouit maintenant de sa retraite.

Collection de la municipalité

La sécurité publique

Rosario Cloutier,
directeur du Service
des incendies de
1969-1971.



Collection de la municipalité

Une trentaine de pompiers volontaires constitués en brigade assurent un service efficace depuis 1969, sous la direction de Rosario Cloutier. En 1971, le chef Roger Lafortune le remplace. Fait remarquable : aucun incendie majeur n'a jamais affecté la municipalité.

La municipalité n'a pas de service de police à proprement parler mais la Sûreté du Québec assure la protection de la localité. Des comités de quartier sont également mis sur pied en 1981, en collaboration avec la police provinciale.

Roger Lafortune,
directeur du Service
des incendies de
1971-1990.



Collection de la
municipalité

À la suite des dégâts causés par l'embâcle de la rivière en 1981 (rue Sainte-Adèle et attenantes, la Pointe-Bazinet et des terrains situés derrière l'Auberge des gouverneurs, actuelle Résidence la Volière), une restructuration du Service des mesures d'urgence municipales s'avère indispensable. Le service de la Protection civile est mis sur pied en 1983 ; dix membres bénévoles formés en secourisme, sauvetage, recherche en forêt et télécommunications d'urgence le composent.

Inondation - angle
des rues Sainte-Adèle
et Chapdelaine en
1981.

Collection, Jean Chevrete, photographie



Ouverture de l'école Lorenzo-Gauthier

Le développement résidentiel que connaît la municipalité dans les années 1970, de même que le nombre croissant de jeunes couples à s'installer du côté nord du rang de la Petite-Noraie, incitent la Commission scolaire de Joliette à envisager la construction



Collection de la municipalité

d'une école primaire dans la municipalité. Construire une école dans un secteur aux prises avec un problème d'eau potable et un service d'égout sanitaire n'est certes pas une mince tâche. Le maire Charles-Auguste Majeau permet que des réseaux d'aqueduc et d'égout traversent sa terre sur toute sa largeur, et ce sans frais. L'école Lorenzo-Gauthier, nommée du nom du curé-fondateur de la paroisse de Christ-Roi, peut ainsi ouvrir ses portes en 1969. Deux directeurs s'y succèdent de 1969 à 1989 : Fleurette Gaudette et Gaétan Nicole. Dans la décennie 1990, Pierre Magnan et Lise Gagnon-Dufour en assument à leur tour la direction.

École Lorenzo-Gauthier
en octobre 2002.

Fleurette Gaudette



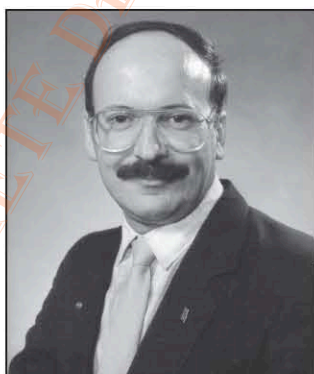
Tire de La paroisse du Christ-Roi...

Gaétan Nicole



Tire de La paroisse du Christ-Roi...

Pierre Magnan



Collection École Lorenzo-Gauthier

Lise Dufour



Collection École Lorenzo-Gauthier

125^e anniversaire de la corporation municipale

L'année 1980 marque le 125^e anniversaire de la corporation municipale de Saint-Charles-Borromée. La nouvelle revue trimestrielle, *Les 4 saisons municipales*, le souligne en informant les citoyens des activités planifiées à cet effet. Sous la responsabilité du secrétaire-trésorier, Louis Grypinich, le bulletin a un tirage de 3 000 copies. La couverture du premier numéro, volume 1, illustre le logo de la municipalité, œuvre de l'artiste-décorateur charlois René Lareau. La revue sert de journal puisque Saint-Charles-Borromée n'a qu'une chronique datant de 1969 dans un journal jolietain. Ainsi, malgré la proposition de fusion de la Ville de Joliette, la Municipalité entend conserver son autonomie, son avenir s'annonçant des plus prometteurs.



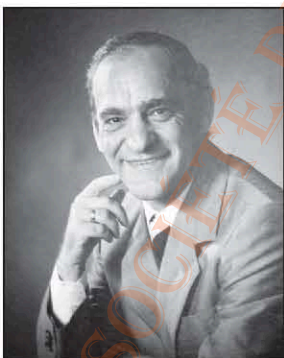
Bal d'époque aux fêtes du 125^e anniversaire.

Une nouvelle paroisse charloise

Qu plan religieux, le développement domiciliaire inouï du côté nord du territoire jadis rural commande l'établissement d'une desserte de la paroisse de Christ-Roi. La communauté chrétienne de Lorenzo-Gauthier est fondée en 1968. Le premier desservant est le Père Florian Bournival, aidé de René Piette, cleric de Saint-Viateur. Le second est l'abbé Roger La Salle. En 1971, l'abbé Gilles Sylvestre, cleric de Saint-Viateur, prend la relève. Un prêtre permanent est demandé en 1975. L'abbé Alain Pagé reste en poste jusqu'en 1980. L'abbé Gervais Majeau le seconde en 1978. En 1982, l'abbé Majeau est remplacé par les abbés Jean-Claude Piette et Claude Renaud. Les offices dominicaux se déroulent au gymnase de l'école primaire. Les baptêmes sont communautaires et les mariages et services funèbres se tiennent à l'église de Christ-Roi. Les desservants s'occupent aussi de pastorale à l'école Lorenzo-Gauthier. C'est aussi en 1982 que la croix, alors installée sur les terres agricoles de Charles-Auguste Majeau, est donnée à la paroisse et installée dans la place de L'Entente. Cette croix devait symboliser l'union sociale charloise.

Parmi les autres services offerts dans la municipalité, figure à compter de 1972, celui d'un premier centre de services des caisses populaires Desjardins installé d'abord rue de la Visitation, dans l'immeuble de la bijouterie Roy. Dès 1977, un déménagement s'impose dans un local plus grand appartenant à monsieur Jean-Paul Dulong et situé à l'angle des rues Crevier et de la Visitation. En 1987, le comptoir de la caisse populaire emménage dans un nouvel édifice, angle David Est et de la Visitation.

Curé Alain Pagé



Fils d'Édouard Pagé et de Marie-Rose Turcotte, Alain Pagé naît le 20 mai 1941 à Berthierville. Après des études classiques au Séminaire de Joliette (1952-1959), il entreprend des études théologiques à Rome, où il reçoit un doctorat en 1969. Alain Pagé est ordonné prêtre le 9 mai 1964 à Berthierville par Monseigneur Édouard Jetté. Desservant à la communauté chrétienne de Lorenzo-Gauthier (1976-1980), il sera le second curé de la nouvelle paroisse Notre-Dame-de-l'Entente (1987-1991). Assassiné en Haïti le 17 janvier 1991, le centre récréatif devient le centre communautaire Alain-Pagé en sa mémoire. Le curé Pagé est inhumé à Berthier.

Une politique de loisir en expansion

En matière de loisir, la municipalité participe financièrement à compter de 1980 à l'aménagement de la patinoire de la rivière L'Assomption, la plus longue au Québec, et au Festi-Glace en 1982. Une étude établit que patinoire et épaisseur de glace n'ont aucun impact sur la probabilité d'embâcle, réalité incontournable dans la municipalité.



Collection de la municipalité

Vue de la patinoire sur la rivière l'Assomption prise en face du parc Carignan en janvier 1989.

L'année 1982 voit également l'ouverture du centre récréatif à l'angle Pierre-De Coubertin et Riendeau, construit au coût de 732 000 \$, grâce à un octroi de 180 000 \$ provenant du ministère des Affaires municipales. Ce nouveau centre est en mesure d'offrir des locaux aux organismes communautaires : mouvement scout, Club optimiste, Parents-secours, Cercle de fermières, Club de l'âge

d'or, etc. Le centre éducatif les Picolos s'y installe de façon permanente en 1984. Le bureau de la communauté chrétienne de Lorenzo-Gauthier se trouve également au centre récréatif jusqu'en 1987. Ces locaux sont loués ou prêtés à divers autres organismes. Des fêtes de famille ou des réceptions de mariages s'y tiennent régulièrement.



Collection de la municipalité

Le Centre Récréatif.

En définitive, au cours des années allant de 1968 à 1983, le paysage urbain de Saint-Charles-Borromée s'est transformé de façon spectaculaire. Le développement domiciliaire a nécessité un réseau plus large d'écoles primaires, une politique culturelle plus diversifiée et un équipement sportif enrichi de plusieurs réalisations. À la fin des années 1970 et au cours de la décennie suivante, il devient aussi impérieux d'offrir des soins de santé adéquats à la communauté sans cesse grandissante. Des cliniques de pédiatrie, gynécologie et médecine générale ne tarderont pas heureusement à s'installer à proximité du Centre hospitalier régional de Lanaudière (C.H.R.D.L.), créé en 1981. L'ancien hôpital Saint-Charles accueille désormais les malades chroniques de l'hôpital Saint-Eusèbe depuis 1968. Ce dernier est converti en centre d'accueil pour vieillards depuis la construction du C.H.R.D.L.

La construction résidentielle connaîtra toutefois une baisse dans les années 1980, 1981 et 1982; elles correspondent en fait aux années de récession qui sévissent au Québec à cette époque. Le coût élevé des matériaux de construction, les taux d'intérêt exorbitants des prêts hypothécaires, les revendications salariales sans cesse grandissantes des travailleurs syndiqués de la construction et l'incapacité du citoyen à payer, son salaire ne s'ajustant pas à l'inflation, contribuent à cette chute temporaire du développement domiciliaire. Fort heureusement, une remontée s'amorce en 1983 et se maintient. Dès 1984, le nombre de permis de construction et celui des unités de logement ne cessent d'augmenter dans la municipalité de Saint-Charles-Borromée. La valeur des permis passe ainsi de 8 800 800 \$ en 1984, à 17 331 800 \$ pour l'année 2000. Elle témoigne donc du dynamisme du secteur de la construction dans la municipalité de Saint-Charles-Borromée.

L'usine Crino

Au cours de ces mêmes années, l'usine *Crino*, située sur le terrain actuel du centre de services du Bois-Brûlé, est accusée d'être agent pollueur de l'environnement. Elle solutionne, toutefois, le problème en creusant un site d'enfouissement du résidu du fromage. *Crino* quitte définitivement la municipalité en 1982, mettant ainsi fin aux activités de la Société de Coopérative agricole de Granby dans la région.



Collection Jean Chevette, photographe

Usine Coop (Crino) vers 1970.

Les transports Gaudreault

Fondé en 1951 par Roméo Gaudreault, le Groupe Gaudreault, bien connu dans notre municipalité, est devenu au fil des générations le plus important transporteur privé de personnes au Québec. Une route d'excellence pavée de succès s'amorce lorsque Roméo Gaudreault effectue l'acquisition de trois autobus afin d'assurer le service urbain. Afin d'offrir à la communauté un service plus régulier, Roméo Gaudreault achète la même année deux autres autobus. Raymond Gaudreault, fils du fondateur, et actuel président du Groupe Gaudreault, se rappelle avec précision cette nuit de 1956 où, l'entreprise alors en pleine croissance, s'envola en fumée. L'entreprise, la maison adjacente et le garage passèrent au feu. Les sept autobus furent alors une perte totale. Toujours avec l'âme d'un bâtisseur, le fonceur Roméo Gaudreault s'est retroussé les manches et, à partir de zéro, a redémarré l'entreprise. De plus, ses deux fils Raymond et Arthur ont décidé dès ce moment de s'impliquer à fond afin de rebâtir l'entreprise familiale. Ainsi, au gré des années, l'entreprise est devenue un employeur important pour la municipalité et toute la région. Les trois enfants de monsieur Raymond Gaudreault, Luc, Manon et Martin, forment la troisième génération dans le domaine du transport.

Très impliqué dans son milieu et au niveau du bénévolat, monsieur Raymond Gaudreault a mis sur pied une fondation qui amasse de l'argent pour des organismes oeuvrant au niveau du décrochage scolaire, la Fondation Raymond-Gaudreault.

Collection Jean Chevette, photographie



Autobus Gaudreault.

Studio Y. Forest, photographie



Autobus Gaudreault - vers 1958.

Studio Y. Forest, photographie



Autobus Gaudreault - début 1960.



Autobus Gaudreault - actuel.

La municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1983-1988)

Une nouvelle infrastructure municipale

L'année 1985 est celle de Saint-Charles-Borromée. Le maire Gaby Larrivée, successeur de Robert Boucher, concrétise un rêve du maire sortant : la centrale de traitement d'eau potable, inaugurée en 1985. Grâce à une subvention de 1 730 140 \$ du ministère des Affaires municipales et un emprunt de 3 400 000 \$, la construction d'une centrale d'eau, le forage de six puits et l'installation de six pompes sont entrepris. Nagorne, Saint-Charles, Héту, Desrosiers, Lacombe et Desrochers désignent ces puits qui alimentent la centrale, qui se situe en avant de l'ancienne bâtisse de la Crino, au parc du Bois-Brûlé. Le réservoir-incendie, près de la rue Pelletier, sur une partie du terrain du C.H.R.D.L., sert principalement de réserve en cas de feu au centre hospitalier. Une réglementation intelligente de la consommation de l'eau s'ensuivra en 1986.

Entre les années 1983 et 1988, dix-sept rues sont municipalisées et témoignent de la vitalité qui règne à Saint-Charles-Borromée. Le développement résidentiel et commercial requiert cependant dans les années quatre-vingt-dix un réseau routier plus adéquat, devant répondre davantage aux besoins de la population et des municipalités avoisinantes.



Collection de la municipalité

Centrale de traitement d'eau potable en octobre 2002.

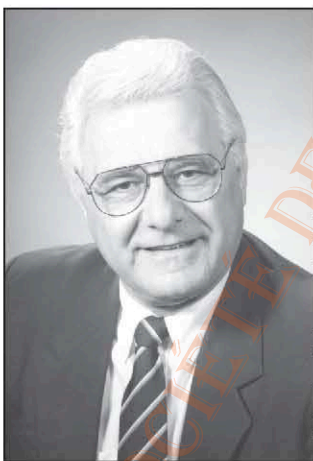
Dans cet esprit, la Municipalité signe un protocole d'entente en 1987 avec le ministère des Transports pour la réfection de la rue de la Visitation (route 343) prévoyant l'octroi d'une subvention de 765 000 \$. Les travaux de réfection et d'urbanisation sont évalués à 2 680 000 \$.

On note dans un premier temps, l'ajout en 1987 d'une voie de contournement subventionnée par le ministère des Transports du Québec au coût de 3 000 000 \$, lien entre la rue Beaudry de la paroisse de Saint-Pierre et le rang Double (cette subvention inclut la réfection du rang Double et le resurfaçage de la rue de la Visitation, de la rue de la Petite-Noraie jusqu'à la voie de contournement).

Toujours en 1987, la pose de trottoirs et l'élargissement de la rue de la Visitation, dans la partie située entre la rue de la Petite-Noraie et la rue Vincent, font partie des améliorations apportées dans la municipalité.

Vont suivre en 1988, l'urbanisation et l'élargissement de la partie de la rue de la Petite-Noraie située entre la rue de la Visitation et la rue Riendeau. Ces travaux évalués à 523 400 \$, ont pu être effectués grâce à une subvention de 250 000 \$ du ministère des Transports. Finalement, en 1989 et 1990, les travaux d'urbanisation et d'élargissement de la rue de la Visitation, des limites de la ville

Gaby Larrivée



Gaby Larrivée,
maire de 1983-1988.

Collection de la municipalité

Fils d'Achille Larrivée et de Simone Lavigne, Gaby Larrivée naît le 4 février 1933 à Québec. De son union à Ghyslaine Poulin naissent trois enfants : Lyne, Sylvie et Daniel.

Représentant de la Banque Continentale, monsieur Larrivée s'installe dans la municipalité en 1971. Il remplit la fonction d'entraîneur au baseball mineur pendant un an. Il s'adonne au hockey, au baseball et à la balle molle.

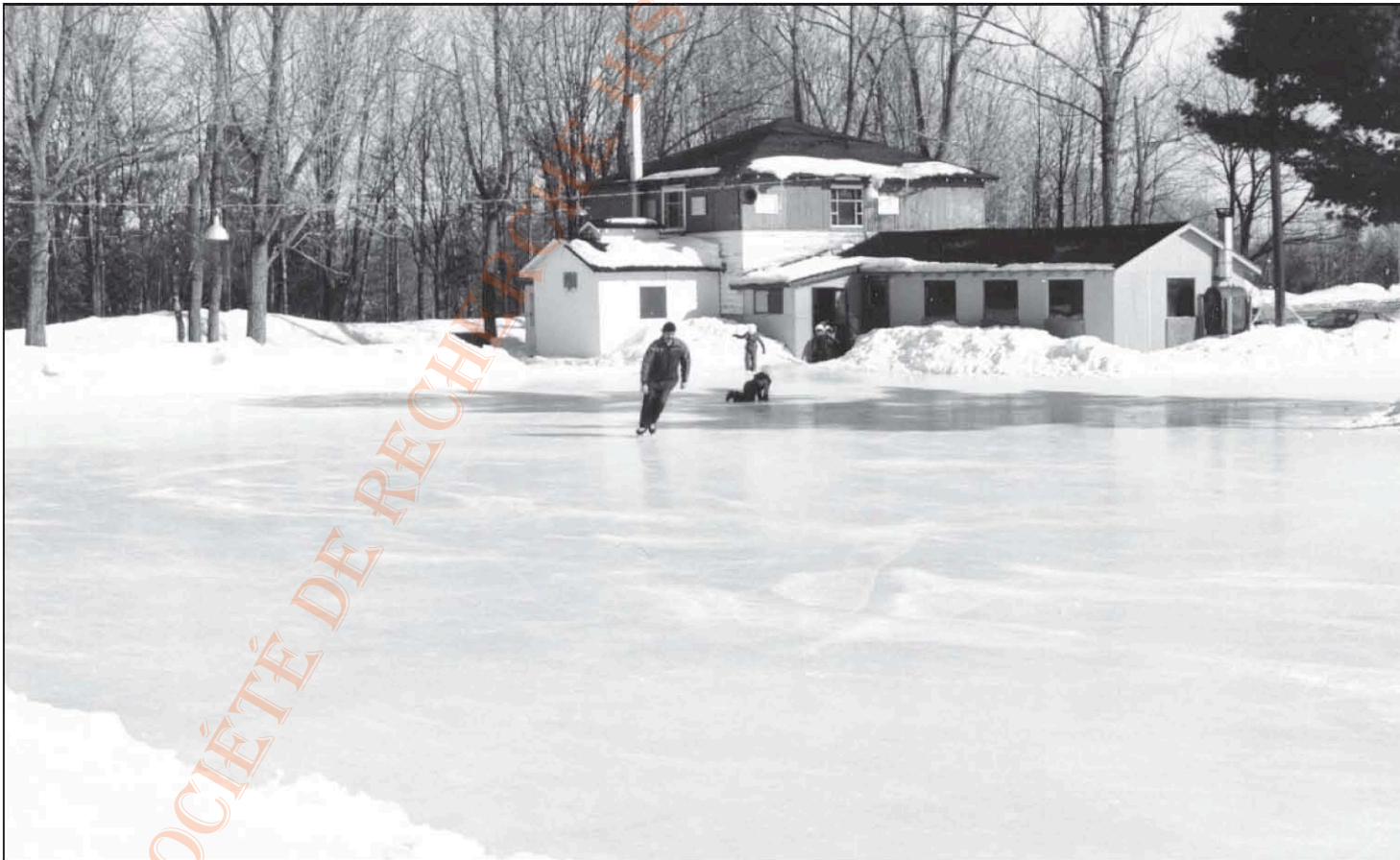
Maire de 1983 à 1988, il quitte le conseil pour assumer le poste de député parlementaire fédéral conservateur.

Monsieur Larrivée est maintenant à la retraite et réside toujours dans la municipalité de Saint-Charles-Borromée.

de Joliette jusqu'au chemin du Golf (1989) et du chemin du Golf à la rue de la Petite-Noraie (1990), sont complétés.

Dans le sillon de son expansion démographique et urbaine, la Municipalité embauche en 1983 un nouveau secrétaire-trésorier, monsieur François Thériault, et en 1985, une coordonnatrice en loisirs : madame Monique Bélair. Les divers loisirs sportifs et culturels doivent s'exercer suivant un plan d'horaires compatibles, en collaboration avec des bénévoles. Le Service des loisirs assure aussi la gestion des équipements des différentes activités.

Dans les mêmes années, la Municipalité loue pour treize mois, avec promesse d'achat, la Maison Antoine-Lacombe, classée monument historique en 1968. L'utilisation du lieu est à caractère socio-culturel : art musical, pictural, sculptural et poésie. Des visites guidées du lieu sont aussi organisées.



Collection de la municipalité

Ancien chalet du Centre Saint-Jean-Bosco, hiver 1986-1987.



Collection de la municipalité

Centre Saint-Jean-Bosco en octobre 2002.

Aménagement des espaces verts

L'année 1987 amène un investissement de 200 000 \$ pour refaire une beauté au parc Bosco, d'une superficie de 44 acres, lequel avait été laissé à l'abandon suite à la décision de la Ville de Joliette de relocaliser les activités de loisir sur son territoire. On note aussi la construction de courts de tennis, l'aménagement d'une aire de stationnement, la rénovation de bâtiments, etc. Dès l'été, le parc accueille la jeunesse locale.

Le parc Casavant-Desrochers, où se situe le centre communautaire Alain-Pagé, offre également des activités sportives et culturelles et le parc du Bois-Brûlé offre un terrain de balle éclairé.



Collection de la municipalité

Centre Alain-Pagé à l'hiver 2002.

Saint Jean Bosco

Jean Bosco, prêtre italien, naît à Castelnuovo d'Asti le 15 août 1815.

Élevé par une mère pieuse, Marguerite Acchiena, veuve de François Bosco (mort en 1817), il vit dans une atmosphère de sobriété, d'amour du travail et du goût de la prière.

Ordonné prêtre à Turin le 5 juin 1841, il se consacre aux pauvres, aux malades et aux prisonniers. Il enseigne la catéchèse à des enfants d'un quartier populaire de Turin. Il ouvre l'Oratoire de Saint-François-de-Sales, où les jeunes peuvent recevoir une formation générale, professionnelle et religieuse.

Assisté de quelques collègues prêtres, il fonde la Société de Saint-François-de-Sales (1859) et l'Institut des Filles de Marie Auxiliatrice (1872), dont les membres s'appellent Salésiennes et Salésiens. Ces congrégations sont vouées à l'éducation des enfants pauvres.

On décrit Jean Bosco comme simple, souriant, ferme mais sans austérité. Il voyage en Europe où il connaît une grande popularité. Célèbre autant comme thaumaturge que prédicateur, il meurt à Turin en 1888.

Pie XI le béatifie le 2 juin 1929 et Pie XII le nomme patron des apprentis en 1958. On le fête le 31 janvier.

Création de la paroisse Notre-Dame-de-l'Entente

C'est également au cours de cette période que la communauté chrétienne de Lorenzo-Gauthier devient la paroisse Notre-Dame-de-l'Entente en 1985. Le bureau, situé au centre récréatif depuis quelques années, aménage dans une résidence en 1987. La Maison de l'Entente, située au 525, place de l'Entente, est un lieu de célébration, de réunion et d'entraide. Le nouveau responsable et premier curé de la jeune paroisse est André Chevalier, et sera en fonction de 1985 à 1987. Lui succède l'abbé Alain Pagé, desservant de 1987 à 1991. Un nouveau sigle religieux remplace l'ancien lors de l'érection de la paroisse.

Curé André Chevalier

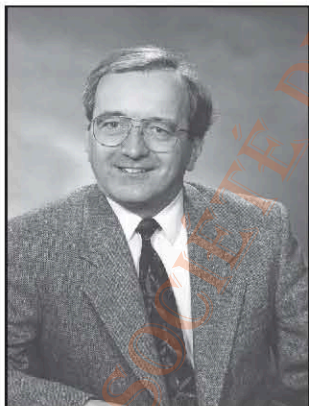


Fils de Camille Chevalier et de Gabrielle Hammond, André Chevalier naît le 17 janvier 1946 à Montréal. Après des études classiques au Collège Saint-Jean-Vianney (1964-1968), il entreprend des études universitaires : bachelier, maître, puis docteur en théologie.

Ordonné prêtre le 22 mai 1977 à Notre-Dame-des-Prairies par Monseigneur René Audet, il est curé de Notre-Dame-de l'Entente de 1985 à 1987. Entre 1981 et 1987, André Chevalier est directeur de l'Office diocésain des communications sociales.

Alain Pagé, curé de 1987 à 1991 (voir biographie page 67).

Curé Jean-Paul Laferrière



Fils de Gaston Laferrière et d'Annette Forest, Jean-Paul Laferrière naît le 5 juillet 1946 à L'Épiphanie. Après des études classiques au Séminaire de Joliette (1959-1967), il entreprend des études théologiques à l'Université de Montréal (1967-1971) et obtient un certificat en études catéchistiques et une licence en théologie. Ordonné prêtre le 10 décembre 1972 à l'Épiphanie par Monseigneur René Audet, il est à la fois curé de la paroisse Saint-Jean-Baptiste à Joliette (1990-1998) et de Notre-Dame-de l'Entente (1991-1994). Jean-Paul Laferrière occupe aussi d'autres fonctions en cette période : animateur de la Région pastorale de Joliette-De Lanaudière (1993-1997) et membre du Conseil diocésain des affaires économiques (1992-1997).



Jean Chevrete, photographie

Paroisse Notre-Dame-de-l'Entente.

Saint-Charles-Borromée, la « ville sans clocher »

Le curé Roger Breault est présentement pasteur de l'unité pastorale de la Visitation. Cette unité comprend les paroisses de Notre-Dame-de-L'Entente et de Christ-Roi. Toujours sans lieu de culte spécifique, l'« Église en mouvement » constitue sans doute l'aspect le plus original de la municipalité de Saint-Charles-Borromée, privée d'une église (celle de Christ-Roi) depuis le démembrement de 1956.

Claude Ritchie

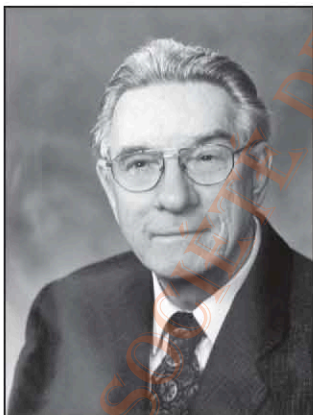


Fils de Stanley Ritchie et de Gisèle Rondeau, Claude Ritchie naît le 7 juillet 1963 à Sainte-Agathe.

Après des études secondaires chez les Frères du Sacré-Cœur, à Chertsey et Rosemère (1975-1980), et des études collégiales au Cégep Marie-Victorin (1981-1983), il reçoit un baccalauréat en théologie au Grand Séminaire de Montréal (1984-1987).

Ordonné prêtre le 29 juin 1989 à Rawdon par Monseigneur René Audet, il est curé de la paroisse Notre-Dame-de-l'Entente de 1994 à juin 1999. Il occupe aussi la fonction d'animateur spirituel du mouvement la Relève depuis 1990.

Roger Breault



Fils de René Breault et d'Aline Desrosiers, Roger Breault naît le 3 décembre 1933 à Saint-Patrice de Rawdon. Après des études au Séminaire de Joliette, il étudie la théologie (1954-1957) au Scolasticat Saint-Charles à Joliette. Professeur, il enseigne au Collège Champagneur (1960-1963) et au Séminaire de Joliette (1964, 1973, 1979).

Ordonné prêtre le 31 mai 1958, Roger Breault est nommé vicaire à Saint-Ambroise-de-Kildare en 1980. Il en est curé de 1982 à 1987. De 1985 à 1987 s'ajoute Sainte-Marcelline à sa charge. De 1988 à 1994, il est membre de l'équipe pastorale de la paroisse Notre-Dame à Roberval. Il succède à Claude Ritchie en juin 1999.

Des préoccupations communautaires

Dès 1983, les aînés moins fortunés de la municipalité sont refusés dans les résidences à prix modique de Joliette en raison de leur appartenance charloise. Un édifice est donc érigé sur la rue Wilfrid-Ranger en 1986 pour répondre aux besoins de ces citoyens. Il se divise en onze logements administrés par l'Office municipal d'habitation, l'O.M.H. En plus, sur le marché locatif privé, l'Office régit douze logements destinés aux familles à faible revenu.

Bien que la population de la municipalité continue de s'accroître durant cette période (de 7 571 habitants à 8 469), elle est touchée, à l'instar du reste du Québec, par le vieillissement marqué de la structure d'âge. La fondation du Club de l'âge d'or en 1985 et l'érection en 1986 d'habitations à loyer modique (H.L.M.), s'avèrent indispensables pour répondre aux besoins de la communauté. Le Club de l'âge d'or et le Cercle de fermières occupent en permanence un local au centre récréatif, contrairement aux autres organismes.

La municipalité de Saint-Charles-Borromée possède donc de multiples ressources qui sont autant d'atouts qu'elle met en avant pour promouvoir l'installation de nouveaux résidents sur son territoire.

Un nouveau nom pour la municipalité

Une requête en changement de dénomination se traduit par l'adoption d'un décret le 4 juin 1986 (*article 52 du Code municipal*) par le ministère des Affaires municipales par lequel le mot « paroisse » est supprimé. Le nouveau nom est « Municipalité de Saint-Charles-Borromée ». Un concours est organisé pour trouver un nouveau logo. Ce dernier allait illustrer la page couverture du premier numéro, volume 7, du bulletin d'information *Les 4 Saisons municipales*. Il est l'œuvre du graphiste charlois Guy Jobin. Un comité de toponymie est mis sur pied et le gentilé « charlois » est également adopté.

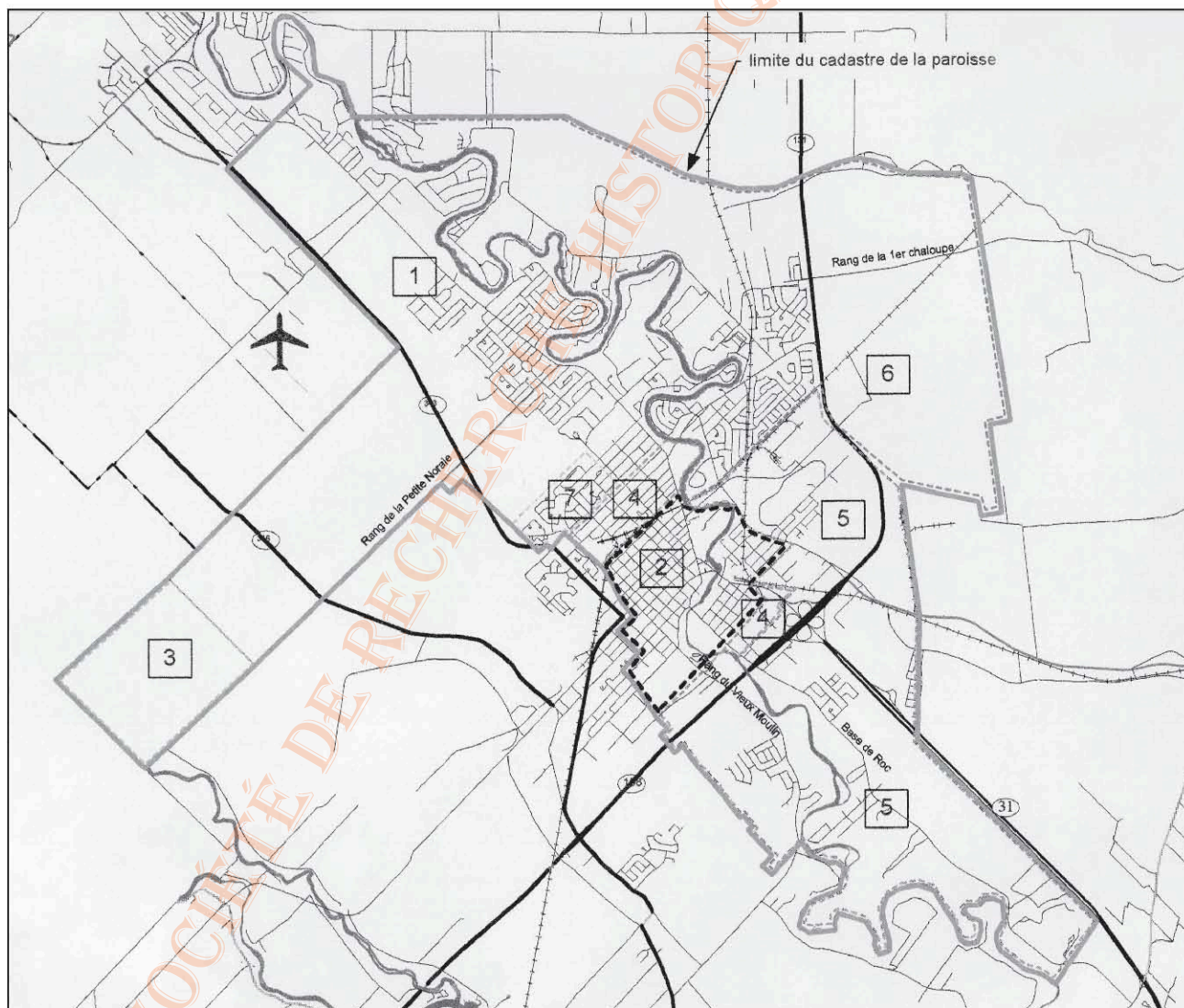


MUNICIPALITÉ DE
SAINT-CHARLES-BORROMÉE

La municipalité de Saint-Charles-Borromée depuis 1988

Élu en novembre 1988 au poste de député de la circonscription de Joliette au parlement canadien, le maire Gaby Larrivée cède la place, à compter de cette date, à André Hénault, maire actuel et troisième préfet de la M.R.C. de Joliette.

La population charloise a presque triplé entre 1961 et 2002, passant de 3 408 à 10 741 habitants. Plusieurs sites de développement domiciliaire sont toujours offerts dans la municipalité, qui a l'avantage de bénéficier d'une économie locale axée sur le secteur tertiaire, éliminant ipso facto tout contexte de



Carte de la limite du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée en 2002.

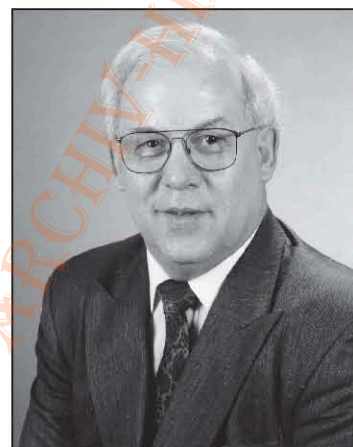
André Hénault

Fils de Pierre-Paul Hénault et de Cécile Beaudoin, André Hénault naît le 20 avril 1942 à Joliette. Il épouse Micheline Burns à l'église de Saint-Jean-de-Matha et est le père de deux enfants : Jean-Sébastien et Caroline.

Il fait ses études primaires et secondaires à Joliette et obtient par la suite un certificat universitaire en santé et sécurité de l'Université de Trois-Rivières. Élu au conseil municipal comme conseiller en 1983, André Hénault est maire de Saint-Charles-Borromée depuis 1988. Il était réélu en 2001 pour la huitième fois, toujours par acclamation. Depuis 1992, il est directeur général de la Chambre de commerce du Grand Joliette.

André Hénault s'est régulièrement impliqué dans son milieu. Engagé, disponible, il a toujours répondu aux attentes des organismes oeuvrant sur le territoire.

Tenant d'une gestion transparente et ouverte à tous, avec l'aide de ses collègues du conseil, il a implanté une foule d'outils afin de permettre aux citoyens de mieux connaître les rouages et de comprendre les décisions du conseil. L'esprit d'équipe et le partenariat étant gage de succès, c'est à cette voie qu'il a toujours donné priorité. Autonomiste, il croit au droit d'exister des petites et moyennes municipalités.



André Hénault,
maire depuis 1988.

Collection de la municipalité



Collection de la municipalité



Le potentiel agricole et commercial à la jonction de la route 343 et du chemin Petite-Noraie.



Vue aérienne du quartier résidentiel de la rue Louis-Bazin.

pollution par l'industrie. Un plan d'urbanisme, renouvelé en 1990, un environnement de vie de qualité et l'existence de services variés et efficaces constituent, à toutes fins pratiques, autant d'éléments favorables à l'établissement de nouveaux résidents dans la municipalité de Saint-Charles-Borromée, consacrée verte depuis les années 1970.

Cette expansion résidentielle que connaît Saint-Charles-Borromée nécessite en 1989 un agrandissement de la réserve d'eau claire et un raccordement de nouveaux puits de production. La réserve, d'une capacité de 350 000 gallons, passe à 900 000. Reliée à la rivière L'Assomption en 1994, la Centrale d'eau potable triple sa production.

De nombreux travaux de réfection routière sont effectués au cours des mêmes années, entre autres sur les rues de la Petite-Noraie et de la Visitation; la réalisation de la voie de contournement, des infrastructures de la rue Wilfrid-Ranger et le raccordement des rues Pelletier et du Juge-Guibault sont liés à cette expansion



Collection de la municipalité

Halloween 1993, décorations de la maison de monsieur André Coutu, rue des Ormeaux.

domiciliaire. Au réseau routier est incorporée une piste cyclable, en 1989, qui s'allonge au fil des ans et couvre actuellement dix kilomètres.

Toujours dans l'esprit de mieux servir les résidents de la municipalité, la caserne des pompiers est réaménagée bénévolement en 1990 pour être plus fonctionnelle et accueillir un camion-échelle. Mille heures sont consenties à ces travaux, évalués à 12 500 \$. À la suite d'une entente intermunicipale conclue en 1998, le Service d'incendie de Saint-Charles-Borromée couvre le territoire de Saint-Ambroise-de-Kildare, celui de la municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare, à compter de 1999 et enfin celui de Sainte-Mélanie, depuis 2001.



Collection de la municipalité

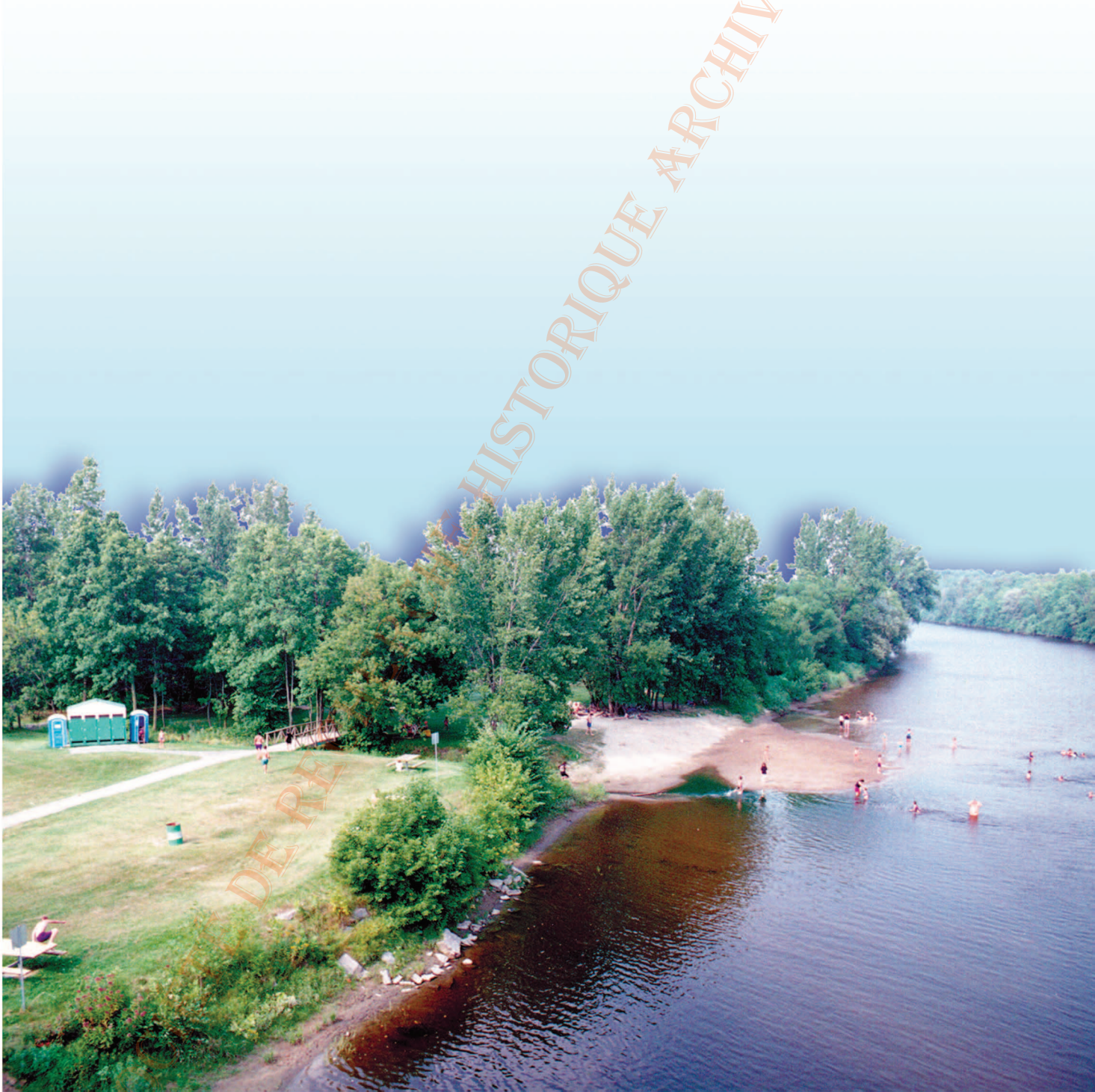
Jacques Fortin,
directeur du service des incendies
depuis 1990.



Collection de la municipalité

Halloween 1994, à la caserne de pompiers.

*Saint-Charles-Borromée,
un milieu environnemental privilégié*



Collection de la municipalité



La plage du parc Saint-Jean-Bosco en 1995.

Le Saint-Charles-Borromée d'aujourd'hui met à la disposition de ses résidents dix parcs municipaux et des espaces verts sans cesse améliorés pour divertir et détendre les familles. Les activités estivales de la jeunesse charloise se centralisent depuis 1989 aux terrains de jeux Saint-Jean-Bosco et Maria-Goretti. Sont disponibles depuis la décennie 1990, des terrains de basket, de

Historique des Parcs Saint-Jean-Bosco et Maria-Goretti

Monseigneur Papineau, évêque du diocèse de Joliette, achète en 1938 un terrain de 24 arpents près de la rivière L'Assomption au nom de la Corporation épiscopale. En 1940, quatre arpents s'y ajoutent. En 1941, à la suggestion de l'évêque diocésain, l'Association du Terrain de jeux Saint-Jean-Bosco est fondée.

Dès 1939, des milliers d'arbustes sont arrachés, le sol aplani, une tente dressée, des jeux construits, une maison d'été érigée.

Joliette fournit quelques centaines de dollars et des chômeurs sont embauchés comme salariés. Des citoyens généreux versent des dons. L'évêque y contribue également en puisant plusieurs milliers de dollars au fonds commun des oeuvres diocésaines. Le gouvernement fédéral octroie 5 772,86 \$ et le provincial 5 300 \$. C'est au provincial que l'on doit la route qui relie le terrain à la rue de la Visitation. Une partie du chemin Bosco prend le nom de chemin du Golf à l'ouverture du golf en 1951.

Le 24 juillet 1939 est la date d'ouverture officielle du terrain de jeux Saint-Jean-Bosco. Monseigneur Papineau bénit le terrain de jeux et rappelle aux enfants que ces amusements sont pour conserver leurs âmes bonnes et pures. Le but poursuivi est à la fois d'ordre religieux et social.

Un terrain de baseball, une aire de jeux, une plage et une rampe de mise à l'eau occupent le parc Maria-Goretti, pour l'agrément des garçons et des filles à compter des années 1940.

Le terrain accueille quotidiennement 175 enfants en 1939 ; 225 en 1940 ; 275 en 1941 ; et 400 en 1942.

Plus récemment, le parc Saint-Jean-Bosco est en mesure d'accueillir 300 à 400 enfants qu'animent une vingtaine de moniteurs et monitrices.



Collection de la municipalité

Ci-dessus : vue des bâtiments et de la patinoire à l'hiver 1994. Ci-dessous : glissade sur « car-pette », semaine de relâche, hiver 2001.

soccer, de baseball, de tennis, des plages, des modules de jeux, jets d'eau, glissoires réfrigérées et des sentiers de ski de randonnée en hiver.

En 1991, la Municipalité signe un protocole d'entente avec le ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche relativement à un appui financier de 384 000 \$ pour la réalisation des travaux de réaménagement des parcs Bosco et Maria-Goretti et la construction du centre Saint-Jean-Bosco. Ces travaux, évalués à 1 280 000 \$, s'échelonnent sur une période de quatre ans, de 1991 à 1995.



Collection de la municipalité

Le Centre Bosco, érigé en 1995, dessert autant les jeunes que les moins jeunes. Muni de trois salles, d'un casse-croûte, d'une terrasse et d'un écran géant, il peut recevoir 450 personnes. La bâtisse accueille la clinique de sang du maire, anciennement tenue à l'école Lorenzo-Gauthier depuis la première collecte en 1986; les activités des jeunes estivants du camp de jour; depuis 1997, la soirée des bénévoles (la première eut lieu en 1979 à l'hôtel de ville); toujours la même

année, le Salon de l'aquarelle de la Société canadienne de l'aquarelle (3 300 visiteurs en 2000). Le Centre et le parc Bosco abritent aussi le Festival Mémoires et Racines depuis sa première édition en 1995. Plus de 2 000 personnes et une centaine d'artistes s'y rencontrent en juillet depuis cinq ans. La fête de la Saint-Jean-Baptiste se célèbre chaque année au parc Saint-Jean-Bosco depuis l'ouverture du Centre.

La Municipalité se découvre également une vocation touristique en 1989 et procède à l'acquisition de la Maison Antoine-Lacombe, en partie grâce à une subvention du ministre des Communications, monsieur Marcel Masse, au montant de 44 750 \$. Un conseil d'administration du nom de « Corporation des Amis de la Maison Antoine-Lacombe », sous la présidence de monsieur Roger Coutu, assure sa bonne marche. En 1997, le 150^e anniversaire de la Maison Antoine-Lacombe est commémoré par de nombreuses festivités et la remise d'un certificat honorifique du Conseil des monuments et des sites du Québec au président de la Corporation, monsieur Roger Coutu, en reconnaissance de son travail exemplaire comme intervenant en patrimoine. Monsieur Coutu sera récipiendaire du prix Robert-Lussier, Grand Prix Desjardins de la culture de Lanaudière, dans la catégorie bénévolat, en 1999. Depuis 1996, des jardins communautaires occupent une partie arrière, où la statue restaurée de saint Isidore, cet oublié des années 1960, les surplombe. Un jardin d'eau est venu s'ajouter en 1999 et est constamment amélioré.

Un terrain de camping, aménagé par les propriétaires de la Résidence la Volière en 1998, près des ruines des « Moulins des Sœurs », et désigné « Camping de la rive », contribue également au développement touristique de la municipalité avec ses 90 emplacements.



Collection de la municipalité

Glissade sur tube au parc Saint-Jean-Bosco, hiver 1998.



Ci-haut : jeux d'eau au parc Saint-Jean-Bosco en 1997.
Ci-bas : corde à Tarzan à la plage Saint-Jean-Bosco en 1998.

Collection de la municipalité





Collection de la municipalité

Le spectacle de la Saint-Jean-Baptiste le 23 juin 1999 au parc Saint-Jean-Bosco - Eric Beaudry, Simon Riopel, Stéphane Lépine, Jean-Paul Loyer, Jean-Claude Mirandette, Gaston Lepage et Serge Thériault ; ci-contre des jeux gonflables pour les plus jeunes.



Collection de la municipalité

Historique de la maison Antoine-Lacombe



Collection Maison Antoine-Lacombe

La Maison Antoine-Lacombe, devenue le centre culturel de Saint-Charles-Borromée.



Collection Maison Antoine-Lacombe

Les jardins de la Maison Antoine-Lacombe en 2001.

Antoine Lacombe, cultivateur né à Saint-Paul-de-Lavaltrie en 1803, s'établit à Saint-Charles-Borromée en 1834. En 1847, il fait bâtir une maison en pierre de taille désignée aujourd'hui Maison Antoine-Lacombe. Entre 1849 et 1862, Edouard Scallon, maire de la municipalité, l'habite. Lui succèdent plusieurs propriétaires.

Entre 1965 et 1968, maître Serge Joyal, propriétaire jusqu'en 1979, décide de restaurer la demeure plus que centenaire avec l'aide du Père Wilfrid Corbeil, clerc de Saint-Viateur et artiste réputé. Le ministère de la Culture et des Communications la classe monument historique le 29 mars 1968.

En décembre 1987, à l'instigation de madame Flavie Poirier, alors conseillère municipale aux loisirs et grâce au talent de persuasion de celle-ci et d'un groupe d'amis, la Municipalité accepte de louer pour treize mois, avec promesse d'achat, la Maison Antoine-Lacombe. Ces quelques citoyens, soucieux de préserver le patrimoine, ambitionnent d'en faire un lieu d'animation socio-culturelle. Flavie Poirier, Monique Bélair, préposée aux loisirs et Ludger Poirier vont travailler sans relâche à l'organisation de la maison, acquise par la Municipalité à la fin de la décennie 1980.



Collection Maison Antoine-Lacombe

Inauguration des jardins de la Maison Antoine-Lacombe par les membres du conseil municipal et les membres du conseil d'administration de la Maison, le 13 août 2000.

L'ère des grandes ententes intermunicipales

Les années quatre-vingt dix ont donné naissance à plusieurs grandes ententes intermunicipales pour des motifs variés touchant les projets de développement économique, les services publics, les loisirs, etc.

De façon concrète, les lois obligeant les municipalités de 5 000 habitants et plus à être desservies par un corps de police municipal forcent les corporations non desservies par un corps de police à payer les services rendus par la Sûreté du Québec et par ailleurs à revoir leur desserte policière. C'est ainsi qu'en 1993, on assiste à la mise sur pied de la Régie intermunicipale de la Sécurité publique de NDP/SCB, dirigée par monsieur Louis-Georges Manseau. En 1998, le ministère des Affaires municipales et le ministère de la Sécurité publique approuvent l'entente intermunicipale relative au Service de police pour l'ensemble de la M.R.C. de Joliette, composée de Joliette, Saint-Charles-Borromée, Notre-Dame-des-Prairies, Village Saint-Pierre, Saint-Paul, Saint-Ambroise, Ste-Mélanie, Notre-Dame-de-Lourdes, Crabtree et Saint-



Jean Chevrette, photographie

Assermentation des membres du corps de police de Notre-Dame-des-Prairies et Saint-Charles-Borromée (régie intermunicipale de sécurité publique) en juin 1993.

Thomas, sous la direction de monsieur Michel Lachance. Trois organismes bénévoles appuient cette police. Ce sont : le Service de la sécurité civile (ancien Service de la protection civile), le comité de protection du voisinage (substitué en 1994 aux comités de surveillance de quartier) et Parents-Secours.

Autre mise en commun : la cour municipale, installée rue Papineau à Joliette, en 1994, déménage à l'hôtel de ville de Joliette en 2000. Elle s'étend à la M.R.C. en 1998. Un comité intermunicipal de dix représentants l'administre.

L'entente de bibliothèque de la Maison de la culture Bonsecours, qui lie Saint-Charles-Borromée à Joliette entre 1986 et 1993, sera toutefois interrompue abruptement, Joliette exigeant 92 000 \$ pour l'année 1993, soit une augmentation de 46 000 \$. Le conseil municipal se penche alors sur la pertinence d'un projet qui consisterait à mettre sur pied une bibliothèque municipale dans un local du centre communautaire Alain-Pagé avec le concours de bénévoles. À compter de 1995, la bibliothèque locale possède son propre logo et son site Internet depuis 1998. Le 13 février 1994, la bibliothèque voit le jour et monsieur Ludger Poirier



Logo de la bibliothèque.



Le bibliothèque en 1995, Flavie Poirier, conseillère et un groupe du centre éducatif « Les Picolos ».

coordonne les activités avec le concours de plusieurs bénévoles. Il s'occupe de tout : la gestion des bénévoles, l'aménagement du local, la comptabilité, le matériel requis afin de répondre aux besoins des jeunes lecteurs.

Préoccupations municipales à l'aube de l'an 2000

En 1996, la Municipalité mandate la Société Biancamano, Bolduc pour préparer une étude sur la stratégie et le développement résidentiel dans Saint-Charles-Borromée. Tenant compte des conclusions de l'étude, la Municipalité forme avec les promoteurs et constructeurs un partenariat des plus efficaces.

Depuis lors, les différents moyens mis de l'avant pour promouvoir le développement résidentiel dans la municipalité (publi-reportages et publicité dans les journaux locaux, panneaux annonçant les projets domiciliaires et, en 1999, une page Web) contribuent à attirer une clientèle des plus variées dans la localité.

La ligne info-débâcle

Le plan des mesures d'urgence mis sur pied par la corporation municipale s'avère efficace lors de l'embâcle printanier de 1993 et de la tempête de verglas en janvier 1997. Tous les services municipaux et bénévoles charlois, et jusqu'aux simples citoyens, s'unissent pour secourir les sinistrés. Une ligne info-débâcle est mise en service en 1993 et offre un plus grand éventail d'informations depuis 1997 sous le nom « Urgence Hydro-météo. »

Résidence la Volière en juin 1999.



Collection Jean Chevette, photographie

Jean Chevette, photographe

Résidence pour personnes retraitées Villa Majeau I, mars 2002.

Jean Chevette, photographe



Jean Chevette, photographe

Résidence pour personnes retraitées Villa Majeau 2, mars 2002.

Résidences pour personnes retraitées Bordeleau, rue Wilfrid-Ranger, mars 2002.

Jean Chevette, photographe



L'année 2000 constitue un record dans les annales de la construction à Saint-Charles-Borromée : 17 331 800 \$ investis. Les deux autres sommets datent de 1987 et de 1998 avec 12 136 450 \$ et 16 058 000 \$ respectivement.

Comme c'est de tradition à Saint-Charles-Borromée, la population vieillissante n'est pas laissée pour compte dans cette nouvelle ère de construction domiciliaire. D'abord la Résidence la Volière, ancienne Auberge des Gouverneurs de la chaîne québécoise du même nom, est acquise en 1993 par messieurs Jacques et Raymond Vallières et réaménagée en résidence pour retraités autonomes et semi-autonomes. À la suite d'agrandissements, elle compte en 2000, 175 logements. Les Villas Majeau I et II, propriétés de messieurs Normand et Benoît Majeau et construites sur les terres agricoles de monsieur Charles-Auguste Majeau, offrent environ 100 logements pour personnes retraitées, près du centre hospitalier. Monsieur Normand Majeau, en tant que constructeur, a également développé la majeure partie du secteur domiciliaire au sud de la rue de la Petite-Noraie. Enfin, les habitations Luce et Bernard Bordeleau, construites en 1991 et agrandies en 2000, comptent 63 logements situés angle Wilfrid-Ranger et du Juge-Guibault.

Prospections d'avenir

En ce début du troisième millénaire, la Municipalité de Saint-Charles-Borromée, aux dires même du journal **Les Affaires**, présente les meilleures feuilles de route des principales villes en élection au Québec. Elle est l'une des trois villes qui ait réussi à diminuer le compte de taxes de ses citoyens et à maintenir un faible niveau d'endettement. La municipalité se classe également au 2^e rang des principales villes en élection

Hôtel de Ville et caserne des pompiers.



Conseil municipal
1999 - 2003



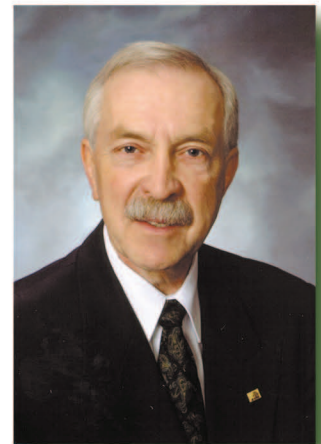
André Hénault, maire.



Jean-Pierre Beaulieu,
conseiller, siège n° 1.



Robert Bibeau,
conseiller, siège n° 2.



Claude Bélanger,
conseiller, siège n° 3.



Guy Rondeau,
conseiller, siège n° 4.



Robert Groulx,
conseiller, siège n° 5.

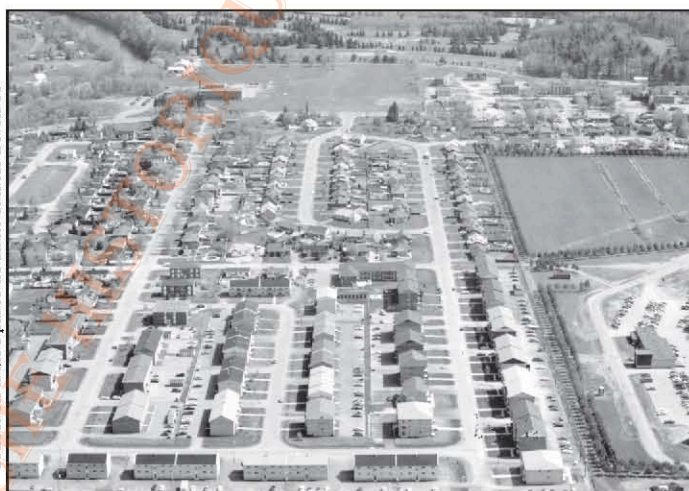


Louise Savignac,
conseiller, siège n° 6.

concernant le service de la dette (15,7 % du budget) et au 3^e rang concernant l'endettement par rapport à la richesse foncière (2 %). Les taxes de ses commerçants sont également très faibles. Les factures Trudel, du ministre des Affaires municipales, durant les années 1998, 1999 et 2000, ont toutefois contraint la Municipalité, pourtant championne dans la diminution du compte de taxes aux résidents, à hausser la contribution fiscale de ses citoyens. La gestion financière municipale demeure néanmoins des plus saines et des plus viables.

L'identification municipale

Des gens d'affaires charlois se regroupent en association en 1989. L'association siège au comité consultatif d'urbanisme de la municipalité depuis 1994. Plus de 80 professionnels et commerçants visant à promouvoir l'achat local en sont membres en 1998. La municipalité est considérée capitale régionale des restos en 1991 et 1996, avec ses quelque 15 restaurants qui procurent environ 400 emplois. Les principaux services sont l'alimentation et l'automobile. En 1991, la municipalité compte 4 018 résidences, 236 établissements commerciaux, bureaux de professionnels inclus, et 30 bureaux à domicile. Son principal employeur demeure le C.H.R.D.L., soit quelque 2 500 employés, 85 médecins spécialistes et 100 médecins omnipraticiens. 130 bénévoles y oeuvrent également. Ce centre hospitalier dessert un bassin de population atteignant 150 000 personnes.



Vue aérienne du quartier résidentiel à proximité du CHRDL.



Vue aérienne du Centre hospitalier régional de Lanaudière (CHRDL).

Conseillers et mandats

Louis Laurier	juillet 1855 – janvier 1862
Médard Desmarais	juillet 1855 – avril 1857
Francis Kelly	juillet 1855 – janvier 1864
	juillet 1866 – janvier 1868
François-Xavier Trudeau	juillet 1855 – janvier 1858
	janvier 1864 – novembre 1866
François-Xavier Vadenais	juillet 1855 – janvier 1858
François Morin	juillet 1855 – janvier 1862
François Ratelle	avril 1857 – janvier 1858
Narcisse Lévesque	janvier 1858 – janvier 1864
Eusèbe Guilbault	janvier 1858 – janvier 1860
Maxime Barette	janvier 1858 – janvier 1862
	janvier 1872 – janvier 1874
Joseph Marion	janvier 1861 – janvier 1862
Louis-Pierre-Hubert Turgeon	janvier 1862 – janvier 1864
François-Benjamin Godin	janvier 1862 – janvier 1864
Joseph Rivest	janvier 1862 – janvier 1864
François Boulé dit Dalphond	janvier 1864 – janvier 1866
Médard Latendresse	janvier 1864 – janvier 1872
	janvier 1873 – janvier 1876
Benjamin Goulet	janvier 1864 – juin 1866
Michel Jubinville	janvier 1864 – janvier 1872
Médard Fissette	janvier 1864 – janvier 1866
	janvier 1873 – janvier 1879
Joseph Jetté	janvier 1866 – janvier 1870
Narcisse Pelland	janvier 1866 – janvier 1868
François Bazinet	janvier 1868 – janvier 1873
Amédée Joly	janvier 1868 – janvier 1869
	janvier 1875 – janvier 1881
Joseph Majeau	décembre 1866 – janvier 1871
	janvier 1874 – janvier 1877
Alexis Ratelle	mai 1869 – janvier 1871
	janvier 1874 – janvier 1883
Olivier Robillard	janvier 1870 – janvier 1872
	juillet 1878 – janvier 1881
Onézime Robillard	janvier 1872 – janvier 1875
Onézime Pelland	janvier 1872 – janvier 1873
Charles Chaput	janvier 1872 – janvier 1874
Joseph Bazinet	janvier 1872 – janvier 1875

Saint-Charles-Borromée

De la ruralité à l'urbanisation

Charles Rivest	janvier 1887 – janvier 1890
Basile Trudeau	janvier 1875 – juillet 1878
Alexis Bonin	janvier 1876 – janvier 1880
Martin Bonin	janvier 1877 – janvier 1880
Narcisse Miron	janvier 1879 – janvier 1886
Damase Mongin dit Léveillée	janvier 1880 – janvier 1882
	janvier 1889 – janvier 1898
Pierre Majeau	janvier 1880 – janvier 1888
	janvier 1897 – janvier 1900
Louis Jetté	janvier 1880 – janvier 1884
Vincent Jubinville	janvier 1881 – janvier 1884
	janvier 1885 – janvier 1890
Pierre Ducharme	janvier 1883 – janvier 1885
Athanase Mailhot	janvier 1883 – janvier 1889
Euclide Riendeau	janvier 1884 – janvier 1887
	janvier 1896 – janvier 1899
Jean-Baptiste Gouger	janvier 1884 – janvier 1885
François Moreau	janvier 1886 – janvier 1889
Narcisse Lachapelle	janvier 1886 – janvier 1888
Pierre Marcil	janvier 1888 – janvier 1897
Adolphe Rouleau	janvier 1888 – janvier 1897
Didier Cornellier	janvier 1889 – janvier 1901
Euclide Maleau	janvier 1890 – janvier 1893
Prospère Massicotte, père	janvier 1890 – janvier 1893
	janvier 1896 – janvier 1899
Siméon Robillard	janvier 1893 – janvier 1896
Aristide Joly	janvier 1893 – janvier 1896
Joseph Brouillet	janvier 1898 – janvier 1901
Gilbert Forest, fils	janvier 1898 – février 1903
Arthur Vadenais	janvier 1899 – mars 1905
Désiré Magué	janvier 1899 – janvier 1902
Avila Robillard	janvier 1900 – février 1903
	avril 1916 – février 1918
Médard Parent	janvier 1901 – avril 1904
Athanase Mailhot	janvier 1901 – avril 1904
Émile Roch	janvier 1902 – mars 1905
	février 1914 – janvier 1917
Elzéar Rivest	février 1903 – mars 1909
Alcide Mapie	février 1903 – mars 1906
André Gouger	avril 1904 – mars 1910
Joseph Chaput	avril 1904 – mars 1907
	janvier 1921 – février 1922

Elzéar Dufresne	mars 1905 – mars 1907
Joseph Houle	mars 1905 – mars 1908
Vital Marci	mars 1906 – mars 1909
Gaspard Chaput	mars 1907 – janvier 1915
Bernard Brunelle	mars 1908 – mars 1911
Jean-Baptiste Dalphond	mars 1908 – mars 1911
Émilien Mapie	mars 1909 – mars 1912
Joseph Marci	mars 1909 – mars 1912
Louis-Wilfrid Saint-Georges	mars 1910 – mars 1913
Zénon Riendeau	mars 1911 – février 1918
Henri Hubert	mars 1911 – février 1914
Joseph-Évariste Barette	mars 1912 – février 1914 février 1918 – février 1919
Osias Lapierre	mars 1912 – janvier 1915
Joseph Généreux	mars 1913 – avril 1916
Thomas Boucher	janvier 1915 – janvier 1917
Joseph Forest	janvier 1915 – avril 1916
Émery Robitaille	janvier 1915 – février 1918
Adélarde Coderre	avril 1916 – janvier 1922
Rodolphe Majeau	janvier 1917 – mars 1923
Romuald Dalphond	janvier 1917 – janvier 1922
Simon Desrochers	février 1918 – janvier 1921 février 1927 – janvier 1937
Thaddée Jubinville	février 1918 – mars 1923
Pierre Coulombe	février 1919 – janvier 1922
Willie Robillard	janvier 1922 – mars 1923
Avila Moreau	janvier 1922 – janvier 1928
J.-Alphonse Brunelle	janvier 1922 – janvier 1926
Mathias Mayer	janvier 1922 – mars 1923
Henri Derouin	mars 1923 – février 1925
Alphonse Bellemare	mars 1923 – février 1924 février 1928 – janvier 1930
Henri Bazinet	janvier 1951 – mai 1953 mars 1923 – janvier 1928 janvier 1940 – janvier 1946
Philius Desrosiers	février 1924 – février 1925
Jérémie Chaput	février 1925 – janvier 1929
J.-Patrick Marci	février 1925 – janvier 1929
Albert Mandeville	février 1925 – janvier 1927
Eugène Beaulieu	février 1926 – janvier 1930
Joseph Labine	février 1928 – janvier 1930 février 1929 – janvier 1935

Saint-Charles-Borromée

De la ruralité à l'urbanisation

Joseph Rivest	février 1929 – mai 1929
Omer Saint-Georges	juin 1929 – janvier 1937
Alphonse Vincent	janvier 1949 – janvier 1951
	février 1930 – janvier 1934
Onésime Robillard	février 1930 – janvier 1934
J.-Delphir Proulx	février 1930 – janvier 1934
Adolphe Lefrançois	février 1934 – juin 1936
Saül Dubé	février 1934 – janvier 1936
Alfred Forest	février 1934 – janvier 1938
Albert Joly	janvier 1935 – janvier 1937
Arthur Robillard	janvier 1945 – janvier 1947
	janvier 1936 – janvier 1938
	janvier 1937 – janvier 1939
Alphonse Lafond	janvier 1937 – janvier 1941
Léo Beauséjour	juillet 1936 – janvier 1938
Henri Labine	janvier 1938 – janvier 1940
Léo Boucher	janvier 1938 – janvier 1940
Albert Lafortune	mai 1953 – mars 1956
Paul-Émile Robillard	janvier 1938 – janvier 1940
	janvier 1939 – janvier 1947
Antonio Boucher	avril 1956 – janvier 1957
Éloi Ducharme	janvier 1939 – janvier 1945
	janvier 1940 – janvier 1946
Alfred Vadnais	janvier 1940 – janvier 1944
Gaston Lafond	janvier 1941 – janvier 1945
Philippe Barrette	janvier 1944 – juin 1946
Arthur Labine	janvier 1945 – janvier 1949
Paul-Émile Bonin	janvier 1951 – mai 1953
Avila Gougeon	janvier 1946 – janvier 1948
	janvier 1946 – janvier 1950
Avila Saint-Amour	juin 1946 – janvier 1950
Élisée Bazinet	janvier 1947 – janvier 1949
Paul-Émile Hubert	janvier 1947 – janvier 1949
Robert Coulombe	mai 1955 – août 1956
Gélinas Riendeau	janvier 1948 – janvier 1950
	janvier 1949 – janvier 1957
Paul Perreault	janvier 1949 – janvier 1951
Amable Chalut	janvier 1950 – mai 1956
Hercol Régis	janvier 1950 – mai 1956
Léon-Arthur Perreault	janvier 1950 – mai 1954
Théodore Valois	mai 1953 – mai 1955
Pierre Régis	août 1956 – janvier 1957
Émilien Hébert	

Saint-Charles-Borromée

de municipalité de campagne à municipalité verte

Rosaire Bérard	mai 1954 – janvier 1957
Henri Savignac	mai 1956 – janvier 1957
Roger Dion	février 1957 – mai 1959
Guy Robert	février 1957 – mai 1960
Robert Cornellier	février 1957 – octobre 1960
Roger Sansregret	mai 1960 – mai 1966
Paul-Émile Pelletier	février 1957 – mai 1965
Marc Dalcourt	mai 1959 – mai 1965
	octobre 1966 – novembre 1968
Roméo Mandeville	mai 1956 – mai 1964
Émilien Brouillette	février 1957 – mai 1963
Alphonse Simard	novembre 1960 – mai 1964
Guy Pelletier	mai 1963 – octobre 1979
Gilles Lafortune	mai 1964 – mai 1968
Luc Bordeleau	mai 1964 – mai 1966
Albert Durand	mai 1965 – octobre 1966
Robert Boucher	mai 1965 – juin 1968
Louis-Philippe Tellier	mai 1966 – octobre 1978
Gilles Champagne	mai 1966 – mai 1968
Rivard Renaud	mai 1968 – octobre 1972
Louis Laporte	mai 1968 – octobre 1978
Bertrand Laporte	juin 1968 – janvier 1978
Paul Bouchard	novembre 1968 – juillet 1981
Raymond Gaudreault	novembre 1972 – octobre 1974
Yvon Gaudreault	novembre 1974 – octobre 1978
Gaby Larrivée	mars 1978 – novembre 1983
André Boisvert	novembre 1978 – novembre 1983
Jean-Guy Ratelle	novembre 1978 – novembre 1984
Jean-Claude Lebeau	novembre 1978 – novembre 1984
Claude Bélanger	novembre 1979 –
Michel Coutu	novembre 1981 – novembre 1983
Michel Bélair	novembre 1983 – novembre 1986
Gaétan Nicole	novembre 1983 – novembre 1985
André Hénault	novembre 1983 – novembre 1988
Flavie Poirier	novembre 1984 – mars 1996
Guy Rondeau	novembre 1984 –
Jean-Pierre Beaulieu	novembre 1985 –
Robert Bibeau	novembre 1986 –
Pierrette G.-Madon	novembre 1989 – mars 2000
Luc Lefebvre	avril 1996 – octobre 2001
Robert Groulx	mai 2000 –
Louise Savignac	novembre 2001 –



Secrétaires-trésoriers

Édouard Guilbault	juillet 1855 – février 1859
Barthélémy Vézina	mars 1859 – février 1886
Arthur Cabana	mars 1886 – mai 1914
Ulrich Bourgeois	juin 1914 – février 1918
Alexandre Rivest	mars 1918 – janvier 1938
Gérard Denis	février 1938 – janvier 1940
Paul Brien	juillet 1940 – février 1942
Jean-René Piette	mars 1942 – novembre 1948
Yves Dion	décembre 1948 – janvier 1950
J.L. Parent	février 1950 – mai 1955
J. Arthur Lépine	juillet 1955 – novembre 1960
Robert Cornellier	décembre 1960 – avril 1964
Louis Grypinich	mai 1964 – février 1983
François Thériault	mars 1983 –

D'hier à demain au service de sa communauté

La soirée des bénévoles de 2001.

À u niveau communautaire, la Municipalité a tôt fait de se distinguer. Finaliste au prix Dollard-Morin attribué en 1998 au bénévolat, elle se classe deuxième pour son rôle de formation et de soutien auprès des quelque 500 personnes



réparties dans les vingt organismes bénévoles locaux. En 1999, le président de la Maison Antoine-Lacombe est récipiendaire du prix Robert-Lussier, Grand Prix Desjardins de la culture de Lanaudière, dans la catégorie bénévolat. En avril 2000, Les Amis de la Maison Antoine-Lacombe reçoivent le prix Hommage Bénévolat Québec. Ce prix est décerné par le gouvernement du Québec pour souligner





Collection de la municipalité

Madame Pierrette Nadon, messieurs Bernard Lambert et André Hénault, remise de plaque à la soirée des bénévoles en 1999.

l'engagement, l'énergie et la générosité des bénévoles et des organismes communautaires qui oeuvrent au mieux-être de la société. Enfin, la Municipalité reçoit en mai 2000 le Prix de la famille; ce prix provincial a pour but de reconnaître les nombreuses initiatives dans le domaine des loisirs sportifs et culturels de la municipalité et son souci du mieux-être de ses familles. Ainsi, forgée de décennie en décennie par bien des manières d'être, là s'enracine la forte identité de la municipalité de Saint-Charles-Borromée.



Collection de la municipalité

La soirée des bénévoles, table des membres de la Maison Antoine-Lacombe en avril 1994.



L'équipe des employés de la municipalité

François Thériault, Nicole Routhier, Gisèle Tétrault et Michèle Desfossés, secrétariat et direction générale de la municipalité de Saint-Charles-Borromée (1999).



Michel Lemay, Denis Girard et Johanne Bourdon, Service technique (1999).



Pascale Aubin, Francine Forest, Roma Arbour, Francine Laplante et Denise Fullum, Service de la taxation et des finances (2000).



Mylène Belleville, Paul Chevrette, France Rivest et Johanne Jean, Service des loisirs (1999).

Roger Fleury, Marcel Tellier, Jean-Pierre Héту, Pierre Arpin, André Bonin, Richard Desrosiers et Daniel Bonin (1999).



Jacques Fortin, Michel Forget, Dany Lamontagne, Bruno Lévesque, Mario Beaudoin et Jean-Marc Arpin, Service de la prévention des incendies.

Conclusion

Une prospérité résidentielle constante, planifiée dans sa relation à l'environnement; une économie basée sur les services et non l'industrie, mais favorable à son développement régional en finançant des organismes qui attirent les investissements et favorisent la construction domiciliaire et commerciale; enfin, un sigle municipal illustrant un arbre attenant à une maison, symbole de respect de la nature et de prédominance résidentielle, confirment la réputation verte de la municipalité.

La Saint-Charles-Borromée des quatre dernières décennies s'est taillée une place importante au sein des municipalités environnantes. La Joliette industrielle n'est plus ce qu'elle était : fermetures d'usines et de manufactures liées au phénomène de mondialisation de l'économie, en marche depuis trente ans. De 1981 à 1991, la population joliettaine n'a augmenté que de 713 habitants alors que celle de Saint-Charles-Borromée s'est accrue de 1 729 habitants.

Ainsi, le caractère de Saint-Charles-Borromée a bien changé au cours des ans. Son paysage rural a fait place peu à peu au découpage résidentiel et économique. À l'heure des fusions, Saint-Charles-Borromée se présente toujours comme une communauté de vie exceptionnelle, possédant ses propres caractéristiques et faisant l'objet de convoitise de la part des autres identités régionales. Saint-Charles-Borromée, où il fera toujours bon vivre...

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE EN HISTOIRE ARCHIV-HISTO

Bibliographie

BAUDOT et CHAUSSIN, *Vie des Saints et des bienheureux*, Paris, 1935, tome 6.

Bulletin paroissial de Saint-Charles-Borromée, Éditions du Centenaire 1843-1943, 147 pages.

CHABOT, Denis *et al.*, *Guide de Lanaudière*, Le Citoyen Éditions, 1985, 327 pages.

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG, *Bref historique socio-économique du Québec*, Septentrion, 1995, 382 pages.

FARLEY, Paul-Émile et Gustave LAMARCHE, c.s.v., *Histoire du Canada*, Librairie des Clercs de Saint-Viateur, Montréal, 1937, 551 pages.

Fédération de l'Union des producteurs agricoles de Lanaudière (U.P.A.), *Pour que vivent bêtes et gens*, Imprimerie Housseaux inc., Joliette, 1983, 200 pages.

GERVAIS, J.-Édouard, *1864 / Joliette 1964*, Imprimerie Nationale de Joliette, 1964, 195 pages.

HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER, *Brève histoire du Québec*, Éditions du Boréal Express, Montréal, 1987, 134 pages.

HÉBERT, Léo-Paul, *Le rôle socio-économique du Collège Joliette (1846-1991)*, Cégep Joliette-De Lanaudière, 1992, 249 pages. (collection Recherche).

Je me souviens, « l'Honorable Antonio Barrette (1936-1956) », BCN imprimeurs alliés, Canada, 93 pages.

LANOUE, François, prêtre, *La Paroisse du Christ-Roi de Joliette*, Le Citoyen Éditions ltée, 1986, 334 pages.

LANOUE, François, prêtre, *Regards sur l'église cathédrale et le diocèse de Joliette*, Éditions François Lanoue, Imprimerie Média-Pressé inc., 1996, 222 pages.

LAPIERRE, Jean-Claude, *Saint-Ambroise-de-Kildare, un village au Québec*, Shawinigan, 1982, 532 pages.

Le comté de Joliette, inventaire économique, 1957, 198 pages.

LINTEAU, Jean-Claude *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, tome II, Boréal, Montréal, 1989, 834 pages.

MARTINEAU, Jocelyne, *Maison Antoine-Lacombe : étude ethnohistorique, étude architecturale*, pour les Amis de la Maison Antoine-Lacombe, 1994, 51 pages.

Ministère des Affaires municipales, *La nouvelle revue Municipalité*, volume 1, numéro 1, gouvernement du Québec, 1980, 32 pages.

Procès-verbaux de Saint-Charles-Borromée, 1855-1962.

Quatre saisons municipales, hôtel de ville de Saint-Charles-Borromée, 19 volumes, 1980-1998.

TISSOT, Louise, *Toponymie, étude des noms de rues*, hôtel de ville de Saint-Charles-Borromée, 1996, 79 pages.

VALOIS, Robert, prêtre, *Notes d'histoire sur le diocèse de Joliette*, Joliette, 1951, 160 pages.

Journaux de Joliette (1969-1998), *L'Action populaire*, *L'Action*, *L'Expression*, *Joliette Journal*.

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE HISTORIQUE ARCHIVISTE

Index

- A -

Académie Antoine Manseau :	36
Académie Saint-Viateur :	35
Acchiena, Marguerite :	75
Action populaire (L') :	45
Algonquins :	9
Asselin, Eusèbe :	22
Association du Terrain de jeux Saint-Jean-Bosco :	85
Auberge des Gouverneurs :	57, 64
Audet, Mgr René :	76,77

- B -

Barette, Antonio :	60, 61
Barette, Joseph-Évariste :	100
Barette, Maxime :	98
Barrette, Philippe :	101
Bazinet, Élisée :	101
Bazinet, François :	98
Bazinet, Henri :	100
Bazinet, Joseph :	98
Bazinet, Louis :	27
Bazinet, Philomène :	28
Beaudoin, Cécile :	80
Beaudry, Cyrille (père) :	33, 37
Beaudry, Éric :	89
Beaulieu, Eugène :	100
Beaulieu, Jean-Pierre :	96, 102
Beauséjour, Léo :	101
Bélair, Michel :	102
Bélair, Monique :	74, 90
Bélanger, Claude :	96, 102
Bellemare, Alphonse :	100
Bérard, Rosaire :	102
Bernard (frères) :	53
Bibeau, Robert :	96, 102
Bijouterie Roy :	67
Boisvert, André :	102
Bonin, Alexis :	99
Bonin, Martin :	99
Bonin, Paul-Émile :	101
Bordeleau, Azellus :	43
Bordeleau, Eugène :	29

Bordeleau, Luc :	102
Bordeleau, Luce et Bernard :	95
Bordeleau, Onézime :	29
Borromée, Charles (saint) :	20, 21, 35
Bosco, François :	75
Bosco, Jean :	75
Bouchard, Paul :	102
Boucher, Antonio :	101
Boucher, Alphonse :	63
Boucher, François :	63
Boucher, Isaïe :	51
Boucher, Jean-Pierre :	63
Boucher, Léo :	101
Boucher, Robert :	53, 62, 63, 72, 102
Boucher, Thomas :	100
Boulé dit Dalphond, François :	98
Bourgeois, Ulrich :	103
Bourget, Mgr Ignace :	17, 19, 20, 33, 37
Bournival, Florian (père) :	67
Bousquet, Joseph :	53
Brault, René :	77
Brault, Roger :	77
Brien, Paul :	103
Brouillet, Joseph :	99
Brouillette, Émilien :	102
Brunelle, Bernard :	100
Brunelle, J.-Alphonse :	100
Burns, Micheline :	80

- C -

Cabana, Arthur :	103
Caisse populaire de la paroisse du Christ-Roi :	46
Camping de la Rive :	87
Canadien national (voie ferrée) :	30
Carignan-Salières, régiment :	11, 12
Cartier, Jacques :	9
Caserne des pompiers :	83, 95
Centrale de traitement d'eau potable :	72
Centre communautaire Alain-Pagé :	75, 92
Centre éducatif Les Picolos :	69, 92
Centre hospitalier régional de Lanaudière (C.H.R.D.L.) :	69, 72, 97
Centre Saint-Jean-Bosco :	74, 75

Cercle des fermières :	78	Deblois, Joseph :	30
Chalut, Amable :	101	Denis, Gérard :	103
Champagne, Gilles :	102	Derouin, Henri :	100
Champagneur, Étienne :	33	Desjardins, Alphonse :	40
Champlain, Samuel de :	9	Desmarais, Caroline :	31, 60
Chaput, Charles :	98	Desmarais, Médard :	98
Chaput, Gaspard :	100	Desrochers (maison) :	59
Chaput, Jérémie :	100	Desrochers, Simon :	100
Chaput, Joseph :	99	Desrochers, Vital :	18
Chevalier, André :	76	Desrosiers, Aline :	77
Chevalier, Camille :	76	Desrosiers, Philias :	100
Chevalier, Georges :	50	Dion, Roger :	102
Christin dit Saint-Amour, Évelina :	31	Dion, Yves :	103
Christin dit St-Amour, Philomène :	27	Dubé, Saül :	101
Clercs de St-Viateur :	20, 43, 48, 50	Ducharme, Éloi :	101
Cloutier, Rosario :	64	Ducharme, Pierre :	99
Club de golf de Joliette :	10,54	Ducondu, Mathilde :	22
Club de l'âge d'or :	78	Dufresne, Elzéar :	100
Coderre, Adélarde :	100	Dulong (Dame) :	33
Collège Bourget (Rigaud) :	45	Dulong, Jean-Paul :	67
Collège Champagneur :	77	Durand, Albert :	102
Collège Joliette (Séminaire) (Cégep de Lanaudière) :	33, 34, 43, 50, 67, 76, 77	- E -	
Comité de protection du voisinage :	92	École Christ-Roi :	27, 48, 50
Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) :	56	École industrielle :	22
Conseil diocésain des affaires économiques :	76	École Lorenzo-Gauthier :	52, 65, 67
Corbeil, Wilfrid (père) :	90	École Notre-Dame-des-Prairies :	48
Cornellier, Didier :	99	École Saint-Charles :	35, 47, 48
Cornellier, Robert :	102, 103	École Sainte-Marie :	50
Côté, Marie :	33	Écoles de rang (premières écoles) :	33, 34, 35, 47, 48, 49
Coulombe, Pierre :	100	Enfants de Marie :	45
Coulombe, Robert :	101	- F -	
Coutu, André :	82	Faribault, Catherine :	18
Coutu, Maxime :	27	Faribault, Joseph-Edouard :	18
Coutu, Michel :	102	Festival Mémoires et Racines :	87
Coutu, Roger :	87	Fisette, Médard :	98
Crino (usine) :	70, 72	Fleuriste J.-B. Roy :	52
Cuthbert, James :	19	Forest, Alfred :	101
- D -		Forest, Annette :	76
Dalcourt, Marc :	102	Forest, fils, Gilbert :	99
Dalphond, Jean-Baptiste :	100	Forest, Joseph :	100
Dalphond, Romuald :	100	Fortin, Jacques :	83
Dames de la Charité (organisme) :	34	Frappier, Béatrice :	63
Dames de Sainte-Anne :	45	Frères du Sacré-Cœur :	77

- G -

Gagnon-Dufour, Lise :	65
Gamelin, Émilie :	20, 34
Gaudette, Fleurette :	65
Gaudreault, Arthur :	71
Gaudreault, Luc :	71
Gaudreault, Manon :	79
Gaudreault, Martin :	79
Gaudreault, Raymond :	71, 102
Gaudreault, Roméo :	71
Gaudreault, Yvon :	102
Gauthier, Lorenzo :	43, 45, 46
Gauthier, Louis :	26
Gauthier, Michel :	45
Généreux, Joseph :	100
Gilbert, comte :	21
Gilbert, Humphrey :	13
Godin, François-Benjamin :	98
Gordon, Véronique :	23
Gougeon, Avila :	101
Gouger, André :	99
Gouger, Jean-Baptiste :	99
Gouin, Marie :	51
Goulet, Benjamin :	98
Grégoire XV :	32
Groulx, Robert :	96, 102
Groupe JAC du Christ-Roy :	41, 45
Grypinich, Louis :	62, 66, 103
Guilbault, Eusèbe :	98
Guilbault,, Édouard :	103

- H -

Hammond, Gabrielle :	76
Hébert, Émilien :	101
Hénault, André :	79, 80, 96, 102, 106
Hénault, Caroline :	80
Hénault, Donat :	46
Hénault, Jean-Sébastien :	80
Hénault, Pierre-Paul :	80
Hôpital Saint-Eusèbe (hôpital Scallon) :	22, 69
Hôpital St-Charles :	60, 61, 62, 69
Houle, Joseph :	100
Hubert, Henri :	100
Hubert, Paul-Émile :	101

- I -

Institut Amélie-Fristel :	47, 48
Institut des Filles de Marie Auxiliatrice :	75
Isidore (saint) :	32, 44, 87

- J -

Jacques 1 ^{er} :	13
Jésuites :	20
Jetté, Joseph :	98
Jetté, Louis :	99
Jetté, Mgr Édouard :	67
Jobin, Guy :	78
JOC :	45
Joliet, Antoine :	18
Joliette, Barthélemy :	7, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 29, 33, 35
Joliette, Charles :	18
Jolliet, Louis :	18
Joly, Albert :	101
Joly, Amédée :	98
Joly, Aristide :	99
Journal <i>Les Affaires</i> :	95
Joyal, Serge :	90
Jubenville, Michel :	98
Jubenville, Thaddée :	100
Jubenville, Vincent :	99

- K -

Kelly, Francis :	98
------------------	----

- L -

Labine, Arthur :	101
Labine, Henri :	101
Labine, Joseph :	100
Lachance, Michel :	92
Lachapelle, Narcisse :	99
Lacombe, Antoine :	90
Lacombe, Roméo :	52, 53
Laferrière, Gaston :	76
Laferrière, Jean-Paul :	76
Lafond, Alphonse :	101
Lafond, Gaston :	101
Lafortune, Albert :	101

Lafortune, Gilles :	102	Magnan, Pierre :	65
Lafortune, Roger :	64	Magué, Désiré :	99
Lahaise, Angèle :	37	Mailhot, Athanase :	99
Lajoie, Pascal (père) :	36	Maison Antoine-Lacombe :	32, 74, 87, 90, 105, 106
Laliberté, Alfred :	8	Maison Champagneur :	33
Lambert, Bernard :	106	Maison de l'Entente :	76
Lapierre, Fernande :	28	Maison de la culture Bonsecours :	92
Lapierre, Gaspard-Osias :	28	Maison Querbes :	43, 44, 45, 46
Lapierre, Juliette :	28	Majeau, Benoît :	95
Lapierre, Osias :	100	Majeau, Bernard :	60
Laporte, Bertrand :	102	Majeau, Carmelle :	60
Laporte, Louis :	102	Majeau, Charles-Auguste :	31, 48, 59, 60, 65, 67, 95
Lareau, René :	66	Majeau, Gervais :	67
Larrivée, Achille :	73	Majeau, Henri :	31, 48, 50, 60
Larrivée, Daniel :	73	Majeau, Joseph :	98
Larrivée, Gaby :	72, 73, 79, 102	Majeau, Normand :	60, 95
Larrivée, Lyne :	73	Majeau, Pierre :	31, 99
Larrivée, Sylvie :	73	Majeau, Rodolphe :	100
Lartigue, Jean-Jacques :	19, 20	Maleau, Euclide :	99
La Salle, Roger :	67	Malette, Claire :	45
Latendresse, Médard :	98	Mandeville, Albert :	100
Laurance, Joseph :	37	Mandeville, Roméo :	102
Laurance, Léon :	37	Manseau, Antoine (père) :	33
Laurier, Louis :	98	Manseau, Antoine :	28, 33, 35, 36, 37
Lavallée, Juliette :	59	Manseau, Louis-Georges :	91
Lavigne, Simone :	73	Mapie, Alcide :	99
Lebeau, Jean-Claude :	102	Mapie, Émilien :	100
Lefebvre, Luc :	102	Marché Bonsecours (actuelle Esplanade) :	26, 27
Lefrançois, Adolphe :	101	Marché French :	27
Lepage, Gaston :	89	Marcil, J.-Patrick :	100
Lépine, J.-Arthur :	103	Marcil, Joseph :	100
Lépine, Stéphane :	89	Marcil, Pierre :	99
Les 4 Saisons municipales :	66, 78	Marcil, Vital :	100
Les Amis de la Maison Antoine-Lacombe :	105	Margane de Lavaltrie, Marie- Antoinette :	19
Les Mélèzes (école) :	20	Margane de Lavaltrie, Pierre-Paul :	12, 17, 19
Lesage, Jean :	56	Margane de Lavaltrie, Séraphin :	11, 12
Lévesque, Narcisse :	23, 98	Margane de Lavaltrie, Suzanne- Antoinette :	12, 18
Ligne info-débâcle :	93	Marion, Joseph :	98
Ligue du Sacré-Cœur :	45	Marsan dit Lapierre, Nazaire :	28
L'Industrie (journal) :	30	Masse, Marcel :	46, 87
Longpré, Léopold :	51	Masse, Rosaire :	46
Loyer, Jean-Paul :	89	Massicotte, père, Prospère :	99
- M -			
Madon, Pierrette G. :	102		
Madon, Ozias :	32		

Mayer, Mathias :	100	Parc Renaud :	19, 20
Medici, Marguerite de :	21	Parc Saint-Jean-Bosco :	85, 86, 87, 88
Michaud, J. :	20	Parent, J.-L. :	103
Mignard, Pierre :	35	Parent, Médard :	99
Mirandette, Jean-Claude :	89	Parents-Secours :	92
Miron, Narcisse :	99	Pelland, Narcisse :	98
Mongin dit Léveillée, Damase :	99	Pelland, Onézime :	98
Montour, Marie :	37	Pelletier, Guy :	102
Moreau, Avila :	100	Pelletier, Paul-Émile :	102
Moreau, François :	99	Perreault, Léon-Arthur :	101
Morin, François :	98	Perreault, Paul :	101
Moulins Berthiaume :	34, 35	Philippe III (roi d'Espagne) :	32
Moulins Bordeleau :	43	Pie IV :	21
Moulins de l'Entreprise :	35	Pie XI :	75
Moulins des Sœurs :	35, 87	Pie XII :	32, 75
Moulins Scallon :	22, 34	Piette, Jean-Claude :	67
		Piette, Jean-René :	103
- N -		Piette, René :	67
Nadeau, Léa :	28	Plage Saint-Jean-Bosco :	10, 84, 88
Nadon, Pierrette :	106	Plage Maria-Goretti :	10
Neyron, Benoît :	37	Plage Roméo :	52
Neyron, Jean-Claude-Raphael :	36, 37	Plamondon, Antoine :	35
Nicole, Gaétan :	65, 102	Poirier, Flavie :	90, 92, 102
Normand, Arthur :	60	Poirier, Ludger :	90, 92
Normand, Blandine :	60	Poulin, Ghyslaine :	73
		Prix de la famille :	106
- O -		Prix Dollard-Morin :	104
Oblats :	21	Prix Hommage Bénévolat Québec :	105
Office municipal d'habitation (O.M.H.) :	78	Prix Robert-Lussier :	87, 105
Oratoire de Saint-François-de-Sales :	75	Proulx, J.-Delphir :	101
Orphelinat Saint-Georges :	32, 44, 46,	Providence St-Charles (école) :	34
	48, 50		
Ouimet, Adèle :	52, 53	- Q -	
		Querbes, Louis :	33
- P -		- R -	
Pagé, Alain :	67, 76	Ranger, Wilfred :	28
Pagé, Édouard :	67	Ratelle, Alexis :	98
Pagé, Marguerite :	27	Ratelle, François :	98
Papineau, Mgr J.-A. :	42, 61, 85	Ratelle, Jean-Guy :	102
Parc Bois-Brûlé :	75	Raymond, Prosper :	37
Parc Carignan :	68	Reagan, Ronald :	56
Parc Casavant-Desrochers :	75	Région pastorale de Joliette-De-	
Parc Louis-Querbes :	33	Lanaudière :	76
Parc Maria-Goretti :	85	Régis, Hercol :	101

Saint-Charles-Borromée

Index

Régis, Pierre :	101	Saint-Vincent-de-Paul :	45
Renaud, Claude :	67	Sansregret, Roger :	102
Renaud, Rivard :	102	Sauvé, Paul :	61
Résidence la Volière :	29, 64, 87, 93, 95	Savignac, Henri :	102
Résidence Villa Majeau 1 :	94, 95	Savignac, Louise :	96, 102
Résidence Villa Majeau 2 :	94, 95	Scallon, Edward :	22, 23, 29, 34, 90
Résidences Bordeleau :	94	Scallon, Hermine :	22
Ricard, Édouard :	37	Scallon, Mathew :	22
Ricard, Elmire :	37	Scolasticat Saint-Charles :	77
Richard, Ursule :	37	Service d'incendie de Saint-Charles-Borromée :	83
Riendeau, Euclide :	99	Service de la sécurité civile :	92
Riendeau, Gélinas :	101	Service de police :	91
Riendeau, Zénon :	100	Simard, Alphonse :	102
Riopel, Simon :	89	Société Biancamano- Bolduc :	93
Ritchie, Claude :	77	Société de Coopérative agricole (Granby) :	62, 70
Ritchie, Stanley :	77	Société de Saint-François-de-Sales :	75
Rivest, Alexandre :	103	Sœurs de la Providence :	20, 22, 34
Rivest, Charles :	27, 30, 99	Sœurs de Sainte-Croix :	20
Rivest, Elzéar :	99	Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie :	48, 50
Rivest, Joseph :	98	Sœurs du Bon-Pasteur :	20
Rivest, Joseph :	101	Sœurs du Précieux-Sang :	43
Robert, Guy :	102	Sœurs du Sacré-Cœur :	20
Robillard, Ange-Émile :	59	Sylvestre, Gilles :	67
Robillard, Arthur :	101		
Robillard, Avila :	99	- T -	
Robillard, Jeannine :	59		
Robillard, Olivier (Azéline Saint-Aubin) :	59	Taché, Julie-Arthémise :	23
Robillard, Olivier (Marguerite Pagé) :	27	Talon, Jean :	11, 12
Robillard, Olivier (Philomène Christin) :	27, 98	Tarrieu-Taillant de Lanaudière, Charles-Gaspard :	12, 17, 18, 23, 30
Robillard, Onésime :	98, 101	Tarrieu-Taillant de Lanaudière, Charles-Gaspard-Joseph :	23
Robillard, Paul-Émile :	59, 60, 101	Tarrieu-Taillant de Lanaudière, Marie-Charlotte :	7, 17, 18, 20, 34
Robillard, Siméon :	99	Tarrieu-Taillant de Lanaudière, Pierre-Paul :	23
Robillard, Willie :	100	Tellier, Louis-Philippe :	102
Robitaille, Émery :	100	Thatcher, Marguerite :	56
Roch, Émile :	99	Thériault, François :	74, 103
Rondeau, Gisèle :	77	Thériault, Serge :	89
Rondeau, Guy :	96, 102	Transports Gaudreault :	71
Rôtisserie Saint-Hubert :	57	Trudeau, Basile :	99
Rouleau, Adolphe :	99	Trudeau, François-Xavier :	98
Roussin, Camille :	61	Trudel, Rémy :	97
		Turcotte, François-Magloire :	20, 50
- S -			
Saint-Amour, Avila :	101		
Saint-Aubin, Azéline :	59		
Saint-Georges, Louis-Wilfrid :	100		
Saint-Georges, Omer :	101		

Turcotte, Marie-Rose :	67	Vadnais, Alfred :	101
Turgeon, Louis-Pierre-Hubert :	98	Valières, Raymond :	95
- U -			
Union catholique des cultivateurs (L'U.C.C.), L'Union des producteurs agricoles (L'U.P.A.) :	31, 32, 44, 56, 57	Vallières, Jacques :	95
		Valois, Théodore :	101
		Verchères, Madeleine de :	18
		Vergas, Jean de :	32
		Vézina, Barthélémy :	103
		Villermé, Marguerite :	37
		Vincent, Alphonse :	101
- V -			
Vadenais, Arthur :	99	- W -	
Vadenais, François-Xavier :	98	Wickenden, Robert J. :	15

SOCIÉTÉ DE RECHERCHE HISTORIQUE ARCHIV-HISTO

Table des matières

Introduction	7
Les nations en présence	9
Les Amérindiens	9
Les Français	11
Les Anglais	13



Chapitre 1 - La naissance de la municipalité : un territoire à apprivoiser	15
Contexte international et national (1843-1900)	16
Des seigneurs de Lavaltrie entrepreneurs	17
De jeune paroisse de Saint-Charles-Borromée-du-Village-d'Industrie à jeune municipalité de paroisse de Saint-Charles-Borromée (1843-1864)	19
Saint-Charles-Borromée, municipalité de paroisse rurale agricole (1865-1957)	24
Éducation et religion dans la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1843-1900)	33



Chapitre 2 - À l'heure de l'identité rurale	39
Contexte international et national (1900-1960)	40
Religion et éducation dans la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1900-1960)	42
Ouverture d'une nouvelle paroisse charloise	42
Établissement d'un réseau d'écoles publiques	47
Premières rues de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1949-1960)	51



Chapitre 3 - De la ruralité à l'urbanisation	55
Contexte international et national (1960-1998)	56
La municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1960-1968)	59
La municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée (1968-1983)	62
De nouveaux bâtiments municipaux	62
La sécurité publique	64
Ouverture de l'école Lorenzo-Gauthier	65
Une nouvelle paroisse charloise	67
Une politique de loisir en expansion	68
La municipalité de Saint-Charles-Borromée (1983-1988)	72
Une nouvelle infrastructure municipale	72
Aménagement des espaces verts	75
Création de la paroisse Notre-Dame-de-l'Entente	76
Des préoccupations communautaires	78
La municipalité de Saint-Charles-Borromée depuis 1988	79
Saint-Charles-Borromée, un milieu environnemental privilégié	84
L'ère des grandes ententes intermunicipales	91
Préoccupations municipales à l'aube de l'an 2000	93
Prospections d'avenir	95
D'hier à demain au service de sa communauté	104
Conclusion	109
Bibliographie	110
Index	112
Table des matières	119